

PERQUISITIONS ET SAISIES MESURES D'INSTRUCTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue publiquement

dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

le 19 avril 1937, à 17 heures

PAR

ROGER DERENNE

Lauréat de la Faculté

JURY D'EXAMEN :

PRÉSIDENT : M. PERREAU, *Professeur*

SUFFRAGANTS : M. GOMBEAUX, *Professeur*

M. FREJAVILLE, *Professeur*



IMPRIMERIE ALÉNÇONNAISE

9-13, Rue des Marcheries

ALÉNÇON

—
1937

PERQUISITIONS ET SAISIES MESURES D'INSTRUCTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*soutenue publiquement
dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le 19 avril 1937, à 17 heures*

PAR

ROGER DERENNE

Lauréat de la Faculté

JURY D'EXAMEN :

PRÉSIDENT : M. PERREAU, *Professeur*

SUFFRAGANTS : M. GOMBEAUX, *Professeur*

M. FREJAVILLE, *Professeur*



IMPRIMERIE ALÉNÇONNAISE

9-13, Rue des Marcheries

ALÉNÇON

1937

UNIVERSITÉ DE CAEN - FACULTÉ DE DROIT

Année Scolaire 1936-1937

Doyen :

M. HENRY NEZARD (*, I. (1))

Doyen honoraire :

M. EUSTACHE PILON (*, I. (1))

Assesseur du Doyen :

M. GOMBEAUX (*, I. (1))

Professeurs honoraires :

MM. CABOUAT (O. *, I. (1))

DEGOIS (I. (1))

Professeurs :

MM.

NÉZARD (*, I. (1)), professeur de Droit administratif, chargé du Cours de Législation minière ;

GOMBEAUX (*, I. (1)), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit international privé ;

BRIDREY (*, I. (1)), professeur de Droit romain, chargé du Cours d'Histoire du Droit public ;

LEPARGNEUR (*, I. (1)), professeur de Droit commercial ;

LEMONNIER (I. (1)), professeur de Droit civil ;

PERREAU ((1)), professeur de Droit criminel, chargé du Cours de Droit civil approfondi et comparé ;

LAMPUÉ ((1)), professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel ;

YVER, professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé, chargé du Cours d'Histoire de la Coutume de la Normandie ;

PRUD'HOMME (*, (1), (1)), professeur de Procédure civile et de Voies d'exécution ;

FRÉJAVILLE, professeur de Droit civil ;

BESNIER, professeur de Droit romain ;

LEDUC, professeur d'Economie politique, chargé du Cours d'Histoire des Doctrines économiques et du Cours de Législation financière ;

SAINT-GERMÈS, professeur d'Economie politique ;

PERCEROU, agrégé, chargé du Cours de Droit maritime et du Cours de Législation industrielle.

Secrétaire :

ROUX (I. (1), (1), (1)), secrétaire des Facultés de l'Université, Caen.

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MES PARENTS,

A MA SŒUR,

A MA FIANCÉE.

*Que tous nos anciens Maîtres de
la Faculté de Caen veuillent bien
agréer l'hommage de notre respec-
tueuse et profonde reconnaissance.*

*Nous prions M. PERREAU
d'accepter, en outre, l'expression
de notre entière gratitude, pour
l'intérêt constant qu'il n'a cessé
de porter à notre endroit.*

PRINCIPALES ABRÉVIATIONS

Codes :

- C. C. — Code Civil.
- C. I. Cr. — Code d'Instruction Criminelle.
- C. P. — Code Pénal.
- C. Pr. Civ. — Code de Procédure Civile.

Recueils de Jurisprudence :

- B. — Bulletin Criminel de la Cour de Cassation.
- D. — Dalloz, répertoire périodique mensuel.
- D. H. — Dalloz, recueil hebdomadaire.
- D. P. — Dalloz, répertoire pratique.
- G. P. — Gazette du Palais.
- G. T. — Gazette des Tribunaux.
- J. P. — Journal du Palais.
- S. — Recueil des lois et arrêts de Sirey.
- S. Chr. — Sirey chronologique.

Débats Parlementaires :

- J. O. — Journal Officiel.
-



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546426_0001

INTRODUCTION

Notion et Historique

I. — NOTION

Lors d'une information, le magistrat instructeur est souvent amené à soupçonner l'existence, au domicile d'un particulier, d'objets — dits pièces à conviction — susceptibles de faire preuve pour ou contre le prévenu. Il recourt, alors, aux perquisitions et saisies qu'à la suite du C. I. Cr., la presque totalité de la doctrine a omis de définir. Disons simplement que la perquisition est un acte d'instruction qui permet à un agent qualifié de pénétrer, au besoin par la force, dans le domicile des individus, d'y rechercher des éléments de preuve et de les saisir selon des formes légales.

Il résulte de cette définition que la perquisition comporte deux opérations : d'une part, la pénétration dans le domicile d'un particulier et, d'autre part, la recherche de pièces à conviction. Une doctrine rigoureuse réserverait, sans doute,

le nom de « visite domiciliaire » à la première opération et de « perquisition » à la seconde. L'article 87 du C. I. Cr. qui les vise toutes deux pourrait même justifier cette distinction. Nous les confondrons, néanmoins, sous le terme général de perquisition, car, pour rechercher des éléments de preuve au domicile d'une personne, le magistrat doit, de toute évidence et d'abord, y pénétrer. D'ailleurs, les mêmes règles régissent ces deux opérations qu'unit une étroite parenté et que la pratique confond¹.

C'est ainsi, qu'en vertu de l'article 87 du C. I. Cr. : « La visite domiciliaire et la perquisition sont des actes d'instruction. » Qu'est-ce à dire ? Cette expression signifie, d'abord, que les perquisitions constituent un moyen de preuve ; mais aussi et surtout, que, le cas de flagrant délit mis à part, elles restent, en règle générale, l'apanage exclusif du juge d'instruction. Encore ne peut-il y recourir que si une information est ouverte et si l'individu — prévenu ou tiers — chez lequel la perquisition doit avoir lieu est présumé détenir des objets utiles à la manifestation de la vérité. Par là, elles se diffé-

1. M. SAINT-LAURENS, *Supplément au Dictionnaire des parquets de LEPOITTEVIN*, v^o visite domiciliaire, p. 377 ;

M. DESWARTE : Les perquisitions et saisies opérées par le juge d'instruction, *thèse Lille*, 1935, p. 10 ;

CONTRA : Trib. corr. Nantes, 12 juin 1933 : G. P., 1933, 2, 226, avec les conclusions conformes de M. le substitut Turlan.

rençient des simples mesures de police, employées dans la recherche des infractions dont l'existence n'est pas établie ni même présumée.

Ce caractère de mesures d'instruction est essentiel, en notre matière tout au moins. On leur oppose, en effet, les perquisitions et saisies auxquelles des agents spéciaux peuvent procéder dans certaines matières fiscales, où elles constituent des moyens de répression. La saisie de certains objets y réalise, alors souvent, la peine principale de l'infraction. Ces saisies spéciales portent, par exemple, sur les choses enlevées par les délinquants et que les gardes champêtres ou forestiers ont le droit de suivre pour les mettre sous séquestre (C. I. Cr., art. 16; Code forestier, art. 161); sur les faux poinçons d'or ou d'argent et les objets non marqués (loi du 19 brumaire an VI, art. 101, 103, 104 et 108); sur les objets fabriqués en fraude et sur les moyens de transport de ces objets, en matière de douanes, de contributions indirectes et d'octroi (lois des 6 août 1791, 28 avril 1816, dont l'article 237 s'applique à tous les genres de fraudes¹, ordonnance du 9 décembre 1841); sur les engins prohibés en matière de pêche et de chasse (lois des 15 avril 1829, art. 39, 41 et 42 et 3 mai 1844, art. 16). Nous laisserons de côté

1. Cass., 28 mars 1919 : S., 1922, 1, 385, note M. PERREAU.

ces perquisitions spéciales et nous nous bornerons à étudier les saisies en matière ordinaire. Même en cette matière, notre étude envisagera seulement les perquisitions domiciliaires aux fins de saisies. Nous ne parlerons donc pas des perquisitions corporelles ou fouilles qui, hors le cas de crime flagrant ou de mandat du juge d'instruction, peuvent, en outre, être opérées lors d'une arrestation régulière¹. Nous passerons également sous silence les saisies faites en dehors du domicile et qui ne sont soumises à aucune forme spéciale : par exemple, une saisie opérée par des agents de police dans une voiture conduite par un prévenu².

La compétence du juge d'instruction s'explique par cette idée que la perquisition domiciliaire est une mesure grave et générale.

Elle permet, en effet, à ce magistrat, de s'introduire dans un domicile, au besoin contre le gré de son occupant, de s'y faire ouvrir une porte, une fenêtre, une armoire. Dans ce but, il peut s'adresser aux dépositaires de la force publique qui lui doivent obéissance, tout comme, au cas de flagrant délit (art. 475. C. P., n° 12),

1. M. BRAY, *La fouille corporelle, thèse Dijon*, 1930.

2. Cass., 11 septembre 1933 (B., n° 191 ; D. H., 1933, p. 462 et 463 ; G. P., 1933, 2, 967).

les ouvriers : maçons, serruriers, etc... qu'il sera amené à s'adjoindre ¹.

La perquisition présente, aussi, un caractère général. Le juge d'instruction recherche tous les objets susceptibles de fournir quelque lumière sur l'infraction ou sur son auteur. Il procédera à leur saisie, c'est-à-dire que, moyennant l'observation de certaines formalités, il les retiendra par devers lui, comme éléments de preuve. Cette saisie de pièces à conviction constitue le but de la perquisition. Ce n'est pas à dire que le juge d'instruction doive seulement conserver les objets qui font preuve contre l'inculpé. Son rôle de juge et non de partie lui commande de relever tout élément de preuve à charge comme à décharge. A chaque instant, au cours de ces opérations, il doit donc redoubler de perspicacité et de prudence.

Le moment est venu de souligner l'atteinte profonde que perquisitions et saisies portent aux diverses formes de la liberté individuelle. Elles permettent au juge de pénétrer, même par la force, dans le domicile des particuliers, d'y saisir des pièces, de mettre sous main de justice

1. MANGIN, *De l'instruction écrite et du règlement de la compétence en matière criminelle*, I, n° 92 ; GARRAUD, *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale*, 1912, t. III, n° 909, p. 218 ; LE POITTEVIN, *Code d'Instruction Criminelle annoté*, art. 89, n° 19 ; DALLOZ, *Répertoire pratique*, t. VII, v° Instruction Criminelle, n° 636.

des lettres confiées à l'Administration des postes. Elle font échec à des principes que la Révolution a mis en honneur : le secret des familles, l'inviolabilité de la correspondance et surtout l'inviolabilité du domicile. Le décret des 10-14 août 1790 ne proclame-t-il pas : « Le secret des lettres est inviolable et, sous aucun prétexte, il ne peut y être porté atteinte ni par les corps, ni par les individus » ? De son côté, l'inviolabilité du domicile a été surabondamment consacrée par la loi des 19-22 juillet 1791, titre 1^{er}, art. 8 : « Nul officier municipal, commissaire ou officier de police municipale, ne pourra entrer dans les maisons des citoyens, si ce n'est... en vertu des ordonnances, contraintes et jugements dont ils seront porteurs, ou sur le cri des citoyens invoquant de l'intérieur d'une maison le secours de la force publique » ; la Constitution du 5 fructidor an III, art. 359 : « Aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi et pour la personne et l'objet expressément désignés dans l'acte qui ordonne la visite » ; la Constitution du 22 frimaire an VIII, art. 76 : « La maison de toute personne habitant le territoire français est un asile inviolable. Pendant la nuit, nul n'a le droit d'y entrer que dans le cas d'incendie, d'inondation ou de réclamation faite de l'intérieur d'une maison. Pendant le jour, on peut y entrer pour un objet spécial, déterminé par une loi ou

par un ordre émané d'une autorité publique » ; la Constitution de 1848, art. 3 : « La demeure de toute personne habitant le territoire français est inviolable ; il n'est permis d'y pénétrer que selon les formes et dans les cas prévus par la loi. »

A cet égard encore, la compétence du juge d'instruction, magistrat éclairé et indépendant, parce qu'inamovible, apparaît vraiment comme une garantie pour la liberté individuelle dans une matière aussi grave que celle des perquisitions et saisies. La gravité de ces mesures d'instruction est d'ailleurs un facteur de leur intérêt. Nous les envisagerons sous leur aspect essentiel, c'est-à-dire en tant que mesures d'instruction. Nous insisterons sur les réformes apportées par le législateur moderne. Ce dernier s'est préoccupé d'assurer efficacement le respect de la liberté individuelle, dont les rédacteurs du C. I. Cr. s'étaient plutôt désintéressés, à l'exemple de leurs devanciers.

II. — HISTORIQUE

Cet historique se propose de retracer sommairement le régime antérieur à notre droit actuel. Le progrès que ce dernier réalise apparaîtra plus clairement à la lueur du passé.

L'étude du Droit Romain, pas plus que celle

de l'Ancien Droit antérieur à 1670, ne retiendra longtemps notre attention. Sachons seulement qu'à Rome — en vertu du principe de l'accusation populaire -- l'accusateur, simple citoyen, avait seul le droit de se transporter au domicile de l'accusé et d'y saisir, en sa présence, les pièces à conviction qu'il scellait, puis remettait au prêteur ¹.

Ce système était beaucoup plus favorable à l'accusé que celui pratiqué au Moyen-Age par les enquêteurs qui procédaient sans publicité.

Il faut arriver en 1670 pour trouver une réglementation générale des perquisitions et saisies. Ce fut l'objet de l'ordonnance de 1670 qui a donné au juge mission de « dresser procès-verbal de tout ce qui peut servir pour la décharge ou conviction ². » Les juges, chargés de l'instruction, pouvaient procéder aux visites domiciliaires, de même que les commissaires au Châtelet de Paris, mais ceux-ci seulement au cas de flagrant délit ³. Enfin, en toute hypothèse et en vertu de l'édit de novembre 1554, ce droit revenait aussi aux juges commissaires dans les Cours souveraines, aux lieutenants criminels dans les bailliages et sénéchaussées royales.

1. CICÉRON, *In Verrem*, II, 65 et 66.

2. *Ordonnance de 1670*, t. IV, art. 1^{er}.

3. *Édit de mai 1583*, art. 7.

En principe, les perquisitions ne pouvaient avoir lieu qu'au domicile de l'accusé et non d'un tiers : « C'est une maxime constante dans ce royaume, qu'il n'est pas permis d'entrer en la maison d'autrui pour y faire perquisition d'une chose dérobée ou pour y arrêter un accusé et le constituer prisonnier ¹. » Exceptionnellement, le juge avait seul le droit de décider une perquisition chez un tiers.

L'officier compétent devait être accompagné d'un greffier et procéder en présence de l'accusé, ou, à défaut, du ministère public. Lorsque l'intéressé assistait à la perquisition, le magistrat l'interrogeait sur les objets trouvés et consignait ses réponses dans un procès-verbal. Le juge apposait son sceau sur les objets saisis et priait l'accusé d'y mettre le sien ; les papiers étaient paraphés, tant par le magistrat que par le prévenu. L'ordonnance de 1670 (art. 27, titre XVII, L. 2) précisait : « Le juge doit bien prendre garde de ne pas avoir en sa possession les choses scellées, surtout lorsque son sceau y a été mis seul, parce qu'on pourrait lui imputer d'avoir été le maître de lever le scellé et d'avoir ajouté ou soustrait des effets en ce que bon lui aurait semblé. » De même, l'ouverture des

1. *Ordonnance de 1670*, art. 3, t. V, L. 2.

scellés et le dépouillement des papiers ne pouvaient avoir lieu qu'en présence de l'inculpé.

Cette réglementation des perquisitions et des saisies subsista entièrement jusqu'à la Révolution. Le décret des 19-22 juillet 1791 sur la police municipale et correctionnelle permit, mais seulement dans des cas exceptionnels, aux officiers de police, de pénétrer, sans autorisation, dans le domicile des citoyens pour des causes déterminées (art. 8, 9 et 10). En vertu de l'article 11 du même décret, au cas de perquisitions irrégulières, la victime pouvait obtenir des dommages-intérêts qui ne devaient, en aucun cas, être inférieurs à 100 francs et l'auteur encourir une peine pour voie de fait et violence. Ce n'était là qu'une réforme partielle.

Par contre, le Code des délits et des peines du 3 brumaire an IV entreprit une œuvre plus générale. Le droit de procéder aux perquisitions et saisies appartenait désormais au juge de paix, alors chargé de l'instruction. Il y recourait lorsque la preuve d'un délit était présumée résulter d'effets en la possession de l'inculpé. Il devait apposer les scellés sur les objets saisis; parapher et faire parapher les papiers par le prévenu ou son fondé de pouvoir et dresser procès-verbal (art. 125 et sq.).

Le C. I. Cr. s'inspira largement de ces précédents. On y peut rattacher le pouvoir exception-

nel accordé au procureur de la République et à ses auxiliaires par les articles 35 à 39 et 49, au cas de flagrant délit (sauf à élucider cette notion le moment venu), ainsi que les formalités relatives à l'exercice de ce droit. Dans les articles 87 à 90, le C. I. Cr. avait conféré au juge d'instruction un large pouvoir qu'il avait omis de soumettre à des conditions précises, tout comme les mêmes droits reconnus par l'article 10 au préfet de police à Paris et aux préfets des départements. Cette grave lacune du C. I. Cr. se trouvait encore aggravée par le fait d'une Jurisprudence, libérale à l'excès, qui refusait, notamment, de prononcer la nullité d'une perquisition opérée en violation des conditions de forme posées par les articles 35 et sq.

Et pourtant, les atteintes que perquisitions et saisies portent à nombre de principes essentiels auraient dû conduire le législateur à une réglementation étroite. Aussi, ne faut-il pas s'étonner que la réforme de ces mesures d'instruction ait parfois figuré dans des propositions de loi relatives « aux garanties de la liberté individuelle ». Citons, parmi ces réformes envisagées : le projet de loi de M. de Castelnau, sur les garanties de la liberté individuelle (*Revue pénitentiaire*, 1903, p. 1368 et sq.) ; de M. Grosjean, sur la saisie des correspondances (*Revue pénitentiaire*, 1904, p. 1206) ; le texte de la Commission du

Sénat -1882- avec le rapport de M. Dauphin (J. O. Doc. Parlem. Sénat, avril 1882, p. 115 à 129; juillet 1882, p. 389 à 410); la proposition de M. Girard « tendant à modifier l'intitulé du § 4 de la section II du chapitre VI, livre 1^{er} et les art. 87-90 du C. I. Cr. » (Revue pénitentiaire 1904, p. 1210, note; 1905, article de M. Henri-Prudhomme).

Retenons surtout le projet de loi sur les garanties de la liberté individuelle (J. O. Sénat 1908, doc. ann. n° 119), voté au Sénat le 2 mars 1908 et transmis le 12 mars 1909 à la Chambre des Députés qui s'en désintéressa. Ce projet de loi, après avoir posé en principe que les perquisitions sont des « actes d'instruction », en précisait les conditions d'exercice et prévoyait des sanctions en cas d'inobservation de ces dernières. Le 13 novembre 1918, M. Paul Meunier, député, reprenait les diverses réformes prévues par ce projet dans une proposition « sur les garanties de la liberté individuelle » (J. O. Ch. des Dép. 1918, doc. ann., n° 5.213). La proposition, votée le 16 juillet par la Chambre des Députés, subit de légères modifications au Sénat le 22 janvier 1922, après le rapport de M. Busson-Billault (J. O. Sénat 1921, doc. ann. n° 256). Revenue à la Chambre des Députés le 6 juin 1928 (J. O. Ch. des Dép. 1928, doc. ann. n° 33), après le rapport de M. Louis Rolland, le

16 avril 1930 (J. O. Ch. des Dép. 1930, doc. ann. n° 3.274), elle n'y a été votée que le 30 décembre 1932, en raison du renouvellement des députés le 21 juin 1932 (J. O. Ch. des Dép. 1932, Débats Parlem., page 3800).

C'est seulement le 7 février 1933 que la loi nouvelle fut promulguée. Désormais, l'art. 10 du C. I. Cr. était abrogé. L'art. 6 de la loi, en modifiant les articles 37 à 39, 87 à 90 du C. I. Cr., considérait les perquisitions et saisies comme des « actes d'instruction », en même temps qu'il en soumettait l'exercice à des règles précises dont la violation pouvait entraîner l'application de sanctions appropriées. Pour consacrer efficacement le caractère de « mesures d'instruction » des visites domiciliaires, la loi de 1933 interdisait aux juges de donner commission rogatoire aux officiers de Police Judiciaire, à l'effet d'y procéder.

Il ne faudrait pas interpréter l'extrême lenteur avec laquelle la loi de 1933 a vu le jour comme un signe de perfection. A peine son vote était-il intervenu qu'aussitôt juristes et praticiens en dénoncèrent le caractère plus philosophique que pratique. Ces critiques impressionnèrent le législateur qui se décida à revenir sur certaines réformes de 1933, dans la loi du 25 mars 1935. Celle-ci a notamment, rétabli, en le modifiant, l'ancien article 10 du C. I. Cr. ; elle a, en outre,

permis aux juges d'instruction de donner commission rogatoire à des officiers de police judiciaire ; elle a, enfin, autorisé la saisie de toute correspondance.

Malgré ces retouches apportées par la loi de 1935, il reste juste de reconnaître que le régime actuel des perquisitions date essentiellement de 1933.

PLAN

Après une première partie consacrée à l'objet des perquisitions et saisies, nous étudierons successivement, dans autant de parties différentes : les conditions de fond de ces mesures d'instruction, les formalités qui les régissent et les sanctions prévues en cas d'inobservation des prescriptions légales.

PREMIÈRE PARTIE

Objet des Perquisitions et Saisies

L'objet des perquisitions n'appelle que peu d'observations. Il est double : il permet, en effet, au juge d'instruction, d'une part, de pénétrer dans le domicile des particuliers et, d'autre part, d'y rechercher des pièces à conviction. Il suffira, ici, de préciser le sens du mot « domicile ».

L'objet des saisies retiendra davantage notre attention ; nous insisterons particulièrement sur la saisie des actes notariés, des documents d'avocats ou avoués et des correspondances.

TITRE PREMIER

Notion de domicile

En matière pénale, le domicile n'est pas, comme en matière civile, — article 102 du C. C. — : « le lieu du principal établissement ». Il désigne tout espace clos servant à l'habitation, d'une façon permanente ou même temporaire : ainsi, une chambre meublée constitue un domicile. Selon la formule de la Chambre Criminelle, dans un arrêt du 31 janvier 1914 : « Une chambre louée dans un hôtel par une personne doit, au point de vue de l'inviolabilité, être assimilée au domicile privé ¹. »

On y comprend aussi bien les dépendances d'une demeure : balcon, terrasse, cour fermée; qu'un enclos attenant à l'habitation ².

Le local doit être habité, ne serait-ce que pendant quelques mois ; il ne suffirait pas qu'il fût destiné à l'habitation ³.

Le domicile reste inviolable que le maître de maison soit absent ou présent ⁴.

1. Cass., 31 janvier 1914 : B., n° 74 ; G. P., 1914, 1, 331 ; D., 1918, 1, 76-77 ; S., 1916, 1, 59.

2. Cour de Pau, 5 mars 1857 (D., 1857, 2, 124) ; C. Toulouse, 5 août 1897 (S., 1897, 2, 233) ; C. de Dijon, 21 mars 1894 (G. P., 1894, 2, 67) ; C. d'Agen, 7 décembre 1905 (D., 1906, 2, 201 ; S., 1907, 2, 120).

3. C. Bourges, 4 juin 1885 : S., 1887, 2, 180 ; D., 1887, 2, 219.

4. Cass., 1^{er} mars 1890 : D., 1890, 1, 334 ; S., 1891, 1, 140.

TITRE SECOND

Objet des saisies

L'article 35 du C. I. Cr. relatif aux saisies opérées par le procureur de la République, s'applique également à celles qu'effectue le juge d'instruction. Il énumère, en premier lieu, « les armes et tout ce qui paraîtra avoir servi ou avoir été destiné à commettre le crime ou le délit » : pinces de cambrioleurs, sondes d'avorteurs, breuvages empoisonnés ou leur récipient, instruments effractaires, etc...

L'article 35 mentionne, en second lieu, « tout ce qui paraîtra avoir été le produit » de l'infraction. Citons : les coupures des faux-monnayeurs, les effets dérobés ou recélés, les actes falsifiés, etc...

Enfin, l'article 35 prévoit, dans une formule générale, la saisie de « tout ce qui pourra servir à la manifestation de la vérité ». Il s'agit d'objets susceptibles de fournir des précisions sur le délit ou sur le délinquant ; que ces objets se trouvent sur les lieux du crime ou en tout autre lieu. Le juge d'instruction saisira des effets ayant conservé des empreintes digitales, du linge taché ou ensanglanté, des papiers ou des lettres relatifs au fait délictueux. L'article 36 du C. I. Cr. vise spécialement

la saisie des papiers « en la possession du prévenu ». C'est l'application du principe que le procureur de la République et ses auxiliaires ne peuvent perquisitionner, de leur propre initiative, qu'au domicile du prévenu, au cas de flagrant délit. Seulement, le juge d'instruction a le droit de pénétrer dans le domicile des tiers et d'y saisir tout ce qui peut servir utilement à la manifestation de la vérité : articles 87, alinéa 13 et 89 C. I. Cr. L'intérêt de la justice exige que le juge puisse retenir toutes pièces ou tous papiers susceptibles de faciliter, préparer ou accélérer la découverte de la vérité ; nonobstant toute opposition ou toute objection de leur détenteur, ce dernier se prétendît-il propriétaire, alléguât-il un intérêt personnel à les conserver¹.

Que si le détenteur d'une pièce en est le dépositaire, le droit de saisie du juge d'instruction devient moins certain. Le C. I. Cr. n'a fourni aucune solution générale à cette hypothèse pourtant pratique. Il ne l'a envisagée qu'en matière de faux et l'a ainsi résolue :

« ART. 452. — Tout dépositaire public ou particulier de pièces arguées de faux est tenu, sous peine d'y être contraint par corps, de les remettre, sur l'ordonnance donnée par l'officier du Ministère public ou par le juge d'instruction.

1. FAUSTIN-HÉLIE, *Traité de l'Instruction Criminelle*, édition 1866, t. IV, n° 1816.

« Cette ordonnance et l'acte de dépôt lui serviront de décharge envers tous ceux qui auront intérêt à la pièce. »

« ART. 454. — Tous dépositaires publics pourront être contraints, même par corps, à fournir les pièces de comparaison qui seront en leur possession ; l'ordonnance par écrit et l'acte de dépôt leur serviront de décharge envers ceux qui pourraient avoir intérêt à ces pièces. »

En dehors de ce cas particulier, le fait que le détenteur d'un papier en est dépositaire doit-il mettre obstacle à l'action de la justice ? La question présente un intérêt considérable à l'égard des saisies relatives aux actes notariés, aux documents des avocats et avoués, aux correspondances.

CHAPITRE PREMIER

SAISIE DES ACTES NOTARIÉS

Le juge d'instruction peut opérer des perquisitions dans les études de notaires et y saisir tous actes ou tous papiers qu'il y trouve. Une vieille ordonnance d'août 1539 accordait déjà ce droit aux magistrats, puisque, dans son article 177, après avoir défendu, en principe, « à tous notaires et tabellions » de « monstrier ou communiquer leurs registres, livres et protocoles », elle ajoutait les exceptions : « fors aux contractants ou à d'autres auquel le droict des dits contracts appartiendrait notoirement, ou qu'il fust ordonné par justice. » Ce principe et ces exceptions ont été repris par la loi du 25 ventôse an XI, dont l'article 22 dispose : « les notaires ne pourront se dessaisir d'aucune minute, si ce n'est dans les cas prévus par la loi » et l'article 23 « ils ne pourront, sans l'ordonnance du président du tribunal de première instance, délivrer expéditions ni donner connaissance des actes à d'autres qu'aux parties intéressées... ».

Le secret qui entoure les actes notariés n'est donc pas absolu. C'est ainsi que les fonctionnaires de

l'Enregistrement tiennent des articles 52 et 54 de la loi du 22 frimaire an VII, le droit d'exiger du notaire la communication de leurs actes et répertoires pour en extraire tous renseignements utiles.

Est-ce à dire que le juge ait le droit, non seulement de prendre connaissance des actes notariés, mais aussi d'en exiger le déplacement, d'en faire l'objet d'une saisie ? En matière de faux, les articles 452 et 454 du C. I. Cr. ont, nous l'avons vu, réglementé la production en justice. Les articles 202 et 221 du C. de Pr. Civ. permettent également au tribunal d'ordonner l'apport de pièces pour vérification d'écriture. Hors de là, il faut se référer à l'article 87 du C. I. Cr. qui donne au juge d'instruction le pouvoir de perquisitionner, aux fins de saisie « dans tous les lieux où se trouvent des objets dont la découverte serait utile à la manifestation de la vérité ».

Le secret professionnel auquel la loi astreint les notaires ne s'y oppose nullement, car on ne peut reprocher à ces derniers aucune révélation. L'intérêt des familles, dont on serait aussi tenté de faire une objection, doit fléchir devant les exigences de l'information. D'ailleurs, le juge ne pourra pas dévoiler les secrets — étrangers à la prévention — qu'il aura surpris au cours de ses investigations ; toute indiscretion de sa part l'exposerait, le cas échéant, à des poursuites pénales et à des réparations pécuniaires.

Aussi, la Jurisprudence reconnaît-elle au juge d'instruction le droit de saisir ou de faire saisir une minute ou un répertoire dans l'étude d'un notaire. La Cour de Toulouse a, toutefois, admis qu'un notaire pouvait se refuser à laisser saisir la minute d'un acte autrement que par la voie du dépôt au greffe ¹. Plus récemment, un notaire a été l'objet d'une poursuite disciplinaire pour n'avoir pas transporté ses registres chez un expert, comme le lui enjoignait une ordonnance du juge d'instruction ².

Il n'y a pas lieu, avec certains auteurs ³, d'apporter une exception au droit du magistrat instructeur en ce qui concerne les papiers, lettres ou pièces qui ne sont remis aux notaires qu'à titre confidentiel et sous le sceau du secret. On devine l'objection pratique que comporte cette thèse : il suffirait de confier à un notaire des pièces compromettantes pour les soustraire aux recherches de la justice. Ce système apparaît d'autant plus dangereux que, pour Faustin-Hélie, « la déclaration des notaires que tels ou tels papiers sont un dépôt confidentiel » devrait arrêter l'action du juge.

Ni les actes reçus par le notaire, ni les papiers confidentiels qui lui sont remis, ne peuvent, en fin de compte, échapper à la justice ⁴.

1. Toulouse, 2 mai 1883 : S., 1883, 2, 209 ; G. P., 1883, 2, 75.

2. Cass. civ., 27 novembre 1928 : S., 1931, 1, 337, note M. HUGUENY.

3. FAUSTIN-HÉLIE, t. IV, n° 1, 817 ; LE POITTEVIN, *op. cit.*, art. 88, § 3.

4. GARRAUD, *op. cit.*, t. 3, n° 917.

CHAPITRE SECOND

SAISIE DES DOCUMENTS DES AVOCATS ET AVOUÉS

La validité des perquisitions opérées dans les cabinets d'avocats s'était déjà posée sous l'Ancien Droit. Notamment, par arrêt du 12 février 1672, le Parlement de Toulouse avait ordonné la restitution, à un procureur, de lettres saisies dans son étude, qui lui avaient été adressées par un client. Il faudrait se garder d'induire de cette solution particulière une règle générale, en vertu de laquelle le cabinet de l'avocat serait à l'abri de toute perquisition. Le principe qu'on admet habituellement est même opposé. La doctrine¹ décide que le cabinet de l'avocat et l'étude de l'avoué ne sauraient échapper aux recherches du juge d'instruction, lorsque l'avocat est lui-même l'objet d'une inculpation ou lorsque la perquisition porte sur des faits étrangers à sa profession. Faustin-Hélie note justement : « Le cabinet de l'avocat ou de l'avoué n'est, pas plus qu'un autre lieu, à l'abri des recherches de la justice, il ne peut y avoir de privilège en faveur

1. FAUSTIN-HÉLIE, *op. cit.*, t. IV, n° 1.818 ; GARRAUD, *op. cit.*, t. III, n° 918 ; LE POITTEVIN, *op. cit.*, art. 88, § 2.

d'une profession, quelque élevée qu'elle soit, quand il n'en existe pour aucune fonction ; l'intérêt de la justice domine tous les intérêts particuliers. » En pratique, du reste, le juge d'instruction se fait assister par le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats.

Toutefois, ce principe subit une exception nécessaire — déjà incluse dans l'arrêt de Toulouse précité — en ce qui concerne les pièces qu'une partie a, pour sa défense, déposées chez un avocat ou un avoué. C'est qu'ici la justice exige avant tout que soit assurée la liberté de la défense. Elle le sera si les confidences des prévenus à leurs défenseurs sont respectées ¹. Le Bâtonnier, qui assiste à la perquisition, jouera un rôle utile en indiquant au juge d'instruction les documents qui se réfèrent à la défense.

1. Cass., 12 mars 1886 (B., n° 106 ; G. P., 1886, 1, 598 ; D., 1886, 1, 345 ; S., 1887, 1, 89) ; C. Nancy, 5 mai 1892 (G. P., 1892, 1, 637).

CHAPITRE TROISIÈME

SAISIE DES LETTRES

De ce que les pièces intéressant la défense sont soustraites à l'action du juge d'instruction, la Jurisprudence en a déduit que les papiers et les lettres adressés par les avocats à leurs clients, ou que ceux-ci leur envoient, échappent à toute saisie. Il serait donc illégal que le magistrat retînt une copie de ces lettres et la déposât dans un dossier, ainsi que l'a décidé la Chambre Criminelle — après rapport du conseiller Dupré-Lasale — dans son arrêt du 12 mars 1886, précité : « Le principe de la libre défense domine la procédure criminelle ; il commande d'affranchir de toute entrave les communications des accusés avec leurs conseils ; il est interdit à ces derniers, sous les peines portées par l'article 378 C. P., de révéler les secrets qui leur ont été confiés, et ils sont même dispensés d'en déposer comme témoins devant les tribunaux ; il suit de là qu'il n'est point permis de saisir dans leurs domiciles les papiers et lettres missives qu'ils ont reçus de leurs clients, et que, par une conséquence nécessaire, il n'est pas permis de saisir, avant qu'elles leur soient parvenues, les lettres qui leur sont en-

voyées, puisqu'elles commencent la communication qui doit être respectée et portent la confiance qui doit être sacrée. » En l'espèce, la Cour de Cassation annula une condamnation prononcée par une Cour d'Assises à laquelle on avait donné connaissance d'une pièce ainsi saisie, qui avait pu exercer sur la décision des jurés une influence illégale.

Le principe de la libre défense veut qu'on respecte jusqu'aux lettres adressées clandestinement par un détenu à son avocat ; par arrêt du 9 septembre 1897, la Chambre Criminelle a statué en ces termes : « La clandestinité du mode d'envoi ne pouvait autoriser le juge d'instruction à pénétrer dans le secret de la correspondance, alors que rien n'indiquait que sous le couvert du nom de l'avocat, la lettre fût, en réalité, destinée à une autre personne¹. » Par le même arrêt, la Cour Suprême a décidé qu'il fallait respecter les lettres adressées aux défenseurs que les prévenus avaient choisis ou qu'ils entendaient choisir.

Le principe de l'inviolabilité couvre aussi bien les lettres adressées par un prévenu à son avocat qu'à celui de son coprévenu : « Attendu que le principe qui protège le secret des correspondances échangées entre les accusés et leurs défenseurs est d'ordre public et peut être invoqué par tout accusé dans une même affaire lorsque la violation de ce

1. Cass., 9 septembre 1897 : B., n° 309 ; G. P., 1897, 2, 414 ; D., 1897, 1, 146 ; S., 1898, 1, 480.

principe lui a causé directement préjudice », dit la Chambre Criminelle le 15 février 1906¹.

Le juge n'a pas, non plus, le droit de retenir ces lettres dans le cas où il rend une ordonnance portant interdiction de communiquer : article 8, § 1^{er}, loi du 8 décembre 1897.

Il est évident qu'en toute hypothèse, le juge d'instruction peut obtenir, du prévenu, l'autorisation de lire les lettres qu'il adresse à son avocat. Mais alors, « une telle autorisation qui implique de la part de l'accusé une renonciation partielle aux garanties tutélaires que la loi lui accorde dans l'intérêt de sa défense, ne saurait avoir de valeur légale que si elle est constatée dans des termes explicites et exempts de toute ambiguïté, par un procès-verbal régulièrement dressé par le juge d'instruction sous la triple garantie des signatures du juge, du greffier et de l'accusé lui-même », d'après un arrêt du 31 décembre 1897 de la Cour de Cassation².

D'ailleurs, l'inviolabilité de la correspondance a été consacrée pour les détenus par l'article 68 du décret du 10 janvier 1923 et l'article 64 du décret du 29 juin 1923, sur le régime des prisons.

Faut-il étendre à toutes les lettres missives, la solution admise à l'égard de la correspondance

1. Cass., 15 février 1906 (B., n° 76 ; D., 1906, 1, 160) ; C. Poitiers, Ch. d'Accusation, 2 mai 1906 : D., 1906, 2, 360 ; S., 1907, 2, 31.

2. Cass., 31 décembre 1897 : B., n° 411 ; S., 1898, 1, 247.

des prévenus avec leurs conseils ? L'ancien droit, soucieux de respecter leur caractère confidentiel, défendait qu'on y recherchât la preuve d'une infraction. Jousse s'exprimait ainsi : « elles ne sauraient fournir de preuves contre celui qui les a écrites, surtout quand il paraît qu'il ne les a écrites à son ami que pour lui ouvrir son cœur et dans la confiance qu'il ne les ferait voir à personne. On a toujours jugé, dans ce cas, que les lettres seraient rendues, quelques preuves qu'elles puissent apporter dans l'affaire soumise à la décision du juge, ce qui est fondé sur ce motif que le dépôt du secret ayant été violé, on ne devrait y voir aucun égard¹ ». A la suite de la Jurisprudence des Parlements de Toulouse et de Paris, le Conseil du Roi reconnut l'inviolabilité de la correspondance².

C'est cette pratique de l'Ancien Droit que, sur l'intervention de Mirabeau, l'Assemblée Constituante a recueillie dans son décret des 10-14 août 1790. Pour sanctionner ce principe, l'article 187 du C. P. de 1810 réprima la violation du secret des lettres confiées à la poste, mais seulement lorsqu'elle émanait d'un fonctionnaire ou d'un agent du gouvernement ou de l'Administration des postes. Une loi du 15 juin 1922 a ajouté un 2^e alinéa à l'article 187 qui punit aussi, désormais, le simple particulier

1. JOUSSE, *Traité de la justice criminelle*, t. I, p. 744.

2. Arrêt du 18 août 1775 : ISAMBERT, *Recueil des anciennes lois*, t. XXIII, p. 229.

coupable d'avoir, de mauvaise foi, ouvert ou supprimé des correspondances adressées à autrui.

Un arrêt de la Cour de Cassation, en date du 6 décembre 1816, fit croire, un instant, que notre Jurisprudence allait, à l'instar de l'Ancien Droit, soustraire les lettres à l'action de la justice. Mais une solution plus favorable à la manifestation de la vérité l'emporta rapidement. La généralité des articles 35, 36, 37, 87, 88 et 89 du C. I. Cr. qui autorisaient la saisie de tous papiers, semblait comprendre celle de la correspondance trouvée sur l'inculpé, à son domicile ou à celui d'un tiers ¹.

Pouvait-on en déduire, au profit du juge d'instruction, le droit de se faire remettre les lettres confiées à l'Administration des postes ?

Malgré la résistance de quelques auteurs ², la Jurisprudence autorisa le juge d'instruction — ou le procureur de la République en cas de flagrant délit — à saisir les lettres adressées à l'inculpé, avant qu'elles ne lui parvinssent. Cette solution s'imposait puisque, disait-on, le magistrat aurait eu ce droit, dès qu'elles seraient parvenues à destination ³. Faustin-Hélie ⁴ étendait ce droit aux lettres expédiées

1. Cass., 13 oct. 1832 (B., n° 414 ; S., 1832, 1, 730), 28 mars 1833 (B., n° 116) ; C. Paris, 30 janv. 1836 (S., 1837, 2, 267) ; Cass., 9 juin 1883 (B., n° 140 ; D., 84, 1, 89).

2. MANGIN, *op. cit.*, t. I, n° 95 ; ORTOLAN, *Éléments de droit pénal*, n° 2, 240 ; TRÉBUTIEN, *Cours élémentaire de Droit Criminel*, t. II, n° 471.

3. C. Toulouse, 6 juil. 1880 (S., 1881, 2, 115) ; Cass., 9 févr. 1881 (S., 81, 1, 193).

4. FAUSTIN-HÉLIE, *op. cit.*, t. IV, n° 1820.

par le prévenu lui-même. Dans une note parue au S. 1885, 1, 137, sous un arrêt de la Cour de Cassation en date du 9 juin 1883, Villey critiqua ainsi cette solution : « Cette opinion nous paraît se heurter à une objection insurmontable. Comment savoir, avant de saisir les lettres et sans en briser le sceau, si elles émanent du prévenu ? On ne saurait se baser que sur des présomptions incertaines. Juridiquement, ces lettres, non seulement ne sont plus en la possession du prévenu, mais sont la propriété du destinataire. » Mais doit-on respecter le droit de propriété alors qu'il se trouve en conflit avec les droits de la société ? Dans leur arrêt du 21 novembre 1853, relatif aux pouvoirs du préfet, les Chambres Réunies de la Cour de Cassation ont décidé, avec raison : « Que les correspondances par lesquelles s'ourdissent ou se commettent les atteintes portées à la paix publique, à la propriété et à la sûreté des citoyens, sont une violation du droit et sortent de la classe de celles qui sont et doivent être protégées par la loi. » La restriction proposée par Villey ne cadrerait pas avec le texte des articles 87 et 88 du C. I. Cr. aux termes desquels, le juge d'instruction peut saisir « tous objets utiles à la manifestation de la vérité¹ ».

Les auteurs s'accordaient, par contre, à respecter toute correspondance autre que celle adressée au

1. GARRAUD, *op. cit.*, t. II, n° 454.

prévenu ou par lui ¹. La Jurisprudence s'est montrée moins scrupuleuse du droit des citoyens et a reconnu la validité de la saisie de toutes lettres confiées à l'Administration des postes, tant au juge d'instruction, qu'au procureur de la République et aux officiers de Police Judiciaire auxiliaires en cas de flagrant délit, aux préfets ; sans aucune distinction d'expéditeur ou de destinataire : « Attendu que la loi n'a fait aucune exception à l'égard des lettres déposées à la poste et présumées constituer, soit l'instrument ou la preuve, soit le corps même du délit ² ». On jugea, pourtant, qu'un préfet de police n'avait pas le droit, dans une affaire déterminée, d'adresser un réquisitoire au directeur général de l'Administration des postes, lui enjoignant de prescrire la saisie dans tous bureaux de poste et l'envoi à Paris de toute lettre paraissant présenter un caractère délictueux. Autoriser le préfet à ordonner une mesure aussi générale, aurait contredit toutes les règles de la compétence territoriale ; or, ce fonctionnaire n'a pas plus de droits que le juge d'instruction et ne peut étendre son action au delà de son ressort judiciaire. La question s'est posée à propos d'imprimés envoyés par le comte de Chambord ³.

1. FAUSTIN-HÉLIE, t. IV, n° 1820 ; VILLEY, note précitée.

2. Cass., 23 juil. 1853 (B., n° 369 ; D., 53, 1, 222) ; Ch. Réunies, 21 nov. 1853 (B., n° 551 ; D., 53, 1, 279 ; S., 53, 1, 774) ; 16 août 1862 (B., n° 212 ; S., 63, 1, 221 ; D., 65, 5, 230) ; 12 mai 1887 (B., n° 180).

3. Voir la note au D., 1867, 1, 505, sous l'arrêt de la Ch. Crim. du 19 janv. 1866.

L'Administration des postes a donné des instructions à ses agents, pour les laisser effectuer une saisie de correspondances ; entre autres, une instruction du 10 juin 1899 décide : « Les préposés sont tenus de déférer à toute réquisition ayant pour objet, soit la saisie des correspondances, soit la communication de pièces, registres ou documents administratifs, soit des demandes de renseignements, touchant à des faits de service et émanant du juge d'instruction, d'un procureur de la République, ou des magistrats ou officiers revêtus des attributions de juge d'instruction près les Cours d'Appel, les Conseils de Guerre et les Tribunaux Maritimes ¹. » En vertu d'une circulaire ministérielle du 25 février 1856, les télégrammes sont soumis aux mêmes règles que les lettres.

Les circulaires de l'Administration envisageaient seulement la saisie des correspondances. Mais il ne faisait pas de doute que le juge d'instruction pût aussi perquisitionner dans les locaux des postes, en vertu des articles 87 et 88 du C. I. Cr. ².

Les auteurs avaient combattu cette Jurisprudence trop répressive. Leurs critiques n'ont pas échappé au législateur moderne, si préoccupé de donner à la liberté individuelle les plus solides garanties. On insistait, particulièrement, sur les indiscretions toujours possibles ; on citait des hypothèses

1. Citée par LE POITTEVIN, *op. cit.*, art. 88, section II, n° 8.

2. M. MIMIN, *Le constat criminel* (p. 171 et 172).

où les magistrats avaient omis de restituer des correspondances, pourtant inutiles à la marche de l'instruction ; on regrettait l'ignorance, dans laquelle se trouvaient les intéressés, du contenu de leurs lettres.

Aussi, la loi du 7 février 1933 vint-elle modifier l'article 89 du C. I. Cr. et restreindre le droit du juge d'instruction aux lettres adressées au prévenu ou par lui. Immédiatement, des individus écrivirent par personne interposée. La loi du 25 mars 1935, supprimant cette restriction, consacre tacitement le système admis par la Jurisprudence, sous le régime du C. I. Cr. Cette dernière solution n'en réalise pas moins un réel progrès sur l'état de droit antérieur à 1933, car elle soumet la saisie des correspondances à des règles précises que nous retrouverons dans la troisième partie de cette étude.

SECONDE PARTIE

Conditions de fond des Perquisitions et Saisies

Les conditions de fond ont trait à la compétence, aux heures et aux lieux des perquisitions. C'est pourquoi, nous allons étudier successivement quels sont les titulaires du droit de perquisition, à quelles heures et en quels lieux ils peuvent l'exercer.

TITRE PREMIER

Titulaires du droit de perquisition

La loi du 7 février 1933 a posé, en principe, que les perquisitions sont des « actes d'instruction », article 87 C. I. Cr. Malgré le silence de la loi, les saisies qui en sont le corollaire nécessaire participent incontestablement de cette nature. Dès avant cette loi, la doctrine les avait, d'ailleurs, toujours considérées comme telles.

Il s'ensuit que le juge d'instruction possède naturellement ce droit. Exceptionnellement, s'il y a flagrant délit, ce magistrat le partage avec le procureur de la République et ses auxiliaires. De même, le préfet de police à Paris et les préfets en province peuvent, aussi, dans certains cas, procéder à des perquisitions et à des saisies.

Il faut évidemment réserver la compétence territoriale de ces divers magistrats. Par exemple, le juge d'instruction ne pourra pas agir lui-même en dehors de son arrondissement judiciaire, sauf l'application de l'article 464 C. I. Cr. Nous envisagerons seulement en détail la compétence *ratione materiae*.

CHAPITRE PREMIER

DROIT DU JUGE D'INSTRUCTION

Les pouvoirs du juge d'instruction varient suivant qu'il y a information ouverte ou flagrant délit.

SECTION I

Le Juge d'Instruction est saisi

En vertu de l'article 87 du C. I. Cr., le juge d'instruction ne peut recourir aux perquisitions qu'autant qu'il est saisi, soit par le réquisitoire introductif du procureur de la République, soit par une plainte avec constitution initiale de partie civile. Sous cette condition, il informe en toute indépendance.

§ 1^{er}. — *Indépendance du juge d'instruction*

Dans l'exercice de ses fonctions, le juge d'instruction conserve la plus complète liberté. Il a seul le droit de décider s'il convient, ou non, de procéder à des perquisitions et à des saisies ; sans s'inquiéter de l'avis donné par l'inculpé, la partie civile ou le procureur de la République :

1^o *Prévenu*. — Il ne peut obliger le magistrat — véritable directeur de l'information — à effectuer une perquisition à son domicile ou à celui d'un tiers. Cette solution découle du caractère unilatéral et non contradictoire de l'instruction. La Cour de Cassation a d'ailleurs décidé, malgré les termes de l'article 71 du C. I. Cr. : « Le juge d'instruction fera citer devant lui les personnes qui auront été indiquées par la dénonciation... », qu'il peut s'y refuser lorsqu'il estime inutile leur audition ¹.

A l'inverse, la personne au domicile de laquelle le juge d'instruction veut perquisitionner, ne peut s'y opposer, pour aucune raison, fût-ce même pour illégalité. Par arrêt du 27 août 1867 ², la Cour de Cassation a estimé que « les particuliers n'ont pas le droit de se constituer juges des fonctionnaires publics à l'effet de s'autoriser à résister à l'exécution des actes de l'autorité publique, que l'irrégularité de l'opération pourrait seulement motiver une prise à partie ou poursuite contre ses auteurs ». Le prévenu qui résisterait à l'action du magistrat instructeur, ou de ses auxiliaires (serruriers, par exemple), commettrait le délit de rébellion ³. Le délit n'existera que si le magistrat apparaît « revêtu de son costume ou des marques indicatives de ses fonc-

1. Cass., 14 déc. 1905 : B., n° 551 ; FAUSTIN-HÉLIE, *op. cit.*, t. IV, n°s 1833 et 1834 ; VIDAL et MAGNOL, *Cours de Droit Criminel* (1935), p. 842.

2. Cass., 27 août 1867 : S., 68, 1, 142.

3. Cass., 16 janv. 1869 : D., 69, 1, 381 ; S., 69, 1, 433.

tions ». Cette condition est, en effet, nécessaire « pour procéder régulièrement et légalement » lorsqu'il veut « contraindre la volonté d'un citoyen » ou « s'introduire dans un domicile », d'après un arrêt de la Cour de Cassation du 20 septembre 1883 ¹. Les juges d'instruction (et les magistrats du Parquet) peuvent se contenter d'une écharpe de soie rouge cramoisi à glands d'argent (décret du 18 juin 1852). Ils la placent sous leur veston et l'exhibent au maître de maison, s'il leur en fait la demande ².

Toutefois, ne se rend coupable d'aucun délit, le citoyen qui détruit ou tente de détruire des lettres saisies, à son domicile, par le juge d'instruction ou son délégué. La Chambre Criminelle l'a décidé, en rejetant, dans cette hypothèse, l'application de l'article 400, alinéas 3 et 4 du C. P., relatif au détournement d'objets saisis ³.

2^o *Partie civile*. — De son côté, la partie civile ne peut empêcher le juge d'instruction d'effectuer une perquisition. La Jurisprudence refuse même de la faire bénéficier de l'article 135 du C. I. Cr. qui lui permet de porter appel de toute décision préjudiciable à ses intérêts civils. Par arrêt du 5 août 1932 ⁴, la Cour de Cassation a déclaré : « La partie civile sans qualité pour requérir ou critiquer

1. Cass., 20 sept. 1883 : B., n° 392.

2. M. MIMIN, *op. cit.*, p. 199 et 200.

3. Cass., 11 nov. 1904 : D., 1905, 1, 147, note A. L. ; S., 1905, 1, 369, note M. DALMBERT.

4. Cass., 5 août 1932 : D. H., 1932, p. 478 ; D., 1933, 1, 132.

une mesure d'information, légalement ordonnée par le juge dans le but unique d'arriver à la manifestation de la vérité et prise dans les limites de ses attributions. »

Dans l'hypothèse opposée, celle où le juge d'instruction rend une ordonnance déclarant « n'y avoir lieu à perquisition », la Jurisprudence ne reconnaît donc pas, non plus, à la partie civile le droit de la déférer à la Chambre des Mises en Accusation ¹.

Cette solution se fonde sur les travaux préparatoires de la loi du 17 juillet 1856 qui restreignent la portée de l'article 135. Elle se déduit aussi de cet article qui n'ouvre le droit d'appel de la partie civile que contre « toute ordonnance faisant grief à ses intérêts civils ». Or, perquisition et saisie étant destinées exclusivement à la découverte d'une infraction, l'ordonnance qui les prescrit ou les rejette ne paraît pas exercer une influence directe et certaine sur les intérêts civils.

Il en résulte que la partie civile jouit de droits moins étendus que le Ministère Public.

3^o *Ministère public*. — L'article 87 primitif du C. I. Cr. disposait : « Le juge d'instruction se transportera, s'il en est requis, et pourra même se transporter d'office dans le domicile du prévenu... »

Désireux de s'en tenir à la lettre de ce texte, des anciens auteurs ² distinguaient suivant que le

1. Adde, C. Paris, 26 nov. 1901 : D., 1902, 2, 269.

2. CARNOT, *Code d'Instruction Criminelle*, 2^e édition, t. I, p. 375.

procureur de la République avait requis le juge d'instruction de procéder à une perquisition ou que ce dernier voulait y recourir d'office. Dans le premier cas, le juge devait s'exécuter ; tandis qu'il jouissait de la plus entière liberté dans la seconde hypothèse. Cette interprétation ne prévalut point. Elle avait le tort d'être plus littérale que logique. Elle cadrerait mal avec l'exposé des motifs du C. I. Cr., au cours duquel Treilhard déclara, sans distinguer : « Il devra se transporter quand il en sera requis, et même d'office quand il le jugera utile. » Une telle solution méconnaissait la séparation fondamentale, admise par notre C. I. Cr., entre le droit de poursuivre et le pouvoir d'informer¹. Or, cette séparation des fonctions tend essentiellement à réaliser une garantie primordiale pour la liberté des citoyens. Que deviendrait-elle si, dans un acte d'instruction — comme une perquisition — le magistrat informateur devait se soumettre à la volonté du Ministère public ? Sa fonction de juge ne lui donne-t-elle pas sur celui-ci, l'avantage de l'indépendance, de par son inamovibilité ; et de l'impartialité, puisqu'il n'est pas partie au procès ?

Aussi, devant de telles considérations, la formule de l'article 87 ne faisait-elle plus illusion, depuis longtemps², quand la loi du 7 février 1933, en

1. LE POITTEVIN, *op. cit.*, art. 32, section I, § I ; M. BLOUET : La saisine du juge d'instruction, *thèse Caen*, 1937, p. 1 et sq.

2. M. MIMIN, *op. cit.*, p. 152.

modifiant ce texte, a laissé au juge toute latitude, même en présence de réquisitions précises du procureur.

Il n'en reste pas moins qu'en vertu de l'article 135 du C. I. Cr., le Ministère public peut déférer à la Chambre des Mises en accusation l'ordonnance par laquelle le juge rejette la mesure d'instruction qu'il sollicite. Cette ordonnance existera toujours, car la Cour de Cassation exige qu'il en soit rendu une, motivée, dans tous les cas où un juge d'instruction ne suit pas les réquisitions du procureur ¹.

Saisie de cet appel, la Chambre des Mises en accusation peut confirmer l'ordonnance ou la réformer. Dans cette dernière hypothèse, l'article 235 du C. I. Cr., relatif au droit d'évocation, lui permet, alors, de procéder par elle-même ou de faire procéder par l'un de ses membres à toutes mesures d'instruction ². Elle ne pourrait pas y obliger le juge d'instruction ³. Semblable injonction serait — comme l'a souligné la Cour de Cassation dans une espèce où ce magistrat avait refusé de prononcer une amende contre un témoin défaillant — : « Une atteinte portée à l'indépendance du juge d'instruction, qui, ayant statué dans les limites de ses attributions... ne pouvait être contraint à changer sa décision... et à faire ainsi un acte contraire à sa conviction ⁴. »

1. Cass., 29 avr. 1826 : D., 26, 1, 356 ; M. MIMIN, *op. cit.*, p. 153.

2. Cass., 10 avr. 1823 : B., n° 53 ; 19 mai 1839 : B., n° 161.

3. DUVERGER, *Manuel des juges d'instruction*, t. II, p. 419 ; M. DESWARTE, *op. cit.*, p. 32 et 33.

4. Cass., 30 déc. 1842 : D., 43, 1, 234.

Cette atteinte aux pouvoirs du juge d'instruction, conséquence nécessaire de la hiérarchie judiciaire, mise à part — ce magistrat n'est jamais l'agent d'exécution ou le subordonné du Ministère public.

C'est pourquoi le procureur de la République ne peut pas, non plus, s'opposer à la perquisition que le juge d'instruction se propose d'effectuer. A vrai dire, l'hypothèse paraît assez dénuée d'intérêt pratique : on ne connaît qu'une seule espèce où elle se soit présentée. Requis par ordonnance du juge d'instruction de Saint-Pons de l'accompagner dans un transport, le procureur du roi avait refusé. Passant outre, le juge d'instruction rendit une nouvelle ordonnance et se transporta seul avec son greffier. Le procureur fit appel. La Cour de Montpellier, par un arrêt dont la solution est recommandable, mais dont les motifs appellent des réserves ¹, décida que le juge d'instruction était à l'abri de toute critique ².

§ 2^e. — *Conditions d'exercice des perquisitions par le juge d'instruction*

Dans ce domaine, le juge d'instruction jouit donc d'une très large liberté, faut-il dire d'un pouvoir discrétionnaire ? Non pas. La loi de 1933 a pris soin d'emprunter aux auteurs qui l'ont précédée ³

1. M. DESWARTE, *op. cit.*, p. 34.

2. Montpellier, 25 juin 1846 : J. P., 1846, 2, 129.

3. GARRAUD, *op. cit.*, t. III, n° 901.

certaines limites à l'action du magistrat qui constituent autant de garanties particulières pour la liberté des citoyens. On en distingue habituellement trois : une information doit être ouverte ; la perquisition ne peut avoir lieu que chez l'inculpé, son complice ou chez un tiers supposé détenir des pièces à conviction et, enfin, il y a présomption de délit. Reprenons ces trois conditions.

1^o *Information ouverte.* — L'article 87, alinéa 1^{er} déclare qu'on ne peut recourir aux visites domiciliaires et aux perquisitions que « l'instruction étant ouverte ». Il s'agit donc nécessairement d'un crime ou d'un délit.

Le juge d'instruction est sans qualité pour y procéder aussi bien en l'absence de réquisitoire introductif ou de constitution de partie civile, que lorsqu'il a rendu une ordonnance terminant son information : de renvoi, de non-lieu, d'incompétence, de transmission au procureur général, de dessaisissement. Toutefois, une ordonnance de soit-communiqué « Attendu que la procédure paraît complète » ou en cours d'information, ne lui interdit pas de pratiquer une saisie.

2^o *Le maître de maison doit être inculqué, complice ou, du moins, détenteur présumé d'objets relatifs au délit.* — L'article 87 pose, en principe, que la perquisition ne peut avoir lieu que chez « l'individu prévenu d'être auteur ou complice du fait criminel

ou, du moins, présumé détenir chez lui les objets relatifs au fait incriminé ».

Le juge d'instruction fera œuvre de prudence en mentionnant sur son ordonnance de transport les raisons qui font présumer que des pièces à conviction se trouvent au domicile d'un tiers, chez lequel il se propose de perquisitionner.

3^o *Présomption de délit.* — Est-ce à dire qu'il faille ajouter une troisième condition : présumer l'existence d'un délit, comme le demandait la Commission sénatoriale dont le texte fut rapporté par M. Monis, à la séance du Sénat, le 7 février 1909 ? Certains auteurs ¹ l'admettent. Il ne faut pas oublier que dans l'hypothèse la plus courante, celle où le juge d'instruction est saisi par le procureur, le réquisitoire de ce dernier indique qu'il y a présomption contre l'inculpé ; si bien que l'exigence envisagée demeure plus théorique que pratique.

§ 3^e. — *Ordonnance de transport*

Les conditions posées par l'article 87 du C. I. Cr. se trouveront mentionnées dans l'ordonnance de transport que le juge d'instruction pourra rendre. C'est, en effet, pour lui une simple faculté, en l'absence de toute disposition formelle de la loi. En rendant cette ordonnance, il se conformera à la

1. M. DESWARTE, *op. cit.*, p. 16.

tradition de notre Ancien Droit¹ et à celle du droit intermédiaire².

La Jurisprudence en souligne le caractère facultatif dans notre droit actuel³ tandis que certains auteurs en contestent l'utilité⁴. Elle permettra, à tout le moins, d'établir que les conditions d'exercice du droit de perquisition sont observées et fera connaître, notamment, les circonstances d'où on présume que le maître de maison détient des pièces à conviction. Dans le silence de la loi, cette ordonnance n'est évidemment soumise à aucune forme spéciale⁵.

On admet également que l'article 10, alinéa 2 de la loi du 8 décembre 1897, dont la circulaire du 10 décembre suivant a limité la portée, n'oblige pas le juge d'instruction à la communiquer au conseil du prévenu. On refuse, en effet, de la ranger parmi les ordonnances juridictionnelles dont la notion, fort vague, empruntée à la circulaire de 1897 peut sembler illégale⁶.

1. FAUSTIN-HÉLIE, t. IV, *op. cit.*, n° 1787.

2. Lois des 16-29 sept. 1791 ; *Code du 3 brumaire an IV*, n° 108.

3. C. Pau, 25 juin 1910 : D., 1912, 2, 89.

4. M. DESWARTE, *op. cit.*, p. 56 et 57.

5. GARRAUD, *op. cit.*, t. III, n° 904.

6. Note M. APPLETON, sous Caen : 28 déc. 1897 (D., 1897, 2, 33).

SECTION II

Hypothèse du flagrant délit

Les principes dégagés dans la section précédente vont-ils conserver leur valeur ?

« Dans tous les cas réputés flagrant délit », l'article 59 du C. I. Cr. donne au juge d'instruction le droit de « faire directement et par lui-même, tous les actes attribués au procureur du roi, en se conformant aux règles établies au chapitre Des Procureurs du Roi et de leurs Substituts... ».

Quand le juge d'instruction peut-il, ainsi, à l'instar du procureur, effectuer des perquisitions et des saisies ? Il ne saurait être question d'interpréter à la lettre, l'article 59, pour en déduire, au profit du juge, un pouvoir s'étendant aux infractions punies de peines criminelles ou correctionnelles. Ce magistrat ne possède pas une compétence plus étendue que le procureur, puisque l'article 59 exige qu'il se soumette aux « règles établies au chapitre Des Procureurs du Roi ». Il nous suffit de renvoyer au chapitre II du présent titre.

Est-ce à dire que, dans cette hypothèse, le juge d'instruction jouisse d'une entière liberté ? L'article 59 spécifie qu'« *il peut* faire... tous les actes », alors que l'article 32 du même Code en fait une obligation au procureur. Cette légère différence de rédaction des deux textes n'emporte aucune consé-

quence pratique et ne vaut d'être signalée que parce que des auteurs anciens en ont discuté¹.

Dans le cas où une information est ouverte, le juge d'instruction jouissait des droits les plus étendus. Au cas de flagrant délit, l'article 36 C. I. Cr. prend soin de préciser que le procureur ne peut perquisitionner qu'au domicile de l'inculpé. L'article 59 accordant au juge les mêmes droits qu'au procureur ne saurait l'autoriser à pratiquer des visites domiciliaires chez d'autres que l'inculpé. Malgré son peu de succès en doctrine, cette interprétation est la seule satisfaisante. En pratique, on reconnaît du reste au juge d'instruction, comme d'ailleurs au procureur de la République, le droit de procéder à des perquisitions chez les complices de l'inculpé, détenteurs de pièces à conviction².

1. DUVERGER, *op. cit.*, t. I, n° 117 ; CARNOT, *op. cit.*, t. I, p. 289 ; MANGIN, *op. cit.*, t. I, n° 213.

2. M. DESWARTE, *op. cit.*, p. 27.

CHAPITRE SECOND

DROIT DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE ET DES OFFICIERS DE POLICE JUDICIAIRE, AUXILIAIRES DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE

Plusieurs questions se posent :

1^o Dans quels cas ont-ils le droit de perquisitionner et de saisir ?

2^o Quelles sont les conditions d'exercice de ce droit ?

3^o Quels pouvoirs leur appartiennent exactement ?

Nous terminerons par une brève comparaison avec le droit du juge d'instruction qui nous amènera à étudier l'enquête officieuse et les délégations.

SECTION I

Dans quels cas le Procureur
et les Officiers auxiliaires
de police judiciaire sont-ils compétents ?

Aux termes des articles 35 et 36 — relatifs au procureur de la République — et des articles 49 et 50 — concernant les officiers de Police Judiciaire

auxiliaires du procureur — du C. I. Cr., le droit de perquisition et de saisie leur appartient en cas de « flagrant délit ». Rappelons que, dans la même hypothèse, le même droit est reconnu au juge d'instruction, sans qu'il ait besoin d'être saisi (article 59).

La notion de « flagrant délit » soulève de graves difficultés. En effet, si l'article 32 du C. I. Cr. permet au procureur de se transporter sur les lieux, pour procéder à des actes d'information, en cas de « flagrant délit » et seulement lorsque le fait est « de nature à entraîner une peine afflictive ou infamante » ; les articles 35 et 36 lui permettent de perquisitionner, qu'il s'agisse d'un « crime ou d'un délit » flagrant.

L'expression « flagrant délit » est ambiguë en raison des deux acceptions possibles du mot « délit » : au sens large, infraction (crime, délit et contravention) et au sens strict, infraction punissable de peines correctionnelles.

Dans un jugement solidement motivé du 5 décembre 1907¹, confirmé par arrêt de la Cour de Nîmes en date du 24 janvier 1908², le tribunal de Carpentras a résolu la question de la façon suivante. Il pose en principe que l'article 36 n'est pas autre chose « que le corollaire ou la conséquence de l'article 32 ». Et pour rendre compte de l'apparente divergence des textes, il déclare qu'il convient

1. Trib. Carpentras, 5 déc. 1907 : D., 1909, 2, 283.

2. C. Nîmes, 24 janv. 1908 : G. P., 1908, 1, 348 ; S., 1910, 2, 185.

d'interpréter le mot délit, non pas dans le sens « technique » du C. P., « mais dans le sens large que le Code d'Instruction Criminelle, promulgué antérieurement, le 27 novembre 1808, lui attribue parfois pour désigner tantôt les infractions en général, tantôt à la fois des crimes et des délits (articles 22 et 160), tantôt des faits purement correctionnels, tantôt seulement des crimes (articles 32, 307 et 308) ». Et le tribunal de conclure qu'on ne peut, ici, prendre le mot délit dans le sens technique du C. P., non encore connu en 1808 ; car, alors, les prescriptions des articles 32 et 36 du C. I. Cr. resteraient « contradictoires et inexplicables ». Comme on avait voulu tirer argument de la loi du 20 mai 1863, relative aux flagrants délits correctionnels, vis-à-vis desquels elle a eu pour effet d'élargir la compétence du procureur et de ses auxiliaires ; le tribunal de Carpentras a relevé que « sous le rapport des visites domiciliaires » cette loi « n'a rien innové et qu'à cet égard elle laisse subsister dans toute leur force les prescriptions du C. I. Cr. ».

Enfin, envisageant le cas d'infraction de nature douteuse, le tribunal autorise le procureur et ses auxiliaires à procéder aux perquisitions et saisies.

Que penser de cette interprétation ?

1^o *Sens du mot délit.* — L'affirmation du tribunal d'après laquelle les rédacteurs du C. I. Cr. auraient donné une signification variable au mot délit parce

que le sens technique n'en aurait été fixé que plus tard dans le C. P., est purement gratuite. Comme l'a fait remarquer la Cour de Douai, par arrêt du 7 juillet 1909 ¹, cette explication oublie que l'article 1^{er} du C. P. était connu avant la promulgation du C. I. Cr. et que les deux commissions qui ont élaboré ces deux codes travaillaient sous la direction du même président.

2^o *La loi de 1863 n'est-elle pas un argument en faveur de l'extension des droits du procureur de la République et de ses auxiliaires ?* — Il est constant que ceux-ci ont vu s'accroître leurs attributions puisqu'ils obtenaient, désormais, le droit d'arrêter et retenir les inculpés sous mandat de dépôt.

Certains auteurs en ont conclu qu'ils pouvaient procéder à une perquisition ou à une saisie en présence de simples délits correctionnels. « Il semble, dit Garraud ², que l'extension aux délits de police correctionnelle, des pouvoirs généraux donnés au procureur de la République ou à ses auxiliaires en matière de crimes seulement, soit la conséquence implicite de l'évolution législative. » Et Marcy ³ remarque qu'« en fait, le parquet procède à des visites domiciliaires, même dans le cas de délits flagrants et la validité de ses opérations n'a jamais été contestée ».

1. C. Douai, 7 juil. 1909 : G. P., 1909, 2, 464 ; S., 1910, 2, 185.

2. GARRAUD, *op. cit.*, t. III, p. 247.

3. MARCY, *Manuel dictionnaire des juges d'instruction*, n° 1395.

Mais la majorité de la doctrine se prononce dans le sens admis par le tribunal de Carpentras. C'est que la loi de 1863 n'a pas voulu réduire à néant les prescriptions du C. I. Cr. qui subsistent en ce qui touche les mesures d'instruction — les perquisitions, par exemple — autres que l'arrestation et la détention des inculpés ¹. Tout au plus, l'article 153 du décret du 20 mars 1903, sur la gendarmerie, autorise-t-il, en outre, la fouille de ces derniers ².

3^o *En présence d'une infraction douteuse*, le procureur et ses auxiliaires peuvent-ils perquisitionner et saisir, comme l'admet le tribunal de Carpentras ? Garraud déclare qu'en présence d'un fait délictueux dont, au premier aspect, on ne saisit pas le véritable caractère, il suffit de l'apparence d'un crime ; qu'il en est souvent ainsi, en fait, en matière de vols, coups et blessures, homicide ³.

Ces points éclaircis n'ont pas encore fait la lumière sur l'hiatus qui existe entre l'article 32, d'une part, et les articles 35 et sq. du C. I. Cr., d'autre part. Peut-être faut-il demander la clef de l'énigme à l'ancien droit et aux travaux préparatoires ? Ces deux sources peuvent, il est vrai, conduire à des opinions divergentes :

1. M. BESNARD, *Des perquisitions et des saisies en matière criminelle, thèse Paris*, p. 72 et 73 ; M. MIMIN, *op. cit.*, p. 157 et 158 ; M. GOYET, *Lois Nouvelles*, 1933, p. 200.

2. C. Paris, 28 juil. 1925 ; G. P., 1925, 2, 428 ; D., 1926, 2, 51, note M. NAST.

3. GARRAUD, *op. cit.*, t. III, n^o 942 ; M. BESNARD, *op. cit.*, p. 72 ; C. Limoges, 10 fév. 1888 ; D., 89, 2, 244.

La Cour de Douai a, dans son arrêt du 7 juillet 1909 précité, décidé que les articles 32, 33, 34, empruntés à l'ordonnance de 1670, « prévoient le cas de crime flagrant », alors que l'article 36 reproduirait « presque servilement » l'article 125 du C. P. du 3 brumaire an IV qui s'appliquait indistinctement aux crimes et aux simples délits.

Par arrêt du 18 février 1910 ¹ la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation, revenant sur l'arrêt de Douai, qu'elle cassa, n'a admis la régularité de la perquisition qu'autant que le délit flagrant est passible de peines afflictives ou infamantes. Cet arrêt a fixé la Jurisprudence.

Dans sa note parue au Sirey, M. J.-A. Roux étudie scrupuleusement les travaux préparatoires du C. I. Cr., au cours desquels une double influence se fit sentir : celle du Conseil d'Etat et celle du Corps législatif. D'une part, dans la rédaction primitive de l'article 32, le Conseil d'Etat parlait de « tous les cas de flagrant délit ² », c'est-à-dire aussi bien de délits que de crimes flagrants. Le Conseil d'Etat suivait ainsi la tradition des lois révolutionnaires ³. La Commission législative du Tribunat reçut communication officieuse du texte arrêté par le Conseil d'Etat. Par un retour à l'Ancien Droit,

1. Cass., 18 fév. 1910 : B., n° 73 ; S. 1911, 1, 233, note Roux.

2. LOCRE, *Législation civile, commerciale et criminelle*, t. XXV, p. 194 et 209.

3. Code du 3 brumaire an IV (art. 101 et 108), loi du 7 pluviôse an 9 (art. 4) et projet de Code Criminel de 1804 (art. 44 et 45).

elle limita l'hypothèse du flagrant délit de l'article 32 au cas où « le fait sera de nature à donner lieu à une peine afflictive ou infamante » et crut devoir accorder avec ce texte, l'article 46 auquel elle proposa de faire subir la même modification. Par contre, les articles 35, 36 et 43 formaient la suite directe de l'article 32; elle ne jugea pas indispensable de les rectifier : celui-ci éclairant ceux-là.

Tels sont les résultats que M. J.-A. Roux a tirés des travaux préparatoires. Le revirement du Conseil d'Etat n'en reste pas moins inexpliqué. Avec l'arrêteste il est permis d'y voir une victoire des conseillers, partisans du retour à l'Ancien Droit, désireux de garantir la liberté individuelle en respectant la séparation des deux fonctions : de poursuite et d'instruction.

On a soutenu parfois que, dans certaines hypothèses, les officiers de police auxiliaires du procureur de la République avaient compétence pour procéder à des perquisitions et à des saisies, en cas de flagrant délit puni de peines correctionnelles. Il existe, en effet, un certain nombre de textes qui donnent à ces agents de larges pouvoirs. On a tiré argument, surtout, de l'article 9 du décret des 19-22 juillet 1791, relatif aux « lieux où tout le monde est admis indistinctement : tels que cafés, cabarets, boutiques et autres ». Ce texte les autorise à y pénétrer « soit pour prendre connaissance des désordres ou contraventions aux règlements, soit pour vérifier les poids

et mesures, le titre des matières d'or et d'argent, la salubrité des comestibles et médicaments ». Une fois entrés légalement dans ces établissements, ils peuvent être amenés à constater un flagrant délit. Mais le décret de 1791 ne les habilite pas, dans cette hypothèse, à procéder à des perquisitions et saisies quand le fait n'est pas passible de peines afflictives et infamantes, sauf délégation du juge d'instruction. En d'autres termes, le décret de 1791 n'ajoute rien aux articles 32, 36, 39 et 49 du C. I. Cr.¹. Il ne vise pas, d'ailleurs, les seuls officiers de police judiciaire, mais les « officiers de police », c'est-à-dire aussi, les agents de la sûreté².

En réalité, c'est seulement dans l'hypothèse prévue par l'article 46 du C. I. Cr., en cas de réclamation du chef de maison, que le procureur de la République ou ses auxiliaires peuvent perquisitionner aux fins de saisie, que le fait constitue un crime ou un délit. Cette exception se retrouve également en matière de contrebande³.

Nous pouvons en conclure qu'en présence d'une infraction douteuse, l'opinion qui se contente de l'apparence d'un crime pour autoriser le procureur à perquisitionner, est loin de s'imposer. La visite

1. Cass., 18 fév. 1910, 31 janv. 1914 précités ; 29 mars 1917 : B. n° 150 ; S., 1920, 1, 189 ; D., 1921, 1, 48 ; 22 juin 1933 : G. P., 1933, 2, 543.

2. Cass., 7 août 1929 : D., 1929, 1, 155 ; G. P., 1929, 2, 681.

3. M. BRACK, *Perquisitions en matière répressive, thèse Paris*, 1910, p. 169 ; LE POITTEVIN, *op. cit.*, art. 32, sect. 1, § 3.

est un acte dangereux dans les mains d'un titulaire à qui — nous venons de le voir — la loi ne l'accorde qu'au cas d'infraction grave : de crime flagrant. Ici, la nature du fait délictueux est incertaine. Pourquoi, dans le doute, va-t-on permettre au procureur ou à ses auxiliaires une mesure préjudiciable à l'inculpé?

SECTION II

Conditions d'exercice

En cas de flagrant délit lorsque le fait est punissable de peines afflictives et infamantes, ou de réclamation du chef de maison, le procureur de la République et ses auxiliaires n'ont-ils aucune obligation à remplir ?

Une telle licence contredirait les règles qui limitent, en notre matière, l'initiative du juge d'instruction. Or, la loi leur confère, à titre exceptionnel, un droit qui revient naturellement à ce magistrat et les fait participer à l'information, en raison de circonstances particulières. C'est pourquoi, en vertu des principes qui gouvernent l'instruction, leur recherche ne doit pas être exclusivement dirigée contre l'auteur du crime, mais doit tendre à la vérité, c'est-à-dire se faire aussi bien à charge qu'à décharge ¹. L'article 37 C. I. Cr. parle expressément des papiers ou

1. FAUSTIN-HÉLIE, *op. cit.*, t. III, n° 1527.

effets qui peuvent servir « à conviction ou à décharge ».

C'est pourquoi, en second lieu, — article 36 C. I. Cr. — et en raison de la gravité des perquisitions, il doit exister des indices laissant supposer que ces dernières auront pour effet la découverte d'éléments de preuve. En l'absence d'une telle présomption, la visite deviendrait une « mesure vexatoire » ¹.

C'est pourquoi, enfin, d'après le même article 36, il doit apparaître comme vraisemblable que la preuve du crime (ou du délit dans le cas de l'article 46) puisse résulter des papiers et effets en la possession de l'individu suspect.

Aux termes des articles 32 et sq., ce droit appartient au procureur. Mais il perd ce droit si le juge d'instruction est saisi. Que le juge, non saisi, — article 59 — ou que le procureur ne se trouvent pas sur les lieux, au moment où se produit le crime flagrant, alors le droit de pratiquer des perquisitions et saisies passe aux officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur (articles 49 et 51 C. I. Cr.). Celui-ci peut d'ailleurs, en vertu de l'article 52, les déléguer à sa place, soit par écrit, soit verbalement. Mais un officier de police judiciaire ne saurait déléguer, à son tour, un autre officier : la subdélégation est alors interdite ².

1. FAUSTIN-HÉLIE, *id.*, n° 1525 ; LE POITTEVIN, *op. cit.*, p. 218.

2. LE POITTEVIN, *op. cit.*, art. 52, n° 1 à 5.

L'article 51 ne donne aux auxiliaires le pouvoir d'informer qu'à titre supplétif. Aussi, doivent-ils cesser leurs opérations lorsque le juge ou le procureur arrive sur les lieux. Il sera, du reste, loisible à ces derniers, de continuer, eux-mêmes, les perquisitions ou d'autoriser les officiers à les terminer.

Par officiers auxiliaires de police judiciaire, on entend : les juges de paix, maires, adjoints, officiers de gendarmerie et commissaires de police : article 48 du C. I. Cr. ¹.

Il importe de noter que tous ont des pouvoirs égaux ². D'où cette conséquence que le premier d'entre eux qui commence ces opérations a seul le droit de les poursuivre. En d'autres termes, il n'existe aucune prévention hiérarchique : c'est ainsi que le juge de paix arrivé second ne se substitue point au commissaire de police qui a déjà entrepris une saisie ³.

SECTION III

Pouvoirs du Procureur de la République et de ses auxiliaires

Le droit de perquisition du procureur et de ses auxiliaires est limité, par l'article 36 du C. I. Cr., au domicile du prévenu. Il a répugné au législateur

1. M. GOYET, *Lois Nouvelles*, 1933, p. 200.

2. CARNOT, *op. cit.*, art. 51, n° 3 ; FAUSTIN-HÉLIE, *op. cit.*, t. III, n° 1507 ; MANGIN, *op. cit.*, t. I, 238.

3. Circ. minist. : Intér., 21 juil. 1858 : D., 1858, 3, 76 ; LE POITTEVIN, *op. cit.*, art. 51.

de leur accorder un droit aussi étendu qu'au juge d'instruction dont la situation indépendante constitue une précieuse garantie ¹.

Quoi qu'il en soit, la portée de cette limite a besoin d'être éclairée par les deux observations suivantes. Il ne faut pas oublier, en premier lieu, la notion très large du domicile en notre matière, puisque la Jurisprudence ne l'interprète pas seulement comme le lieu où le prévenu a son principal établissement, mais comme tout endroit où il vit, dépose des vivres, papiers ou autres objets mobiliers ².

D'un autre côté, le procureur peut perquisitionner, non seulement chez le prévenu à proprement parler, mais aussi au domicile des co-auteurs et des complices ³.

Notons, en terminant, que le pouvoir des procureurs et de leurs auxiliaires s'étend aux lieux ouverts au public, dans un but déterminé ⁴, sur lequel nous reviendrons aux titres II et III de la présente partie.

1. FAUSTIN-HÉLIE, *op. cit.*, t. III, n° 1524 ; ORTOLAN, *op. cit.*, n° 2246.

2. MANGIN, *op. cit.*, t. I, n° 224 ; LE POITTEVIN, *op. cit.*, t. I, p. 218., art. 36.

3. CARNOT, *op. cit.*, art. 36, n° 3 ; M. BESNARD, *op. cit.*, p. 76.

4. Lois des 19-22 juil. 1791, titre I^{er}, art. 8, 9 et 10 ; 28 germinal, an VI, art. 129 ; Ordonnance, 29 oct. 1820, art. 161 et 162.

SECTION IV

Comparaison

avec les pouvoirs du Juge d'instruction

Le droit du procureur et de ses auxiliaires apparaît, ainsi, bien différent de celui du juge d'instruction. S'il semble excessif de dire avec Faustin-Hélie ¹, qu'il y a une différence de nature, du moins doit-on reconnaître l'inégalité de leur étendue : le procureur ne pouvant perquisitionner :

1^o Qu'au cas de crime flagrant ;

2^o Et seulement au domicile du prévenu (article 36) ; alors que le juge d'instruction exerce ses pouvoirs en toute hypothèse et en tout lieu.

Mais ce droit étriqué, reconnu au procureur et à ses auxiliaires, donnerait un aperçu inexact de la réalité, s'il ne fallait tenir compte de deux pratiques judiciaires dont le sort a varié depuis le C. I. Cr. : l'enquête officieuse et les délégations.

1. FAUSTIN-HÉLIE, *op. cit.*, t. IV, n^o 1800.

SECTION V

L'enquête officieuse

Un chef de Parquet, indécis sur le point de savoir s'il doit, ou non, mettre en mouvement l'Action Publique, charge la gendarmerie d'effectuer une perquisition au domicile d'un particulier, en lui recommandant de demander l'assentiment de ce dernier et de s'abstenir s'il proteste.

Les gendarmes usaient parfois d'une formule dans le genre de celle-ci : « Vous nous permettez d'entrer, n'est-ce pas ¹ ? » que le prévenu interprétait comme une marque de politesse. La Cour de Cassation, dans un arrêt du 12 juin 1829 relatif à une visite opérée par un garde non accompagné d'un officier public, avait décidé qu'en ne s'opposant pas à l'introduction de ce dernier, le possesseur était « présumé y avoir consenti ». C'était la consécration de la validité des perquisitions pratiquées par le procureur ou ses auxiliaires au cours de l'enquête officieuse.

Des auteurs regrettaient une telle solution. Ils exigeaient que la renonciation fût à la fois libre et éclairée ; sous cette condition, Garraud ² y voyait « une prise de renseignements », mesure utile et non illégale.

1. MORIZOT-THIBAUT, *De l'instruction préparatoire*, 1906, p. 449 et 450.

2. GARRAUD, *op. cit.*, t. II, n° 478.

Depuis, la loi du 7 février 1933 a pris soin de préciser — article 87 du C. I. Cr. — que les perquisitions et les saisies sont des « actes d'instruction ». N'en résulte-t-il point que, en dehors du crime flagrant, on ne peut y recourir qu'après l'ouverture d'une information ? Cette solution a été défendue par certains auteurs ¹.

Nous retrouverons cette question en étudiant, dans notre 4^e partie, l'influence du consentement de l'individu contre lequel il est instruit par un magistrat incompetent.

SECTION VI

Délégations

§ 1^{er}. — *Régime du Code d'Instruction Criminelle*

En l'absence de toute disposition spéciale du C. I. Cr., le droit, pour le juge d'instruction, de déléguer un officier de Police Judiciaire, en son lieu et place, fut vivement discuté.

Des auteurs anciens ² admettaient au profit du juge le droit de faire procéder à une perquisition par un auxiliaire du procureur (dans les limites de sa compétence territoriale bien entendu). Par arrêt du 6 mars 1841 ³, la Cour de Cassation se

1. MM. P. GARRAUD et LABORDE-LACOSTE, *Précis élémentaire de Droit Pénal*, p. 270.

2. LEGRAVEREND, *op. cit.*, t. I, p. 239 ; BOURGUIGNON, *Manuel d'Instruction criminelle*, p. 195.

3. Cass., 6 mars 1841 : B., n° 56.

rangea, sans réserve, à cette opinion, qu'on peut ainsi résumer. L'article 83 du C. I. Cr. permet au juge d'instruction de faire interroger des témoins par un juge de paix ; or, rien dans les termes de ce texte ne permet de dire qu'il soit restrictif. De leur côté, les articles 87, 88, 89 et 90 n'interdisent point de déléguer un ou plusieurs juges de paix. On comprendrait mal, ajoutait-on, qu'on refusât au juge d'instruction un droit que l'article 52 accorde au procureur de la République, en cas de flagrant délit. Enfin, n'est-il pas facile d'imaginer les inconvénients pratiques de la solution opposée, notamment dans les hypothèses où il faut effectuer des perquisitions en même temps et en divers endroits ?

A l'inverse, la majorité de la doctrine ¹ s'élevait contre cette pratique qu'elle déclarait illégale. Elle tirait ses arguments de l'histoire et du texte même du C. I. Cr. Dans l'Ancien Droit, le juge devait accomplir lui-même tous les actes de sa compétence, sauf en cas d'empêchement et en présence de mesures susceptibles de délégation. La règle générale rapportée par Jousse ² est catégorique : « Les délégations n'ont pas lieu en matière criminelle, même en matière d'information. » Rien dans les travaux préparatoires ne permet d'affirmer que, dans notre matière, les rédacteurs du C. I. Cr. aient entendu

1. CARNOT, *op. cit.*, t. I, p. 376 ; MANGIN, *op. cit.*, t. I, p. 145 ; FAUSTIN-HÉLIE, *op. cit.*, t. IV, n° 1803 ; ORTOLAN, *op. cit.*, n° 2239 et MORIZOT-THIBAUT, *op. cit.*, p. 450.

2. JOUSSE, *op. cit.*, t. III, p. 150.

réagir contre cette tradition. Rien, non plus, dans le texte de ce Code n'autorise le juge d'instruction à déléguer ses pouvoirs aux fins de perquisition ; si, en effet, les articles 83 et 84 admettent le droit de commettre un juge de paix pour entendre des témoins, peut-on appliquer ces textes à une opération de nature différente : la visite domiciliaire ?

Les partisans de la délégation, observait-on, devraient bien expliquer pourquoi les articles 87 et 88 n'ont pas reproduit la faculté qui résulte des articles 83 et 84. En outre, si l'article 89 cite, pour les étendre au juge d'instruction, certains articles relatifs à des opérations du Ministère Public, l'article 52 n'y figure pas. Enfin, dans le seul cas où le législateur fait allusion à une délégation en cas de visite hors de l'arrondissement, l'article 90 ne donne compétence qu'au juge d'instruction du lieu.

Il faut remarquer, disait-on, que l'article 52, autorisant le procureur à déléguer ses auxiliaires, ne s'applique qu'au cas d'urgence et que ceux-ci ont, d'ailleurs, en vertu de l'article 49, qualité pour procéder eux-mêmes à des perquisitions et saisies. « Comment en induire le droit du juge de communiquer compétence à un officier que la loi n'a pas investi¹ ? »

1. FAUSTIN-HÉLIE et M. DEPEIGES, *Pratique Criminelle des Cours et Tribunaux*, 1928, I^{re} partie, n° 182.

Quant à la nécessité du service judiciaire qu'on a agitée si souvent, en faveur de la délégation, elle ne saurait, en aucun cas, ajoutait-on, justifier une violation des règles légales.

Pour être complet, reconnaissons que les adversaires de la délégation admettaient que son illégalité restait sans influence sur la validité de la procédure criminelle et que la seule sanction qui en découlait résidait dans la conscience du juge et dans sa responsabilité personnelle.

Malgré la pertinence de ces raisons péremptoires, guidée surtout par « les nécessités de la pratique », la Jurisprudence n'en persista pas moins à valider les délégations, parce qu'aucune disposition formelle ne les condamnait ¹. Dans son arrêt du 16 janvier 1869, relatif à la validité d'une visite domiciliaire opérée par un juge de paix, sur commission rogatoire du juge d'instruction, la Cour de Cassation résumait ainsi la Jurisprudence : « Attendu que l'article 83, qui spécifie un cas où le juge d'instruction peut déléguer un juge de paix pour entendre des témoins, n'est point limitatif ; que, si les articles 87 et suivants déterminent la marche à suivre par le juge d'instruction pour la perquisition de papiers et autres effets utiles à la manifestation de la vérité,

1. M. HENRI-PRUDHOMME, *Revue pénitentiaire*, 1905, p. 71 ; GARRAUD, *op. cit.*, t. III, n° 903 ; LE POITTEVIN, *op. cit.*, t. I, art. 90 ; Cass., 6 mars 1841, précité ; C. Paris, 7 déc. 1864 (D. 65, 1, 95, rapporté avec un arrêt de Cass.) ; Cass., 16 janv. 1869 (B., n° 17 ; D., 69, 1, 381 ; S., 69, 1, 433).

ces articles ne lui interdisent pas de déléguer pour cette perquisition un ou plusieurs juges de paix de son arrondissement ; que dénier à ce magistrat un droit que l'article 53 accorde au procureur impérial pour les cas de flagrant délit serait méconnaître le caractère des attributions qu'il tient de la loi, les nécessités de l'information, et entraver, au cas où la découverte de la vérité exigerait des perquisitions simultanées, la marche de la justice... » Depuis cet arrêt, la Jurisprudence s'est bornée à justifier les délégations parce que « des termes de la loi il ne résulte pas que l'action personnelle du juge soit prescrite nécessairement et à peine de nullité¹ ».

Le recours aux délégations fut même préconisé par la Chancellerie, chaque fois que les opérations n'exigeaient pas que le juge d'instruction se transportât lui-même². Une circulaire du Garde des Sceaux, en date du 12 mai 1855³ recommanda aux juges d'instruction « d'adresser de préférence... leurs délégations aux juges de paix qui sont plus naturellement appelés à les remplir » que les commissaires de police. En fait, cette circulaire resta lettre morte et les commissions rogatoires furent adressées tant aux commissaires de police⁴, qu'aux maires⁵ et aux officiers de gendarmerie. On créa

1. Cass., 8 juin 1872 (B., n° 138 ; D., 72, 1, 381), 13 juin 1872 (B., n° 140 ; S. 72, 1, 445 ; D., 72, 1, 157). C. Paris, 7 déc. 1864, précité.

2. Circ., 16 août 1842, n° 61 : *Rec. off.*, t. II, p. 24 et 25.

3. D., 1855, 3, 53.

4. Cass., 13 juin 1872, précité ; 24 fév. 1883 : B., n° 57.

5. Cass., 8 juin 1875 : D., 1875, 1, 381.

même, à Paris et dans certaines villes importantes (Lille, Lyon, etc.); des « commissaires aux délégations judiciaires ». Et la pratique s'est perpétuée jusqu'en février 1933.

§ 2^e. — *Régime postérieur au Code d'Instruction Criminelle*

N^o I. — RÉFORME DE LA LOI DU 7 FÉVRIER 1933

Après avoir posé en principe que la perquisition constituait un acte d'instruction, la loi du 7 février 1933 disposait (article 87, alinéa 4 et 90 C. I. Cr.) que, hors le cas de flagrant délit, c'était au juge, seul, qu'il appartenait d'y recourir. Les textes ainsi modifiés lui permettaient seulement de donner commission rogatoire — article 90, alinéa 1 — à « tout juge de son tribunal, à tout juge de paix du ressort de son tribunal et tout juge d'instruction de procéder à tous actes d'instruction dans les lieux soumis à la juridiction de chacun d'eux ». Les textes nouveaux rejoignaient ainsi, en partie, les projets de réforme du C. I. Cr. qui n'autorisaient le juge d'instruction à déléguer ses pouvoirs qu'à un magistrat de l'ordre judiciaire. Toutefois, en permettant de commettre un juge du tribunal, le législateur ne tenait pas compte des critiques formulées par M. Henri-Prudhomme¹. Cet auteur estimait

1. *Revue pénit.*, 1905, p. 80 et 81.

que par ce genre de délégation le juge d'instruction arriverait à « composer à sa guise la chambre correctionnelle chargée de juger telle affaire particulière » puisque le magistrat ne pourrait pas connaître de l'affaire pour laquelle il aurait effectué — sur commission rogatoire — perquisitions ou saisies. C'était prêter là au magistrat instructeur un calcul bien mesquin. Au surplus, si on l'analyse, l'objection paraît très fragile. Lorsque le juge d'instruction a des raisons de se méfier d'un collègue, il est préférable que celui-ci participe au jugement — œuvre d'une collégialité — plutôt que d'entreprendre une mesure d'instruction délicate qu'il sera capable de gâcher. Le seul reproche que méritaient ces délégations, c'était leur impossibilité pratique : de 1933 à 1935 on n'a relevé l'existence d'aucune commission adressée à des juges du tribunal.

Par contre, les délégations de juges de paix se multiplièrent ; mais les juges d'instruction n'y avaient recours que dans des cas urgents — les magistrats cantonaux ayant à satisfaire aux exigences multiples d'une compétence sans cesse étendue.

La loi de 1933 ne permettait pas de déléguer les autres officiers de Police Judiciaire : commissaires de police, maires et adjoints, officiers de gendarmerie. Elle leur reconnaissait seulement le droit de recevoir des « ordres de saisie » ou de n'être investis que de missions rentrant dans leurs attributions propres. Que fallait-il entendre par ces « ordres de

saisie » ? D'après certains, la loi se référerait ainsi à des objets susceptibles d'être saisis sans perquisition, soit que le propriétaire n'y fasse pas opposition, soit que la saisie soit réalisée au cours d'une perquisition opérée par un juge d'instruction ou par un magistrat délégué¹. D'après d'autres auteurs, invoquant des passages obscurs des travaux préparatoires de la loi (il s'en trouve toujours), il fallait entendre que le juge d'instruction pouvait donner commission rogatoire pour perquisitionner en vue d'une saisie déterminée, mais non pour accomplir une saisie générale, sans objet bien précis, comme la pratique en révélait l'existence avant 1933².

L'impossibilité de déléguer un commissaire de police fut vivement critiquée. On soutint (M. Boivin-Champeaux au Sénat) que les commissaires offraient toutes garanties, qu'ils disposaient d'un personnel nombreux et de moyens matériels efficaces. On invoquait, aussi, les fonctions variées, l'âge souvent avancé, les frais de déplacement des juges de paix. L'expérience ayant suscité de nombreuses difficultés pratiques, le régime des délégations subit une nouvelle modification le 25 mars 1935.

1. VIDAL et M. MAGNOL, *op. cit.*, p. 915 ; Circ. Chancellerie : 10 avr. 1933.

2. M. SAINT-LAURENS, *op. cit.*, p. 380 et sq.

N^o II. — RÉGIME ACTUEL : LOI DU 25 MARS 1935

1^{er} Point. — *Cas où les délégations sont possibles*

Après avoir maintenu, dans son 1^{er} alinéa, la possibilité de déléguer des magistrats, l'article 90 nouveau permet au juge d'instruction de « requérir dans les mêmes conditions tous autres officiers de police judiciaire, sauf en ce qui concerne l'interrogatoire de l'inculpé ». (Article 90, alinéa 2.)

Après la réforme de 1933, logique et toute de garanties pour l'inculpé, la loi de 1935 marque un retour au passé. Elle va même plus loin, puisqu'elle autorise formellement une pratique que, dans son silence, le C. I. Cr. s'était contenté de ne pas défendre.

Il ressort du rapport fait au Sénat par M. Boivin-Champeaux que le rétablissement de ces délégations a eu une double cause. Au point de vue pratique, on a voulu décharger les juges de paix au profit des commissaires de police, plus expérimentés et plus diligents. Au point de vue théorique, M. Boivin-Champeaux a déclaré : « S'il est exact que les visites domiciliaires et les perquisitions sont des actes d'instruction, que le juge seul doit avoir le droit d'ordonner, on n'aperçoit pas bien pourquoi il s'ensuivrait nécessairement que le magistrat doive y procéder lui-même. Le juge ramène-t-il lui-même à exécution les mandats d'amener ou de dépôt qu'il a délivrés ? » Sans vouloir discuter la valeur des

raisons pratiques alléguées en faveur de telles délégations, on ne saurait admettre sans réserve la justification théorique qui en a été donnée. On oppose, à tort, le droit d'ordonner une perquisition — acte d'instruction — à l'exécution de cet ordre. Ce faisant, on confond l'ordonnance aux fins de perquisition, avec la perquisition elle-même. Or, celle-ci consiste dans la recherche de tous objets se rattachant à un crime ou à un délit ; elle s'analyse donc en une mesure d'exécution générale qui exige, à chaque instant, autorité, perspicacité et indépendance. La perquisition est un acte d'instruction continuellement renouvelé. C'est la raison pour laquelle on ne peut raisonner, par analogie, avec un mandat de justice. L'essentiel dans cette dernière hypothèse, c'est le fait d'avoir décidé la mesure ; il importe peu à l'inculpé que l'exécution soit opérée par un commissaire ou par une autre personne. Au contraire, une fois l'ordonnance de perquisition (ou de délégation) rendue, le prévenu a besoin de garanties ; il désire légitimement que son domicile soit respecté et surtout que la mesure d'instruction soit conduite avec impartialité et intelligence par un magistrat averti et indépendant. La seule hypothèse qui offre une analogie assez exacte avec un mandat de justice, se rencontre dans le cas où l'officier de police reçoit un ordre de saisie, à la condition d'entendre par là une commission rogatoire en vue d'une saisie déterminée. Le juge

d'instruction ayant, alors, précisé l'objet de cette mesure, l'inculpé n'a pas besoin des garanties qu'exige la perquisition ordinaire, c'est-à-dire générale et assortie de tous moyens de contrainte.

Même au point de vue pratique, la délégation n'est pas sans dangers. Il peut arriver que le procureur de la République se trouve en présence de l'un de ses auxiliaires, commis par le juge d'instruction. On imagine alors l'attitude équivoque de l'officier de police en présence du procureur, son supérieur, et le rôle prépondérant que ce dernier sera amené à jouer, en fait, dans un acte d'instruction aussi grave qu'une perquisition.

Pour parer à ces inconvénients, les juges d'instruction feront bien de procéder eux-mêmes aux visites domiciliaires aux fins de saisie et de ne recourir que dans des hypothèses spéciales (c'est-à-dire urgentes), à la faculté que leur réserve la loi du 25 mars 1935.

Si l'on veut avoir une idée exacte de ces délégations, il ne faut pas oublier que cette loi a laissé subsister les limites à l'action du magistrat ou de l'officier délégué, déjà posées par la loi du 7 février 1933.

II^e Point. — Pouvoirs du magistrat ou de l'officier de police délégué

L'article 90, alinéa 3 nouveau, dispose que : « Le juge ou l'officier de police judiciaire commis exerce,

dans les limites de la commission rogatoire, tous les pouvoirs du juge d'instruction. » Leurs droits sont donc limités au délit spécialement visé par la délégation. En posant cette règle dans l'article 90, la loi de 1935 n'a fait, à la suite de celle de 1933, que consacrer la pratique antérieure. La Jurisprudence décidait alors que l'officier de police, ayant reçu du juge d'instruction l'ordre de procéder à une perquisition relative à un délit déterminé, n'avait pas qualité pour effectuer une mesure identique, s'il découvrait, en cours d'opération, des objets révélateurs d'un autre délit ; sauf au cas de crime flagrant ou d'une infraction pour laquelle il a reçu de la loi une compétence spéciale. Cette dernière exception se rencontre seulement en matière fiscale¹. Mais, comme les arrêts des 18 février 1910 et 31 janvier 1914, précités, semblent réserver le droit, pour les officiers auxiliaires, pénétrés légalement, de « procéder à des actes dont la loi leur a confié l'exécution », des auteurs estiment qu'ils peuvent consigner, dans des procès-verbaux, tous crimes et délits qu'ils découvrent au cours de leur perquisition, parce que cette constatation leur ressortit. La même question se pose dans le cas où ils visitent, la nuit, les éta-

1. Cass., 18 déc. 1845 (S., 46, 1, 188, gardes forestiers) ; 27 avr. 1882 (S., 82, 1, 386) ; 16 janv. 1914 (G. P., 1914, 1, 142), ces deux derniers arrêts relatifs aux contributions indirectes.

blissements visés par les articles 9 et 10 du décret des 19-22 juillet 1791 ¹.

Cette extension de leurs pouvoirs nous paraît douteuse. La loi leur permet seulement d'effectuer les actes déterminés par les textes mêmes qui autorisent une visite domiciliaire. Nulle part elle ne leur donne pouvoir de constater un simple délit correctionnel, lorsqu'ils sont entrés régulièrement dans un domicile. On aperçoit aisément les dangers de la solution opposée — le procès-verbal ainsi dressé n'eût-il force probante qu'à titre de simples renseignements — dans un régime où l'intime conviction est la règle. Aussi faut-il louer la Cour de Cassation de n'avoir pas repris la réserve analysée ici, dans ses arrêts les plus récents ².

Les magistrats ou officiers délégués reçoivent l'original de la commission rogatoire qui leur est toujours adressée en minute ³, soit par le juge d'instruction lui-même, soit par l'intermédiaire du Parquet : article 28 du C. I. Cr.

1^o *Conditions de forme de la commission rogatoire.*
— A la différence de l'ordonnance de perquisition qui n'est assujettie à aucune forme particulière, la commission rogatoire est soumise, pour sa régularité, à plusieurs conditions qu'on peut ainsi résumer :

1. M. MIMIN, *op. cit.*, p. 162, 194 et 195 et M. DESWARTE, *op. cit.*, p. 44.

2. Cass., 13 fév. 1925 : D., 1925, 1, 148.

3. Décret du 18 juin 1811, art. 59.

elle doit être écrite ; mentionner le nom du magistrat commettant ; viser les articles de loi appliqués ; contenir la désignation du prévenu, du crime ou du délit poursuivi et du lieu où il faut pratiquer la perquisition ; enfin être datée et porter la signature et le sceau du magistrat ¹. Encore faut-il distinguer entre ces mentions, dont certaines seulement sont essentielles : désignation de la personne chez laquelle la visite doit avoir lieu, de l'objet de cette mesure et de la nature du délit ².

Par contre, la mention des articles de loi en vertu desquels la perquisition est décidée et du nom de l'officier délégué n'est pas obligatoire. Il est même recommandé ³ de le désigner par sa qualité judiciaire pour que son successeur ou son suppléant puisse le remplacer, le cas échéant.

Ajoutons que la Jurisprudence, se fondant sur les travaux préparatoires du C. I. Cr. ⁴, admet que la commission rogatoire n'a pas à être communiquée au Ministère Public, conformément à l'article 61.

2^o Exécution et inexécution de la commission rogatoire. — Son exécution n'est astreinte à aucune formalité obligatoire. Notamment, la règle de l'Ancien Droit qui exigeait que la commission fût acceptée avant d'être exécutée, n'a plus cours aujourd'hui.

1. Circ. min. du 8 juin 1814.

2. Cass., 18 janv. 1866 (D., 67, 1, 505) ; C. Nîmes, 4 juin 1925 (G. P., 1925, 2, 315).

3. LE POITTEVIN, *Dictionnaire-formulaire des Parquets*, v^o Commissions rogatoires, n^o 8.

4. LOCRE, *op. cit.*, t. V, p. 175 et 176.

Mais si le magistrat délégué se refuse à pratiquer la perquisition, il est du devoir du juge d'instruction d'en informer le procureur général. Si le refus est basé sur l'incompétence, l'instruction se trouve arrêtée et les articles 525 et sq. du C. I. Cr. (règlement de juges) doivent tout naturellement s'appliquer. Au cas où il se déclare — à tort — incompétent, le délégué commet un excès de pouvoir ¹.

Observons que le juge d'instruction commis (article 90 du C. I. Cr.) — et lui seul — peut subdéléguer ses pouvoirs, aux fins de perquisition ; l'article 84 qui lui accorde ce droit au cas d'audition d'un témoin, paraît, en effet, simplement indicatif.

3^o *Sort de la commission rogatoire.* — L'officier délégué transmet au juge d'instruction la minute de la commission avec le procès-verbal de perquisition. Ces deux pièces prennent place dans le dossier d'information et doivent, toutes deux, figurer parmi les actes de la procédure. Les juges d'instruction ne peuvent donc pas — comme cela se produit parfois — ranger les commissions rogatoires parmi les simples pièces de forme ².

4^o *Appendice.* — Voici, sous réserve d'observations spéciales à chaque affaire ³, la formule d'une

1. Cass., 15 mars 1934 : B., n° 60 ; D. H., 1934, 207.

2. M. MIMIN, *op. cit.*, p. 165.

3. M. SIGNOREL, *Manuel-formulaire des juges d'instruction et de leurs délégués*, 1909.

commission rogatoire adressée par un juge d'instruction à son collègue d'un autre arrondissement :

« Nous, ... juge d'instruction de ... ;

« Vu la procédure d'information suivie contre X..., inculpé de ..., demeurant à ... détenu (ou non);

« Vu l'article 90 du C. I. Cr. ;

« Prions et, au besoin, requérons M. le juge d'instruction de l'arrondissement d... de se transporter au domicile de X..., susnommé ; d'y faire, conformément à la loi, en la présence de ce dernier, de son fondé de pouvoir ou de témoins requis — s'il ne veut ou ne peut y assister — une perquisition dans le but de rechercher et de saisir, notamment : 1^o... 2^o..., etc... ; ainsi que tous autres objets qui pourront lui paraître utiles à la manifestation de la vérité.

« Desquelles perquisition et saisie M. le ... dressera procès-verbal, qui nous sera envoyé avec la présente commission.

« Sceau. Fait à , le .

« *Le juge d'instruction.* »

CHAPITRE TROISIÈME

POUVOIRS DES PRÉFETS (Art. 10 C. I. Cr.)

Après quelques hésitations et à la suite de Mangin¹, la Jurisprudence interprétait l'article 10 (texte de 1808) dont les termes larges ne posaient aucune restriction à son champ d'application, comme accordant aux préfets les pouvoirs d'un juge d'instruction. Elle leur reconnaissait, par suite, le droit de pratiquer des perquisitions et des saisies, tant en matière de droit commun qu'en matière politique, aussi bien en présence d'un crime que d'un délit ou d'une contravention, que le délit fût ou non flagrant. Il arriva, à partir de 1830, que les préfets invoquèrent, parfois, l'article 10 lorsqu'ils recouraient à des perquisitions, en dehors de toute infraction, encore que ce texte² fût étranger à de telles mesures administratives.

A s'en tenir au domaine des visites opérées en matière judiciaire, la Jurisprudence allait jusqu'à leur reconnaître le droit de saisir des lettres à la poste. Dans leur arrêt du 21 novembre 1853, précité,

1. MANGIN, *op. cit.*, t. I, n° 63, p. 151.

2. LOCRE, t. XXV, p. 238 ; M. BRACK, *op. cit.*, p. 181.

les Chambres Réunies ont admis que l'article 10 se référerait à l'article 8 du C. I. Cr., qu'en vertu de cet article le préfet pouvait faire « tant au domicile du prévenu que partout ailleurs, les perquisitions et saisies indispensables pour la manifestation de la vérité » ; elles se sont refusées à établir une distinction « entre la police judiciaire qu'on convient appartenir au préfet de police et l'instruction, qu'on soutient n'appartenir qu'au seul juge d'instruction ». Pour les Chambres Réunies, on ne peut concevoir une police judiciaire qui ne soit pas chargée de l'instruction et un juge d'instruction qui ne soit officier de police judiciaire. Pour justifier sa solution, la Cour Suprême s'appuie, d'abord, sur deux textes du C. I. Cr. qui ne sont pas probants : les articles 8 et 9. On s'accorde, en effet, à reconnaître que l'article 8 donne de la police judiciaire une définition trop large. Quant à l'article 9, s'il range bien le juge d'instruction parmi les officiers de police judiciaire, il n'indique nullement que, réciproquement, tout officier de police peut informer. Les Chambres Réunies se fondent, également, sur ce que le titre I^{er} du C. I. Cr., dont dépend le chapitre VI relatif aux juges d'instruction est intitulé « De la police judiciaire et des officiers de police qui l'exercent ». Cet arrêt orienta la Jurisprudence qui reconnut au préfet les prérogatives du juge d'instruction et l'assimila aux officiers de police judiciaire, sans lui en donner le titre, pour le soustraire à la surveillance

du procureur général et à l'autorité de la Cour d'Appel ¹.

Cette jurisprudence fut généralement critiquée. Mais comme rien ne faisait prévoir qu'elle se modifierait, on s'en prit à l'article 10 lui-même. Après Faustin-Hélie ², on se plaisait à rappeler que ce texte remontait à Napoléon I^{er} qui redoutait à la fois l'indépendance de la magistrature et son organisation encore embryonnaire. On répétait à l'envi que, depuis 1808, notre organisation judiciaire s'était solidement établie et que son indépendance — avec les garanties qui en découlent — se trouvait, au contraire, compromise par l'article 10 qui méconnaissait le principe de la séparation des pouvoirs. On craignait surtout les abus que cet article rendait possibles. C'est pourquoi, son abrogation fut-elle demandée au nom de la liberté individuelle. Il fallut attendre de nombreuses années ; car les parlementaires qui, dans l'opposition, se montraient les plus vigoureux adversaires de l'article 10, oublièrent de le modifier, lorsqu'ils participaient au gouvernement.

La loi du 7 février 1933 l'abolit finalement. A peine venait-il de prendre place dans le musée juridique, qu'on songea à sa restauration. Il apparut qu'on privait ainsi la police du droit de saisie dans des matières où la célérité s'imposait ; par exemple en

1. Cass., 16 août 1862, précité ; 19 janv. 1866 (S., 66, 1, 87 ; D., 67, 1, 505) ; Tribunal des Conflits, 25 mars 1889 (D., 90, 3, 66).

2. FAUSTIN-HÉLIE, *op. cit.*, t. IV, n° 223.

cas d'espionnage, d'atteinte à la sûreté de l'État ou à l'ordre public. Or, dans ce domaine, les préfets paraissaient « mieux renseignés que les magistrats et mieux outillés pour agir avec le maximum de célérité¹ » ; alors que, le cas de flagrant délit mis à part, le juge d'instruction — ou le juge délégué — ne pouvait intervenir qu'après l'ouverture d'une information. Parlant du trafic des stupéfiants, M. Delmont disait, dans son rapport à la Chambre des Députés² : « Les faits ont démontré que les nécessités de la répression en ont pâti. C'est ainsi que le parquet de la Seine a déjà constaté une diminution sensible des procès-verbaux en ce qui concerne le trafic des stupéfiants. » Faut-il l'attribuer à la disparition de l'article 10 ? Nous ne le pensons pas ; car la loi du 13 juillet 1922 permet aux officiers de police judiciaire de pénétrer, à toute heure, dans les lieux où on use, en société, de stupéfiants.

Quoi qu'il en soit, le législateur a voulu satisfaire à ces nécessités pratiques qu'on lui dénonça, tant au Sénat qu'à la Chambre, en rétablissant, en 1935, l'article 10. Mais la réforme nouvelle, désireuse de respecter le principe de la séparation des pouvoirs, se contenta d'un texte de transaction. Elle n'a accordé aux préfets le droit de procéder à des actes

1. Rapport de M. BOIVIN-CHAMPEAUX, J. O., 1934, Doc. parl., n° 606.

2. J. O., 1935, Doc. parl. Ch. des Députés, n° 4, 539.

d'instruction qu'en cas d'atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat. Article 10, alinéa 1^{er} : « Les préfets des départements et le préfet de police à Paris pourront, s'il y a urgence, faire personnellement ou requérir les officiers de police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous actes nécessaires à l'effet de constater les crimes et délits contre la sûreté intérieure ou la sûreté extérieure de l'Etat et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir, conformément à l'article 8 de ce code. » Le renvoi fait à ce dernier texte n'en reste pas moins équivoque en raison de la regrettable généralité de ses termes et inexact puisque les officiers de police ne peuvent pas procéder à des perquisitions sans délégation du juge d'instruction, sauf le cas de crime flagrant. Il est vrai que la pensée du législateur ressort des travaux préparatoires de la loi de 1935, d'où il résulte qu'on a entendu restituer aux préfets une partie de leurs anciennes prérogatives. La rédaction nouvelle marque un progrès sur l'ancienne, car elle soumet le droit d'instruire — donc de perquisitionner — reconnu aux préfets, à des conditions précises.

SECTION I

Conditions d'exercice

En principe, le préfet peut accomplir tous actes d'instruction. Ses pouvoirs se trouvent, toutefois,

limités par des conditions d'exercice qui se ramènent à trois.

En premier lieu, le préfet ne peut intervenir qu'en présence d'un crime ou d'un délit. L'ancien article 10 l'autorisait à procéder à des actes de police judiciaire, même en matière de contraventions. La différence des textes est plutôt théorique, puisque, avant la loi du 7 février 1933, le préfet n'avait jamais fait usage de ses droits en matière de contraventions¹.

En second lieu, le crime ou le délit doit être dirigé contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat. Cette expression ne paraît pas beaucoup moins vague que celle d'ordre public, dont se servait le rapporteur de la loi, à la Chambre des Députés². Il faut, sans doute, entendre les crimes et délits prévus par le chapitre I^{er} — et peut-être II — du titre I du Livre III du C. P. (articles 75 à 102). En dehors de ces hypothèses, la formule énigmatique que le législateur a employée pourra, peut-être, conduire à des abus.

Enfin — troisième condition — les préfets ne peuvent agir que « s'il y a urgence ». Cette notion diffère évidemment de celle de flagrant délit ; comme celle d'atteinte à la sûreté extérieure et intérieure de l'Etat, elle reste étrangement imprécise.

1. M. GOYET, *Lois Nouvelles*, 1935, p. 74.

2. J. O., Ch. doc. art. n° 4, 539.

SECTION II

Caractéristiques du pouvoir des Préfets

Le pouvoir que l'article 10 confère au préfet de police à Paris et aux préfets des départements en province, leur est personnel. En raison de ce caractère, un préfet ne peut donc pas le déléguer à un sous-préfet ou à son secrétaire général. Toutefois, en cas d'empêchement du titulaire, celui qui fait fonction de préfet a qualité pour se prévaloir de l'article 10 (par exemple en cas de congé, de maladie...). D'un autre côté, la loi lui permet de procéder, lui-même, aux actes d'instruction, qu'il décide, ou de commettre des officiers de police judiciaire. La Cour de Paris s'est — à tort — contentée d'une commission verbale¹ ; il est nécessaire que les mandats de perquisition soient écrits et contiennent — c'est la règle en matière d'information — des mentions suffisantes de régularité : l'indication de la personne, l'objet de la recherche et la nature du délit².

Le 3^e alinéa de l'article 10, qui consacre ce principe de la délégation, met aussi en relief le caractère subsidiaire du pouvoir du préfet. C'était³ déjà l'opinion de la Jurisprudence avant la loi de 1933. Il en résulte que le préfet ne peut pas agir

1. C. Paris, 28 juil. 1925, précité.

2. Cass., 19 janv. 1866, précité.

3. Trib. Seine, 27 déc. 1900 : G. P., 1901, 1, 49.

concurrentement avec le procureur de la République et le juge d'instruction. Dès que ces magistrats sont saisis, le préfet doit s'abstenir, à moins que son investigation ne porte sur des faits étrangers au réquisitoire introductif. Déjà, sous l'empire du C. I. Cr., ce caractère subsidiaire résultait de circulaires qui recommandaient aux préfets de transmettre au procureur les pièces qu'ils saisissaient¹. La loi de 1935 a transformé cette simple recommandation administrative en une obligation légale, puisque l'article 10 nouveau, alinéa 2, ordonne au préfet d'informer le Parquet des actes d'instruction qu'il effectue : « Tout préfet qui aura fait usage des droits à lui conférés par le paragraphe précédent sera tenu d'en aviser le procureur de la République et de transmettre les pièces dans les vingt-quatre heures à ce magistrat qui se saisira de l'affaire. » Et dans son alinéa 3, l'article 10 envisageant la situation des officiers de police délégués par le préfet, leur fait un devoir « d'en donner avis sans délai au procureur de la République ».

1. Circ. Justice, 20 mars 1854 ; Circ. int., 4 août 1906 ; Rev. pénit., 1906, p. 1137,

CHAPITRE QUATRIÈME

AUTRES HYPOTHÈSES

Nous venons de voir que, sous certaines conditions et avec de nombreuses distinctions, le juge d'instruction, le procureur de la République ou ses auxiliaires et les préfets peuvent procéder à des visites domiciliaires. Nous n'avons, jusqu'ici, envisagé que l'instruction antérieure à la saisine de la juridiction de jugement. Nous avons, également, supposé que l'infraction qui nécessitait des recherches ressortissait aux juridictions de droit commun. Il nous reste à considérer succinctement deux hypothèses : celle où la juridiction de droit commun fait procéder à un supplément d'information et celle où une juridiction d'exception est compétente.

SECTION I

Supplément d'information

Le supplément d'information peut être confié par la Chambre des Mises en accusation, la Chambre des appels correctionnels ou par le tribunal correctionnel à l'un de leurs membres. Ces magistrats délégués peuvent-ils pratiquer des perquisitions ?

La question se pose uniquement lorsque la juridiction les charge d'un complément d'information sans spécifier les actes d'instruction qu'ils doivent accomplir. L'article 237 du C. I. Cr., relatif au conseiller délégué par la Chambre d'accusation, mentionne qu'il « fera constater par écrit toutes les preuves ou indices qui pourront être recueillis » ; autorise-t-il les perquisitions et saisies ? La Cour de Cassation l'a admis, par arrêt du 27 juillet 1907 ; car la constatation par écrit de preuves ou d'indices l'implique. Le conseiller doit, alors, suivre les mêmes règles que le juge d'instruction ¹.

Lorsque le tribunal correctionnel charge un de ses membres d'une instruction complémentaire, celui-ci peut entendre des témoins, procéder à des confrontations, dresser des procès-verbaux de constat. Il ne saurait pratiquer une visite domiciliaire, ni saisir des correspondances confiées à l'Administration des Postes ; ces droits n'appartiennent qu'aux juges d'instruction et à la Chambre d'accusation, en raison de leur gravité. Cette différence entre le pouvoir du juge d'instruction et celui du juge délégué s'explique car le premier tient son droit de la loi elle-même et le second du tribunal correctionnel qui ne lui transmet que ses propres pouvoirs ².

1. Cass., 27 juil. 1907 (S., 07, 1, 169, note M. ROUX) ; D. P., t. VII, p. 226.

2. D. P., t. VII, v^o *Instr. crim.*, n^o 969 ; LE POITTEVIN, *Dict.-form.*, op. cit., t. IV, p. 821 ; VIDAL et M. MAGNOL, op. cit., p. 870, note 1.

De son côté, le Président des assises a seul le droit de procéder — ou de faire procéder — à des perquisitions après l'arrêt de renvoi de la Chambre des Mises en accusation, car l'article 303 du C. I. Cr., relatif à l'audition de nouveaux témoins, n'est pas considéré comme restrictif ¹. Une fois saisie, la Cour d'assises ne peut décider qu'une mesure d'instruction de droit commun ².

SECTION II

Infractions spéciales

Les juges d'instruction militaires et les officiers de police judiciaire militaires peuvent perquisitionner et saisir les pièces à conviction, en temps de paix et de guerre : Ch. III du titre II de la loi du 9 mars 1928 portant révision du Code de Justice Militaire pour l'armée de terre.

A la Haute Cour de Justice, une Commission de 9 sénateurs, nommés chaque année au début de la session ordinaire au scrutin de liste en séance publique et sans débat, s'occupe de l'instruction et de la mise en accusation (article 7 de la loi du

1. Cass., 18 janv. 1855 (B., n° 14), 12 fév. 1880 (D., 80, 1, 191 ; S., 81, 1, 149) ; 22 déc. 1881 (D., 82, 1, 192) ; 5 sept., 1901 (D., 1903, 1, 622).

2. Cass., 12 mars 1857 (D., 57, 1, 182) ; 27 déc. 1860 (D., 61, 5, 127) ; 5 avr. 1861 (D., 61, 1, 237).

10 avril 1889). Elle choisit son président auquel l'article 8 reconnaît les droits d'un juge d'instruction, en particulier celui de procéder aux perquisitions et saisies, sans que la loi édicte aucune restriction.

CONCLUSION

Tels sont les agents admis par la loi à participer aux perquisitions et aux saisies. En dehors de tout texte, aucune autre personne n'a qualité pour y recourir. C'est ainsi, que le rapporteur chargé, par le juge d'instruction, d'enquêter sur la situation matérielle et morale d'un inculpé de 13 ans, ne peut pas faire de visite domiciliaire, tout au moins sans le consentement du propriétaire¹.

Il n'en reste pas moins, que, en droit commun, le nombre des personnes autorisées à pratiquer des perquisitions et saisies — envisagées comme mesures d'instruction — est considérable : juge d'instruction, procureur de la République et ses auxiliaires, préfets, conseillers chargés de l'instruction par la Chambre des Mises en accusation, président des assises. Cette compétence reconnue à tant de magistrats paraît traduire, chez le législateur, un souci légitime d'assurer une répression certaine des infractions. Pourtant le droit reconnu à des auxiliaires du procureur, sur délégation du juge

1. VIDAL et MAGNOL, *op. cit.*, p. 207.

d'instruction, risque de compromettre la liberté individuelle, dont l'inviolabilité du domicile est l'une des manifestations les plus tangibles. Puisque le législateur s'est cru obligé d'autoriser aussi largement les perquisitions, tout au moins doit-il les entourer de formalités protectrices que nous étudierons, après avoir envisagé les heures et lieux des visites domiciliaires.

TITRE SECOND

Heures des perquisitions et saisies

Avec la quasi-unanimité de la doctrine, la Jurisprudence déclare que la perquisition ne peut avoir lieu que le jour ; qu'il est interdit d'y procéder la nuit. A peine le principe est-il posé, qu'on doit rechercher les textes d'où on l'infère, sa portée et les exceptions qu'il subit.

CHAPITRE PREMIER

TEXTES RELATIFS A L'INVIOLABILITÉ DU DOMICILE

Les textes édictant l'inviolabilité du domicile, pendant la nuit, sont assez nombreux. On cite parfois une circulaire de la Chancellerie du 23 germinal an IV rappelant l'article 359 de la Constitution du 5 fructidor an II¹. On se plaît surtout à repro-

1. LE POITTEVIN, C. I. Cr. annoté, art. 89, sect. I.

duire l'article 76 de la loi du 22 frimaire an VIII qui interdit à quiconque de pénétrer, pendant la nuit, dans le domicile d'un citoyen¹.

Ainsi, sous couleur d'assurer l'inviolabilité du domicile, on fait peu de cas d'un texte, pourtant formel, du C. I. Cr. : l'article 36, en vertu duquel le procureur se transportera « *de suite* » dans le domicile du prévenu, aux fins de perquisition et de saisie. Il est relatif aux crimes flagrants et doit s'appliquer au juge d'instruction, dans la même hypothèse (article 59). Les auteurs qui se sont aperçus de sa rédaction — fort claire² — soutiennent qu'il ne saurait déroger à la défense expresse incluse dans la Constitution de l'an VIII. On voudrait connaître les raisons de ce jugement. A notre avis, la solution est loin de s'imposer. Le texte de l'article 36 est catégorique et il a, sur la constitution de l'an VIII, l'avantage d'être postérieur et spécial, puisqu'il regarde une catégorie limitée d'actes. Il serait d'ailleurs impossible de faire admettre la nullité d'une perquisition pratiquée la nuit. En effet, rien dans les travaux préparatoires ne permet de prétendre que les rédacteurs de l'article 36 aient entendu déroger à l'Ancien Droit³. On ne peut,

1. FAUSTIN-HÉLIE, t. IV, n° 1.812 ; GARRAUD, t. III, n° 906 ; LE POITTEVIN, C. I. Cr. ann., art. 89, sect. I, § 2.

2. MANGIN, *op. cit.*, t. I, n° 222 ; FAUSTIN-HÉLIE, t. IV, n° 1.812 ; LE POITTEVIN, C. I. Cr. ann., art. 36, p. 238.

3. CARNOT, *op. cit.*, art. 36, n° 6.

non plus, arguer de l'anticonstitutionnalité du texte, les tribunaux français se refuseraient à en juger.

Bien que, rationnellement, l'ordre public n'exige pas de respecter le domicile la nuit plutôt que le jour¹; en l'état actuel des textes, il est évident que, hors le cas de crime flagrant, la constitution de l'an VIII reprend son empire². L'inviolabilité du domicile peut alors se justifier par des raisons de tranquillité sociale : le législateur n'a pas voulu troubler la paix du foyer pendant la nuit. Mais que faut-il entendre par la « nuit » ?

1. M. BESNARD, *op. cit.*, p. 87.

2. LE POITTEVIN, *C. I. Cr. ann.*, art. 89 ; contra : GARÇON, *C. P. annoté*, art. 184, nos 68 et 69.

CHAPITRE SECOND

DÉTERMINATION DE LA NUIT

On chercherait vainement, dans le C. I. Cr., un texte qui permît de préciser le sens du mot « nuit ». La doctrine et la Jurisprudence l'interprètent par référence à l'article 1037 du C. P. Civ., relatif aux actes de procédure ou d'exécution. Il en résulte qu'une perquisition ne peut être opérée « depuis le 1^{er} octobre jusqu'au 31 mars, avant six heures du matin et après six heures du soir ; et depuis le 1^{er} avril jusqu'au 30 septembre, avant quatre heures du matin et après neuf heures du soir ¹ ».

Cette détermination de la nuit a été reprise par l'article 1^{er} du décret du 4 août 1806 « relatif au temps de nuit pendant lequel la gendarmerie ne peut entrer dans la maison des citoyens² ; l'article 181 de l'ordonnance du 29 octobre 1820 et par l'article 169 du décret du 20 mai 1903 sur la gendarmerie. En application de ce principe, il n'y a pas à tenir compte de l'heure solaire, mais seulement de l'heure légale. La Cour de Poitiers³ a admis la régularité d'un

1. V. auteurs précités et ORTOLAN, n° 2.233.

2. *Bulletin des Lois*, 4^e S. B., 110, n° 1.806.

3. C. Poitiers, 12 déc. 1930 : G. P., 1931, 1, 227.

constat d'adultère fait à 4 heures du matin, heure légale — par application de la loi du 24 mai 1923 — alors qu'il n'était que 3 heures, heure solaire.

Si la nécessité de procéder à une perquisition se fait sentir pendant la nuit, le magistrat instructeur — ou l'officier de police — doit se contenter de faire cerner la maison et d'en surveiller les issues.

D'ailleurs, lorsque le juge d'instruction envoie une commission rogatoire aux fins de perquisition et de saisie, il ne manque pas de rappeler l'officier de police qu'il délègue, à l'observation de l'article 1037 du C. Pr. Civ.¹.

1. M. SIGNOREL, *op. cit.*

CHAPITRE TROISIÈME

EXCEPTIONS

L'inviolabilité du domicile, pendant la nuit, subit certaines exceptions. Il est peu important de mentionner, ici, qu'il en est ainsi ¹ en cas d'inondation, d'incendie ou de réclamation venant de l'intérieur. Il est, au contraire, plus intéressant de poser certaines exceptions notables.

En premier lieu, une perquisition commencée de jour peut être valablement continuée la nuit, même contre le gré du propriétaire. Les auteurs insistent sur ce fait que le législateur a surtout entendu interdire « le trouble, à une heure indue, de la tranquillité du foyer ² ». Dans l'hypothèse envisagée, cette objection fait défaut. Aussi, la Jurisprudence admet-elle la validité de semblable visite ³.

Aux termes de l'article 9 du décret des 19-22 juillet 1791, les officiers de police judiciaire peuvent « à l'égard des lieux où tout le monde est admis indistinctement, tels que cafés, cabarets, boutiques et

1. Lois du 5 fructidor an III, 28 germinal an VII, 22 frimaire an VIII.

2. FAUSTIN-HÉLIE, *op. cit.*, t. IV, n° 1.812 ; MANGIN, *op. cit.*, t. II, n° 223 ; TRÉBUTIEN, *op. cit.*, n° 471 ; LE POITTEVIN, *C. I. Cr. ann.*, art. 36, n° 17 ; art. 89, sect. I, § 2, n° 5.

3. Cass., 22 juin 1911 : B., n° 321.

autres, ... toujours y entrer, soit pour prendre connaissance des désordres et contraventions aux règlements, soit pour vérifier les poids et mesures, le titre des matières d'or et d'argent, la salubrité des comestibles et médicaments ». Il ne faut pas se méprendre sur le sens de l'adverbe « toujours » qui signifie « de nuit, comme de jour, pendant tout le temps que le public y est admis et comme le public lui-même », suivant la formule d'un arrêt de la Cour de Cassation, en date du 4 novembre 1905 ¹. Pour savoir si les lieux où l'officier de police veut prendre connaissance des désordres ou contraventions aux règlements admettent l'entrée de tout le monde indistinctement, il ne faut pas se fier aux apparences. C'est ainsi que la Cour Suprême a admis la régularité d'une perquisition opérée par un commissaire de police, dans un cercle où l'admission du public était, parfois, soumise à certaines conditions dans le but de « tromper sur le caractère du cercle qui n'était, en réalité, qu'une maison ouverte au public ² ».

La compétence de l'officier de police existe même — et surtout — lorsque l'établissement reste ouvert au delà de l'heure de fermeture fixée par arrêté préfectoral. Toutefois, si les officiers ne peuvent pas y pénétrer pour relever cette contravention sans qu'aucun indice ne leur en fasse supposer l'existence, ils

1. Cass., 4 nov. 1905 (B., n° 479 ; D., 07, 1, 439).

2. Cass., 9 avr. 1908 : B., n° 148 ; G. P., 08, 1, 590 ; D., 1910, 1, 112.

ont incontestablement ce droit « lorsqu'ils constatent de l'extérieur des circonstances d'où résulte une grave présomption d'infraction à la défense de recevoir ou retenir des buveurs après l'heure fixée ; autrement la précaution de fermer la porte d'entrée et le refus de l'ouvrir à aucun agent de l'autorité suffiraient pour commettre impunément des contraventions dans l'établissement ¹ ».

En dehors de cette admission du public, l'article 9 perd toute application ².

L'article 10 du même décret des 19-22 juillet 1791 autorise, également, les officiers de police à pénétrer à toute heure dans les maisons où l'on donne habituellement des jeux de hasard, sur la désignation de deux citoyens et dans les lieux notoirement livrés à la débauche. Observons que la désignation par deux citoyens n'est pas nécessaire si la maison de jeux est ouverte à tout venant ³. En ce qui concerne les lieux notoirement livrés à la débauche, par jugement du 22 novembre 1921 ⁴, le tribunal correctionnel d'Avignon a refusé d'assimiler à un lieu de débauche un hôtel meublé fréquenté par des couples venant du dehors ; car, il faut entendre par lieux de débauche : « les maisons, tolérées ou non, où se tiennent notoirement à la disposition de la clientèle

1. Cass., 22 nov. 1872 : D., 72, 1, 381.

2. Cass., 19 nov. 1829 : J. P., t. XXV, p. 1527 et les arrêts précités.

3. Arrêts de 1905 et 1908 précités.

4. D., 1922, 2, 77, note M. N. ; G. P., 22, 1, 478.

des filles de mœurs légères ». La Chambre Criminelle, dans un arrêt du 7 août 1929, a déclaré notoirement livré à la débauche un estaminet « connu pour être un lieu de prostitution clandestine ¹ ». Les arrêtés préfectoraux qui régissent ces lieux aident, parfois, à les qualifier.

Les autorités judiciaires peuvent, aussi, pénétrer de nuit dans l'intérieur des gares et l'enceinte des chemins de fer : article 297 du décret du 1^{er} mars 1854. Une circulaire prise en exécution de ce décret (15 septembre 1855) fait un devoir aux magistrats de n'user de cette faculté que si elle est commandée par la nécessité ; de même qu'elle invite les agents des chemins de fer à n'y dresser aucune entrave.

De son côté, la loi du 13 juillet 1922 (article 2) permet aux officiers de police judiciaire de visiter, à toute heure, les lieux où on use en société de stupéfiants.

Enfin, l'introduction en tout temps, en vue de faire cesser une séquestration arbitraire, semble postulée par les articles 615 et 616 du C. I. Cr. ². Les auteurs reconnaissent que cette exception à la loi de frimaire an VIII est plus douteuse que les précédentes ³.

1. B., n° 234 ; D., 29, 1, 156 ; G. P., 29, 2, 681.

2. MANGIN, *op. cit.*, t. I, p. 370 ; FAUSTIN-HÉLIE, *op. cit.*, t. IV, n° 1812.

3. ORTOLAN, *op. cit.*, n° 2235 ; GARRAUD, *op. cit.*, t. III, n° 906.

Au sujet de ces exceptions, il importe de souligner qu'il y a une différence profonde entre le droit de perquisitionner la nuit et le droit de s'introduire, pendant ce temps, dans des lieux ouverts au public. En vertu du décret de 1791, les officiers de police sont autorisés à pénétrer dans un but précis : relever des désordres ou des contraventions aux règlements, vérifier le titre des matières d'or, etc... Ce texte qui les habilite à procéder à de tels actes ne les autorise nullement, lorsqu'ils ont pénétré dans les lieux visés, à pratiquer des actes d'instruction — comme des perquisitions — sans délégation du juge d'instruction ; sauf le cas de crime flagrant.

TITRE TROISIÈME

Lieux des perquisitions et saisies

Le procureur de la République et ses auxiliaires n'ont qualité pour procéder à des perquisitions et à des saisies qu'au domicile des prévenus ou de leurs complices. Par contre, le juge d'instruction a le droit d'en pratiquer en tous lieux censés renfermer des pièces de conviction (article 87 C. I. Cr., alinéa 3).

Sous le bénéfice de ces principes, le loi ne s'embarasse d'aucune distinction : peu importe qu'il s'agisse d'un lieu public ou privé. Tout au plus exige-t-elle des garanties supplémentaires pour les établissements universitaires, militaires, lazarets et autres lieux réservés, et les chambres du Parlement.

Etablissements universitaires

En vertu de l'article 157 du décret du 15 novembre 1811, un officier de police judiciaire — ou le juge d'instruction — ne peut pénétrer dans les lycées, écoles, facultés « pour y constater le corps d'un délit ou pour l'exécution d'un mandat d'amener dirigé contre les membres ou élèves » qu'avec l'auto-

risation spéciale et écrite du procureur général (ou de l'un de ses substituts) ou du procureur de la République; sauf en cas de crime flagrant, d'incendie, de secours réclamé de l'intérieur. On applique ce texte aux perquisitions opérées dans ces établissements¹.

Etablissements militaires

Pour y perquisitionner, le juge d'instruction doit adresser une réquisition à l'autorité militaire qui doit le laisser exécuter cet acte d'information : article 32 de la loi du 9 mars 1928.

Lazarets ou autres lieux réservés

Seules, les autorités sanitaires peuvent exercer les fonctions de police judiciaire et le juge d'instruction ne peut pas y entrer².

Sénat et Chambre des Députés

Le juge d'instruction doit adresser une demande, par la voie hiérarchique, au garde des sceaux qui la transmet, suivant les cas, au président de l'une de ces Chambres³.

Domicile des agents diplomatiques

Seul leur domicile est soustrait à l'action de la

1. M. MIMIN, *op. cit.*, p. 168 et 169.

2. Loi 3 mars 1822 ; ord. 17 avr. et 7 août 1822.

3. Circ., 28 mars 1896 : B. off., p. 22.

justice. Le juge d'instruction ne peut y pénétrer pour perquisitionner. Cette solution découle de l'immunité diplomatique.

Cette exception et ces restrictions posées, il faut retenir qu'aucun lieu n'échappe aux investigations du magistrat instructeur. Les perquisitions et saisies peuvent aussi bien être entreprises au domicile d'un parlementaire ¹ que dans le cabinet d'un avocat ou d'un médecin, l'étude d'un avoué ou d'un notaire. Les seules difficultés théoriques que soulèvent ces dernières opérations ont été envisagées avec l'objet des saisies. Cette latitude reconnue au magistrat s'imposait si on voulait lui accorder autre chose qu'un pouvoir nominal. L'intérêt de la justice l'exigeait.

Faut-il en conclure que le juge d'instruction a le droit d'étendre à tout un quartier ou à un village des mesures d'information qui se sont révélées inefficaces, au domicile d'un habitant ? On lui reconnaît généralement ce droit, à condition qu'il y ait de fortes présomptions étayées sur de sérieuses vraisemblances ².

1. Assemblée Nationale, 27 juin 1849 : D., 49, 3, 53.

2. FAUSTIN-HÉLIE, t. III, n° 1808 ; GARRAUD, t. III, n° 904.

TROISIÈME PARTIE

Formalités des Perquisitions et Saisies

En vue de soustraire les prévenus à l'arbitraire de l'agent informateur, la loi l'oblige à respecter des formalités protectrices de la liberté individuelle. C'est ainsi qu'elle prescrit la présence de certaines personnes, pose des garanties destinées à assurer l'identité et l'intégralité des objets saisis dont elle fixe le sort.

TITRE PREMIER

Présence de certaines personnes

CHAPITRE PREMIER

PRÉSENCE DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE

Aux termes de l'article 62 du C. I. Cr. : « Lorsque le juge d'instruction se transportera sur les lieux, il sera toujours accompagné du procureur du Roi et du greffier de son tribunal. » En l'absence de texte spécial relatif aux visites domiciliaires, il fallait, avant 1933, en conclure qu'en cette matière la présence du procureur s'imposait à peine de nullité¹. Mais, devant les difficultés pratiques auxquelles eût conduit cette solution, certains auteurs² et la Jurisprudence n'exigeaient pas l'assistance du Ministère Public³. Faustin-Hélie estimait que le juge d'instruction devait seulement informer le

1. CARNOT, t. I, p. 298, n° 1 ; MASSABIAU, *Manuel du Ministère Public*, t. II, n° 2.332 ; GARRAUD, t. IV, n° 451.

2. FAUSTIN-HÉLIE, *op. cit.*, t. IV, n° 1789 ; M. MIMIN, *op. cit.*, p. 153 et 154.

3. Montpellier, 25 juin 1846 : J. P., 1846, 2, 129 ; Pau, 25 juin 1910 : D., 1912, 2, 89.

Parquet de la perquisition qu'il se proposait d'effectuer ; tandis que la Cour de Pau déclarait cette formalité inutile.

La loi de 1933 a résolu cette question dans le nouvel article 88 du C. I. Cr., dont le 1^{er} alinéa dispose : « Lorsque le juge d'instruction doit se transporter sur les lieux ou procéder à une perquisition, il en donne avis au procureur de la République. » Il s'ensuit qu'après avoir donné cet avis, le juge d'instruction n'a pas à attendre le procureur dont la présence n'est pas exigée. Quant à l'article 62 du C. I. Cr., il ne s'applique plus à la matière des perquisitions, régie désormais par un texte spécial.

CHAPITRE SECOND

PRÉSENCE DU MAITRE DE MAISON

Distinguons suivant que la visite a lieu au domicile du prévenu ou d'un tiers.

SECTION I

Perquisition au domicile d'un prévenu

La présence du prévenu apparaît comme particulièrement désirable. Elle répond, en effet, à son propre intérêt, aussi bien qu'à celui de la justice dont les opérations échapperont d'autant plus à la critique qu'elles auront été conduites contradictoirement. Faustin-Hélie note justement : « Les charges ne sont régulièrement acquises que lorsqu'elles sont soumises à la contestation incessante de la défense¹. » Cette assistance du prévenu se fait sentir davantage durant les saisies car (nous y reviendrons) l'intéressé devra s'expliquer sur les objets retenus par le magistrat instructeur.

Est-ce à dire que cette présence soit toujours

1. FAUSTIN-HÉLIE, *op. cit.*, t. IV, n° 1810.

obligatoire ? La réponse à cette question varie suivant que l'inculpé est, ou non, arrêté : articles 39 et 87 du C. I. Cr.

§ 1^{er}. — *L'inculpé est détenu*

En principe, la perquisition sera faite en sa présence, qu'il y ait ou non flagrant délit. Aussi, le juge d'instruction donnera-t-il à la police ou à la gendarmerie l'ordre d'extraire l'inculpé et de le conduire sur les lieux de la perquisition.

Refuse-t-il ou se trouve-t-il dans l'impossibilité d'y assister ? Il pourra, alors, se faire remplacer par un fondé de pouvoir de son choix. Dans le silence des textes, cette procuration n'est soumise à aucune forme spéciale : il suffira que le procès-verbal de perquisition mentionne le nom de la personne désignée par le prévenu ¹.

Au refus et à l'impossibilité, l'article 87 assimile le cas « où il est détenu hors de l'arrondissement dans lequel doit avoir lieu la perquisition ».

A défaut de fondé de pouvoir, dans l'hypothèse du flagrant délit (article 39), le prévenu pourra nommer deux témoins qu'il désignera.

Encore faut-il expliquer la formule « s'il ne veut ou ne peut y assister » dont se servent les articles 39 et 87, alinéa 4. Pour Mangin, il s'agissait du cas où « le prévenu arrêté ne peut être transporté et celui

1. CARNOT, t. I, p. 245 ; DUVERGER, t. II, p. 80.

où il n'a pas été arrêté ¹ ». Semblable interprétation pouvait, à la rigueur, s'induire du C. I. Cr. qui envisageait seulement l'hypothèse où le prévenu est arrêté. Il va sans dire que l'expression dont use le législateur se réfère exclusivement au cas de détention puisque les textes actuels envisagent ensuite la situation du prévenu non arrêté.

Restons dans l'hypothèse où un mandat de dépôt ou d'amener a été décerné contre le prévenu. Il se peut que ce dernier refuse de nommer un fondé de pouvoir ou deux témoins. Pour donner toute garantie à l'instruction, les témoins seront requis par le magistrat instructeur ; c'est-à-dire, au cas de flagrant délit, par le procureur de la République ou ses auxiliaires, non pas — comme le disait l'article 39, alinéa 1 (rédaction 1933) — par le juge d'instruction ; et, au cas d'information, par ce dernier ou son délégué.

Parmi quelles personnes seront choisis ces témoins ? Au cas de flagrant délit, le procureur désignera deux membres de la famille du prévenu, présents au lieu de la perquisition : article 39, alinéa 1 nouveau. L'article 39 — texte 1933 — parlait improprement « de membres de la famille présente au lieu de la perquisition ». Il est évident que l'adjectif « présent » se rapporte plutôt aux membres qu'à la famille. Voilà le principe. Mais, si aucun membre

1. MANGIN, *op. cit.*, t. I, p. 151.

de la famille ne se trouve sur les lieux, les deux témoins (ou un seul si un membre de la famille est présent) seront requis par le procureur. Cette désignation n'intervient, notons-le, qu'à défaut de parents. Il n'appartient donc pas, à notre avis, d'éliminer ces derniers, sans raison ; sauf évidemment pour motifs graves (par exemple : manque de respect au magistrat, entraves à la perquisition, etc.). L'article 39, en effet, spécifie qu'on ne peut recourir à la nomination des deux témoins que « *subsidiairement* ».

L'idée qui préside à ces dispositions nous semble particulièrement heureuse : on ne saurait mieux remplacer le prévenu que par des représentants de sa famille.

Ceux-ci doivent être présents au « lieu de la perquisition ». Qu'est-ce à dire ? Faut-il entendre par là le domicile du prévenu ou la localité qu'il habite ? En raison des difficultés qu'entraînerait cette dernière interprétation, il faut décider qu'il s'agit de parents présents au domicile du prévenu.

Au cas d'information, l'article 87, alinéa 4 dispose que si l'inculpé ne veut pas — ou ne peut pas — désigner un fondé de pouvoir, « la perquisition a lieu en présence de deux témoins requis par le juge d'instruction ». Dans cette hypothèse, le législateur n'exige donc pas que les témoins soient choisis, d'abord et de préférence, parmi les parents, comme au cas de flagrant délit.

Pourquoi le législateur n'a-t-il pas posé de règles identiques lorsqu'il y a crime flagrant ou information ouverte ? Une telle différence ne s'explique que par le souci du législateur de se montrer plus rigoureux quand la perquisition peut être l'œuvre d'un simple officier de police judiciaire qui n'offre pas suffisamment de garanties. Il n'en reste pas moins que la présence de parents serait fort désirable, en toute hypothèse. Cela revient à dire que le législateur aurait pu uniformiser le système légal et exiger, dans les deux cas, la présence des mêmes personnes, ce que faisait, d'ailleurs, l'ancien article 89 en renvoyant à l'article 39. En dépit de ce précédent, la législateur moderne a également admis des solutions différentes lorsque l'inculpé est libre.

§ 2. — *L'inculpé est libre*

Cette situation n'était pas prévue par le C. I. Cr. ; car, en 1808, la liberté provisoire, impossible en matière de crimes, restait très exceptionnelle en matière de délits. On admettait, toutefois, que l'inculpé avait le droit d'assister à la perquisition ou de s'y faire représenter, toujours en vertu de cette idée que les résultats d'une mesure d'instruction s'imposent d'autant mieux que celle-ci se passe en présence de celui qui en est l'objet. Le Poittevin semblait même faire un devoir moral, pour le juge d'instruction, de convoquer l'inculpé « d'urgence »

à son cabinet pour le conduire sur les lieux de ses recherches¹. Cet auteur reconnaissait, du reste, qu'aucune nullité ne résultait de l'inobservation de cette formalité que la loi n'exigeait point.

Les lois de 1933 et de 1935 ont résolu cette hypothèse de la façon suivante :

Au cas de flagrant délit « il pourra — article 39, alinéa 2 — assister à toute perquisition faite à son domicile, mais sans qu'il y ait lieu de lui en donner préalablement avis ». S'il refuse ou ne peut assister, parce qu'il est empêché ou absent, par exemple ; le magistrat instructeur fera appel, comme dans le cas de détention et selon les mêmes distinctions, au fondé de pouvoir, aux deux témoins nommés ou requis (l'article 39 alinéa 3 renvoyant au 1^{er} alinéa).

Au cas d'instruction, l'inculpé « sera invité à assister à la perquisition » s'il est libre et présent (article 87, alinéa 5) ; car le juge d'instruction n'a pas à l'avertir, par avance, de la mesure envisagée. En cas d'empêchement, l'inculpé pourra se substituer un fondé de pouvoir (article 87, alinéa 6). De quel empêchement peut-il bien s'agir ? puisque l'alinéa 7 du même article prévoit le cas où le prévenu est absent, celui où il ne peut pas et celui où il ne veut pas désigner son fondé de pouvoir. En vertu de

1. LE POITTEVIN, *C. I. Cr.*, art. 89, § I, n^{os} 13 et 14.

ce texte, il appartiendra au juge d'instruction de désigner deux témoins.

Comme dans l'hypothèse de détention, le prévenu non arrêté bénéficie donc de quelques garanties supplémentaires au cas de flagrant délit.

SECTION II

Perquisition au domicile d'un tiers

Il faut entendre par tiers toute personne, non prévenue d'un délit, qui est présumée détenir des objets utiles à la manifestation de la vérité. Le C. I. Cr. n'avait pas envisagé cette situation. Il est vrai qu'il se bornait, dans son article 89, à renvoyer aux articles 35 et sq. relatifs aux droits du procureur de la République qui ne peut pas perquisitionner ailleurs que chez un inculpé. En présence de cette négligence du législateur, il semblait naturel de décider que le juge d'instruction pouvait se dispenser de la présence du tiers. Dans la pratique, pourtant, le magistrat faisait ses efforts pour l'assurer. Cette assistance, préconisée notamment par Faustin-Hélie et Le Poittevin¹, se recommandait par son extrême utilité. Elle permettait au tiers de sauvegarder ses droits en suivant les opérations de l'information et au juge d'instruction d'obtenir

1. FAUSTIN-HÉLIE, t. IV, n° 1.811 ; LE POITTEVIN, C. I. Cr. ann., art. 89, sect. I, § I, n° 8 à 19.

des explications sur les objets trouvés. Lorsque le tiers était présent, le magistrat n'avait pas à l'avertir à l'avance ; il suffisait qu'il lui en donnât connaissance lors de la perquisition. Faustin-Hélie permettait même au tiers de désigner verbalement un fondé de pouvoir.

Cette pratique respectait trop bien les intérêts des citoyens pour échapper au législateur de 1933. C'est pourquoi l'article 87, alinéa final, que la loi de 1935 a maintenu, dispose que le juge d'instruction invitera le tiers à assister à la perquisition. En cas d'empêchement ou d'absence, le juge devra requérir deux membres de la famille du tiers, présents sur les lieux ou, à défaut, deux témoins. Le législateur a omis d'envisager le cas où le tiers refuse d'assister à la perquisition. Il faut, selon nous, étendre à cette hypothèse la solution admise en cas d'absence : le refus ne consiste-t-il pas en une absence volontaire ? L'intérêt de la défense et de l'instruction exigent toujours un certain caractère contradictoire. A lui seul, d'ailleurs, l'esprit de la loi de 1933 suffit à légitimer cette solution.

CHAPITRE TROISIÈME

PRÉSENCE DE L'AVOCAT

L'article 9 de la loi du 8 décembre 1897 exige sa présence pendant les interrogatoires et confrontations. Il en résulte que, dans le silence de cette loi et du C. I. Cr., le juge d'instruction n'a pas, en principe, à notifier aux conseils les ordonnances et les mandats de perquisition qui s'analysent en de simples actes d'information. Au surplus, cette notification risquerait d'entraîner des inconvénients, en raison d'indiscrétions toujours possibles.

Une réserve doit pourtant être faite. Il arrive, parfois, que le juge d'instruction soit amené, au cours d'une perquisition, à faire subir à l'inculpé un véritable interrogatoire et, le cas échéant, une confrontation. Alors — article 9 de la loi de 1897, alinéa 2 — le juge se trouve dans l'obligation d'informer le Conseil (vingt-quatre heures à l'avance) de la perquisition qu'il (abandonne et) reporte à une autre date¹. La Jurisprudence l'admet².

Ce n'est pas à dire que toute perquisition dégénère

1. LE POITTEVIN, *C. I. Cr. ann.*, art. 9, loi 8 déc. 1897.

2. Cass., 8 déc. 1899 : B., n° 356 ; D., 1903, 1, 457.

obligatoirement en un véritable interrogatoire « nécessitant la convocation du Conseil vingt-quatre heures à l'avance et la mise à sa disposition préalable de la procédure », comme le soutient M. Henri-Prudhomme¹. Sans doute, la loi ordonne-t-elle au magistrat instructeur d'interpeller l'inculpé sur les objets trouvés à son domicile : sur leur provenance et leur nature ; il s'agit, alors, moins de réponses que « d'indications spontanément données », selon la formule de la Chambre Criminelle dans un arrêt du 30 mai 1933². Là se borne son rôle³. Que si, dépassant cette interpellation, le magistrat entend discuter les déclarations du prévenu et, au besoin, le confronter, il doit, incontestablement, respecter les formalités de la loi de 1897. En définitive, avant d'entreprendre une perquisition où il suppose qu'il devra procéder à un véritable interrogatoire, le juge devra en aviser le Conseil. Cette nécessité peut, il est vrai, présenter un inconvénient en retardant l'accomplissement d'une mesure peut-être urgente. C'est pourquoi, dans ce cas et dans celui où la nécessité d'interroger le prévenu se fait sentir en cours de perquisition, ne peut-on avec Marcy⁴ que recommander au juge — toutes les fois que cela est possible — d'apposer des scellés

1. *Rev. Pén.*, 1905, p. 72.

2. B., n° 125 ; G. P., 1933, 2, 460.

3. D. P., t. VII, n° 640.

4. MARCY, *op. cit.*, n° 1406.

sur tous les objets. Il convoquera, ensuite, le prévenu et son conseil en présence desquels il lèvera les scellés et commencera les saisies. Cette pratique, très utile, a été prévue par une circulaire du 23 février 1887¹. Si elle est impossible, le juge d'instruction peut, en vertu de l'article 7 de la loi du 8 décembre 1897, procéder à un interrogatoire immédiat, si l'urgence résulte, notamment, d'indices sur le point de disparaître².

Cette question ne se pose pas au cas de flagrant délit ; car alors « les prescriptions de la loi de 1897 sont à raison des délais... incompatibles avec la procédure rapide du flagrant délit³ ». La présence de l'avocat n'est donc à envisager que s'il y a information ouverte, tout comme la présence éventuelle du greffier à la perquisition.

1. Citée par M. HENRI-PRUDHOMME, *Rev.*, 1905, p. 73.

2. Cass., 30 juin 1932 : G. P., 32, 2, 291.

3. GARRAUD, *op. cit.*, t. III, n° 953.

CHAPITRE QUATRIÈME

PRÉSENCE D'UN GREFFIER

Son assistance est indispensable pour la validité de tous actes d'instruction¹. L'article 88 du C. I. Cr. l'exige expressément, dans son 2^e alinéa : « Le juge d'instruction est toujours assisté du greffier du tribunal. » Les fonctions en sont remplies par le greffier en chef, qui est tenu de prêter son concours² et, en cas d'absence ou de tout autre empêchement, par l'un de ses commis-greffiers³. A défaut, le juge pourrait s'adjoindre tout citoyen français, âgé de 21 ans au moins, auquel il fait prêter serment de bien et fidèlement remplir la fonction de greffier⁴.

Mention de l'empêchement des titulaires ; du nom et de l'âge de leur remplaçant, du serment qu'il a prêté, figurera dans le procès-verbal de perquisition sous peine de nullité⁵.

1. Cass., 27 fév. 1909 : B., n° 137.

2. Décret du 18 août 1810, art. 25.

3. Cass., 3 sept. 1852 : B., n° 308 ; D., 52, 5, 321.

4. LE POITTEVIN, *C. I. Cr. ann.*, art. 89, sect. I, § 3, n° 8 ; loi du 10 déc. 1927 ; M. DESWARTE, *op. cit.*, p. 65.

5. Cass., 19 juil. 1907 : S., 1910, 1, 409 ; 3 fév. 1922 : S., 22, 1, 92.

CHAPITRE CINQUIÈME

PRÉSENCE DU COMMISSAIRE DE POLICE OU D'AUTRES PERSONNES

Le procureur de la République et ses auxiliaires n'ont pas de greffier. Aussi, l'article 42 du C. I. Cr. exige-t-il la présence « du commissaire de police de la commune dans laquelle le crime ou le délit aura été commis, ou du maire, ou de l'adjoint du maire, ou de deux citoyens domiciliés dans la même commune ».

L'alinéa 2 y apporte la réserve suivante : « Pourra néanmoins le procureur du Roi dresser les procès-verbaux sans assistance de témoins, lorsqu'il n'y aura pas possibilité de s'en procurer tout de suite. »

Lorsque le juge d'instruction perquisitionne d'office, dans la même hypothèse (celle du crime flagrant), il peut se dispenser de l'assistance d'un greffier et suivre les prescriptions de l'article 42 (argument de l'article 59 du C. I. Cr.)¹.

1. LE POITTEVIN, *C. I. Cr. ann.*, art. 59, n° 15 ; M. MIMIN, *op. cit.*, p. 202.

CHAPITRE SIXIÈME

PRÉSENCE DE L'EXPERT

En toute hypothèse, le magistrat qui perquisitionne peut se faire assister d'un expert ¹.

CONCLUSION

La présence du prévenu ou de témoins, en cas d'information et de flagrant délit, reste, en fin de compte, une des plus importantes garanties du citoyen et du respect dû à son domicile. Cette présence pourra suffire (article 42, alinéa 2) en matière de flagrant délit car, en raison même des circonstances, la preuve ne sera que difficilement discutée. Au cas d'information, la présence obligatoire du greffier, d'une part, s'explique parce que la loi en a fait l'assistant qualifié, indispensable du juge d'instruction et la convocation du Conseil, d'autre part, — en cas d'interrogatoire —, consolidera les droits de la défense, conformément à l'économie générale de la loi de 1897.

1. M. MIMIN, *op. cit.*, p. 209.

TITRE SECOND

Garanties destinées à assurer l'identité des pièces à conviction

Laissons de côté les règles relatives au faux (article 448 et sq. du C. I. Cr.). Les garanties se réfèrent plus particulièrement à la saisie des objets à conviction. La loi a exigé l'observation de formalités destinées à assurer l'identité et la conservation des objets saisis. Elle a voulu en prévenir l'altération et la substitution. Le détail des exigences légales varie suivant les hypothèses. Au cas d'information, le législateur a pris certaines précautions, en raison du large pouvoir du juge d'instruction. C'est pourquoi, après avoir étudié les garanties spéciales à cette hypothèse, nous envisagerons les formalités qui lui sont communes avec celle du flagrant délit.

CHAPITRE PREMIER

RÈGLES SPÉCIALES AU CAS D'INFORMATION

SECTION I

Saisies dans les bureaux et les locaux des P. T. T.

Le juge d'instruction peut, rappelons-le, se faire remettre toutes les lettres et les télégrammes, non seulement « émanant de l'inculpé ou à lui adressés » comme l'admettait l'article 89, texte de 1933, mais encore émanant d'un tiers ou à lui adressés — l'article 89 alinéa 3 nouveau ne formulant aucune restriction relative à l'expéditeur ou au destinataire. A cet effet, le juge d'instruction adressera une réquisition à « M. le Receveur des postes et télégraphes du bureau de ... d'avoir à lui remettre toute la correspondance sans distinction aucune (lettres, cartes postales, plis divers, télégrammes, mandats-carte, mandats télégraphiques, etc.), provenant soit de la France ou de ses colonies, soit des pays étrangers à l'adresse de :

« M.^{1.} »

1. M. SIGNOREL, *Manuel*, *op. cit.*, formule 73.

Cette réquisition vise à la fois les articles du C. I. Cr. et de l'Instruction générale sur le service des postes relatifs aux saisies.

La correspondance est remise entre les mains du juge d'instruction contre reçu, en vertu de l'article 817 de ladite Instruction.

Le magistrat prend alors seul connaissance de la correspondance saisie. Il peut soit maintenir la saisie des plis retenus lorsqu'ils présentent quelque utilité ou quand leur communication est « de nature à nuire à l'instruction » ; soit les réintégrer dans le service des postes, avec la mention « ouvert par autorité de justice » et les faire remettre à l'inculpé ou aux destinataires.

S'il maintient la saisie, il dresse un procès-verbal ainsi rédigé¹ :

« L'an 19.. et le à heures..... minutes du.....

« Nous, Juge d'Instruction de l'arrondissement de ..., assisté de M..., notre greffier,

« Vu la procédure suivie contre :

« M..., inculpé de ..., détenu.

« Vu également :

« a) Notre réquisition portant saisie de correspondance en date du ..., adressée à M. le Receveur des postes et télégraphes du bureau de...

1. M. SIGNOREL, *op. cit.*, formule 75.

« b) Les articles 813 et sq. de l'Instruction générale du service des postes,

« Attendu que M. le Receveur des postes susvisé nous a fait tenir ce jourd'hui un pli portant le timbre d'origine :....

« Attendu que ce pli renferme une lettre qui nous paraît devoir être utile pour arriver à la manifestation de la vérité ;

« Par ces motifs ;

« Nous, Juge d'Instruction susdit,

« Avons saisi :

« 1^o L'enveloppe susindiquée ;

« 2^o La lettre qu'elle renferme, qui est datée..., qui commence par ces mots..., se termine ainsi..., est écrite sur du papier... de... centimètres et a... pages écrites.

« Nous avons placé sous scellés et cacheté les dites pièces après mention signée par nous et le greffier et les avons déposées au greffe conformément à la loi.

« Fait à..., en la Chambre d'Instruction, les jour, mois et an que dessus.

« Sceau.

Le Juge d'Instruction. »

Communication des télégrammes et lettres dont la saisie est maintenue doit se faire « dans le plus bref délai », dit l'article 89 alinéa 5, « en tout ou en partie, à l'inculpé ou au destinataire » ; sauf si

elle devait nuire à la marche de l'information. Qu'il en donne, ou non, connaissance, le juge d'instruction doit les sceller, les cacheter et les déposer au greffe, dès lors qu'il les conserve.

SECTION II

Inventaire

Un inventaire de tous les objets saisis par le juge d'instruction doit être dressé. L'article 88 alinéa 4 dispose laconiquement : « Il est dressé inventaire de ces objets. » Il s'agit d'un état énumératif et descriptif des effets saisis¹. Il en constate l'aspect et décrit les circonstances qui les rattachent au délit².

1. GARRAUD, *op. cit.*, t. III, n° 920 ; M. DESWARTE, *op. cit.*, p. 72.

2. JOUSSE, t. II, p. 63 ; DUVERGER, p. 1130.

CHAPITRE SECOND

RÈGLES COMMUNES

SECTION I

Interpellation du prévenu

Les objets qui paraissent d'une certaine utilité pour la manifestation de la vérité sont présentés à l'inculpé ou aux personnes qui se substituent à lui. Le procureur lui (ou leur) demande de reconnaître ces objets et de les parapher, s'il y a lieu. En cas de refus, le procureur en fait mention au procès-verbal qu'il est tenu de dresser : article 39, alinéa 4. Là se borne son rôle. Il outrepasserait ses droits en obligeant le prévenu à indiquer « l'origine des objets saisis, les causes de sa possession, les motifs de l'état de ces objets et leur relation avec les faits », comme le voulait Faustin-Hélie ¹.

Malgré le silence de l'article 88 du C. I. Cr., le juge d'instruction doit, lui aussi, demander au prévenu de reconnaître les effets découverts à son domicile.

1. FAUSTIN-HÉLIE, *op. cit.*, n° 1821.

SECTION II

Saisie d'objets autres que des papiers

Les objets saisis sont clos et cachetés. S'ils ne peuvent recevoir aucun caractère d'écriture, le procureur ou le juge d'instruction — suivant les cas — les placera dans un vase ou dans un sac sur lequel il attachera une bande de papier qu'il scellera de son sceau. Les articles 38, alinéa 1^{er} et 88, alinéa 4 disposent en termes identiques.

Il va de soi que le prévenu doit être admis, sur sa demande, à apposer son sceau sur l'objet saisi¹.

SECTION III

Saisie des papiers

Cette saisie doit nécessiter l'observation de formalités spéciales, en raison du caractère personnel de ces objets, notamment des manuscrits. Pourtant, le C. I. Cr. ne s'en était pas soucié. Ce laconisme s'expliquait d'autant moins qu'avant lui, le Code du 3 brumaire an IV avait déjà envisagé la saisie des papiers dans ses articles 125 à 127. La Cour de Cassation, prétextant ce silence, admit la validité d'une saisie opérée par un commissaire de police, sur délégation du juge d'instruction et à laquelle

1. CARNOT, *op. cit.*, t. I, p. 224.

avait participé un tiers qui avait procédé à la reconnaissance, au triage et à la répartition des papiers, titres et documents ¹. La Chambre Criminelle relevait que le tiers était syndic de la faillite du principal inculpé, que son concours aux opérations résultait des instructions du juge et qu'à aucun moment le contrôle du commissaire de police n'avait fait défaut. Semblable latitude laissée au juge réduisait à néant la liberté individuelle.

Aussi la loi de 1933 a-t-elle heureusement décidé que, seules, les personnes qui procèdent à la perquisition et celles qui y assistent en vertu d'un titre légal : prévenu, fondé de pouvoir ou témoins, greffier ont le droit de prendre connaissance des papiers avant qu'ils ne soient saisis. Articles 37, alinéa 2 et 89, alinéa 1^{er}.

SECTION IV

Procès-verbal de perquisition et de saisie

L'observation des prescriptions légales se trouve consignée dans le procès-verbal de perquisition et de saisie. Définissons-le un rapport écrit par lequel le magistrat qui perquisitionne relate, dans les limites de ses attributions, les objets qu'il saisit et les déclarations qui lui sont faites.

1. Cass., 25 nov. 1932 : G. P., 1933, 1, 137 ; D. H., 1933, p. 6 ; D., 1934, 1, 24, note G. L.

Son importance résulte surtout de ce qu'il rapporte les circonstances destinées à faire preuve : état, nature et origine des pièces à conviction. Il peut être rédigé à la suite du procès-verbal relatif au corps du délit, notamment si la perquisition accompagne la recherche du délit. Il est, par contre, désirable de dresser un procès-verbal spécial, si la saisie intervient à titre principal, pour faciliter l'examen de la procédure en séparant les actes ¹. Suivant les cas, on y annexe des pièces utiles à l'information : plans, descriptions, etc...

Notons que le procès-verbal de perquisition constitue un acte interruptif de prescription de l'action publique, mais non de la peine.

La nécessité de ce procès-verbal résulte tant des articles 35, 37 et 39 alinéa 4 que de l'obligation à laquelle est astreint le juge d'instruction de dresser un procès-verbal de tous les actes de l'information.

§ 1^{er}. — *Conditions de forme*

Pour plus de clarté, distinguons le procès-verbal dressé par le procureur de celui rédigé par le juge d'instruction.

N^o I. — PROCÈS-VERBAL DRESSÉ PAR LE PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE

Il est soumis aux prescriptions de l'article 42 du C. I. Cr. Aux termes de cet article et de l'article 32,

1. FAUSTIN-HÉLIE, t. IV, n^o 1821.

les officiers de police judiciaire doivent le rédiger eux-mêmes. L'article 89 du décret du 18 juin 1811 permet au procureur de faire appel à un greffier ou au citoyen qui en fait fonction.

Le procureur dresse ce procès-verbal quel que soit le résultat de ses investigations. Si ses recherches ont abouti, il détaille les effets utiles à la manifestation de la vérité, avant d'opérer la saisie.

Le procès-verbal ne fait foi de son contenu qu'à titre de simple renseignement, selon la règle en matière de crimes¹.

Il doit être signé par le procureur, les personnes présentes (article 42) et le prévenu. Si ces derniers s'y refusent, mention en est faite au procès-verbal².

Les formalités de l'article 42 ne s'appliquent pas au procès-verbal dressé par le juge d'instruction ; sauf s'il se saisit lui-même en cas de crime flagrant.

N° II. — PROCÈS-VERBAL DRESSÉ PAR LE JUGE D'INSTRUCTION

Le greffier rédige le procès-verbal sous la dictée du juge d'instruction. Tous deux doivent le signer pour lui conférer validité et authenticité. Le procureur (s'il est présent), d'une part ; le prévenu, le maître de maison ou leurs fondés de pouvoir, d'autre part, sont invités à y apposer leur signature.

1. VIDAL et M. MAGNOL, *op. cit.*, n° 757.

2. LE POITTEVIN, *C. I. Cr. ann.*, art. 35, p. 214 ; GARRAUD, *op. cit.*, t. III, n° 950 et 951.

Quel en sera la force probante ? Comme tous les procès-verbaux relatifs aux actes de l'information, il fera foi jusqu'à inscription de faux¹. Cette force probante s'attachera seulement aux faits constatés par le juge, à condition que le procès-verbal relate l'accomplissement des formalités requises à peine de nullité. Si certaines ne s'y trouvent pas mentionnées, elles seront tenues pour non observées².

§ 2^e. — CONTENU DU PROCÈS-VERBAL
DE PERQUISITION ET DE SAISIE

Voici les principales mentions qui y figurent³ :

- « Date, heure et lieu des perquisitions et saisies ;
- « Nom et qualité du magistrat (mention de la commission rogatoire, s'il agit par délégation) ;
- « Mention de l'avis donné au procureur de la République ;
- « Noms et qualités des personnes présentes à la perquisition, notamment du greffier ou de son remplaçant (âge, prestation de serment) ;
- « Travaux exécutés par les auxiliaires du magistrat (serruriers par exemple) ;
- « Détails de la perquisition : procédés de recherche notamment ;

1. Cass., 4 janv. 1934 : G. P., 15 fév. 1934.

2. Cass., 23 juin 1921 : S., som., 21, 1, 112 ; 16 mars 1932 : G. P., 12 juin 1932.

3. M. MIMIN, *op. cit.*, p. 225 et 226 ; M. DESWARTE, *op. cit.*, p. 74.

« Description des objets saisis : état, endroit où ils sont découverts ;

« Représentation à l'inculpé des objets saisis ; interpellation et réponses ;

« Apposition des scellés et paraphes ;

« Mention des incidents (refus de services requis, refus de signature, outrages, rébellion, etc...) ;

« Mention de la mise en fourrière, s'il y a lieu. »

La mise en fourrière s'applique aux objets périssables et aux animaux qui ne peuvent pas être transportés au greffe, en raison de leur nature ou de leur volume. Elle ne peut excéder plus de huit jours ¹. Elle concerne, d'ailleurs, le sort d'objets saisis.

1. Art. 57 et 58 du décret portant règlement d'administration publique du 22 déc. 1927.

TITRE TROISIÈME

Sort des objets saisis

Tous les objets saisis — pièces et papiers — sont transférés au greffe du tribunal près duquel instrumente le procureur ou le juge d'instruction. Ils y sont conservés jusqu'au jugement de l'affaire (C. I. Cr. article 228, alinéa 2 et décret du 20 mai 1903, article 143). Lorsque ce magistrat ne transporte pas lui-même les pièces à conviction, l'article 12 du décret du 5 octobre 1920 décide : « Les procédures et les pièces à conviction sont confiées aux gendarmes ou aux agents chargés de la conduite des prévenus ou accusés.

« Si, en ce cas, des frais exceptionnels ont dû être avancés par les agents chargés du transport, ceux-ci, pour obtenir le remboursement, en portent le montant sur leur mémoire.

« Si, à raison du poids ou du volume, les objets ne peuvent être transportés par les gendarmes ou agents, ils le sont, sur réquisition écrite du magistrat, soit par chemin de fer, soit par un entrepreneur, soit par toute autre voie plus économique, sauf les précautions convenables pour la sûreté desdits objets. »

CHAPITRE PREMIER

OUVERTURE DES SCELLÉS AU COURS DE L'INFORMATION

Le greffier du tribunal mentionne sur un registre les objets saisis déposés au greffe. C'est là que les experts, désignés par le juge d'instruction, viennent chercher les effets qu'ils doivent examiner ; délivrance leur en est faite, sur production de l'ordonnance qui les commet, par le greffier qui exige décharge.

Le C. I. Cr. ne prévoyait aucune règle spéciale relative à l'ouverture des scellés, en cours d'information : aucune formalité n'entourait la représentation à l'inculpé ou à un témoin des pièces à conviction ; ni la recherche, parmi des papiers globalement saisis, de ceux utiles à la manifestation de la vérité. En pratique, le juge d'instruction appelait l'inculpé ou le témoin, la personne chez qui la perquisition avait eu lieu et c'est en leur présence, après leur avoir fait constater que les scellés étaient intacts, qu'il procédait au récolement. Le juge paraphait les papiers qu'il estimait intéressants et les plaçait soit sous une cote scellée, soit dans une enveloppe également scellée. Il lui était recom-

mandé, après récolement, d'exiger la signature de la personne présente, sur l'étiquette du scellé, à côté de la sienne et de celle de son greffier. Quant aux pièces reconnues sans intérêt, le juge pouvait les remettre à leur propriétaire, contre décharge. Il dressait deux inventaires détaillés : l'un des pièces retenues et l'autre des pièces restituées.

Ces précautions permettaient de donner plus de force aux résultats de la perquisition et de couper court à toute suspicion contre le juge d'instruction. Ces règles n'en restaient pas moins fragiles parce que le fruit d'une pratique — sans doute fort sage — mais non l'objet d'une prescription légale. Dans le silence de la loi, la Haute-Cour de Justice¹ reconnut que ces formalités n'étaient pas obligatoires : « Attendu que le juge d'instruction a ouvert ladite enveloppe, examiné les huit pièces saisies et placé les quatre d'entre elles qu'il jugeait utiles à l'instruction sous scellés, hors la présence de l'inculpé, mais que, s'il eût été préférable que la prescription légale, exigée pour la saisie seule, eût été également observée pour l'examen du juge, elle n'est nullement ordonnée par la loi pour cette opération, le législateur ayant entendu faire confiance à cet égard à l'honorabilité et à la conscience du magistrat ; qu'en tout cas, aucune nullité n'est attachée à son inobservation. »

1. 20 oct. 1899 : D., 1903, 2, 364 (4^e arrêt).

Cet arrêt suscita de vives critiques¹. La loi de 1933 y a fait droit dans l'article 89, alinéa 2 du C. I. Cr., ainsi conçu : « Les scellés ne pourront être ouverts et le dépouillement des papiers opéré qu'en présence de l'inculpé ou de son conseil ou eux dûment appelés, ce dernier par lettre recommandée. Le tiers chez qui la saisie a été faite sera également appelé à assister à cette opération. » La loi de 1935 a maintenu ces formalités.

L'article 89 veut donc que l'inculpé et son conseil soient présents ou dûment appelés. Le greffier avise le conseil par lettre recommandée, envoyée sans doute vingt-quatre heures à l'avance, par analogie avec la loi du 8 décembre 1897 (article 9). Si l'inculpé est détenu, le juge d'instruction le fait extraire et amener dans son cabinet ou sur les lieux. Si le prévenu est libre, ou si la saisie a été opérée chez un tiers, le magistrat peut user de tout moyen : lettre recommandée ou non. Une signification par huissier n'est pas nécessaire. La plus élémentaire prudence exige que le juge se réserve, en toute hypothèse, la preuve de l'avertissement qu'il a donné. L'essentiel est d'informer l'intéressé en temps utile.

1. GARRAUD, *op. cit.*, t. III, n° 922 ; LE POITTEVIN, *C. I. Cr. ann.*, art. 89, sect. II.

Notons que le prévenu ne peut réclamer l'apport des pièces à conviction à l'audience, lorsqu'elles lui ont été représentées au cours ou à la suite des dépositions ¹.

1. Hte Cour de Justice, 17 nov. 1899, 12^e arrêt, D., 1903, 2, 367.

CHAPITRE SECOND

RESTITUTION DES OBJETS SAISIS

Si les objets saisis n'offrent aucun intérêt pour l'information, à défaut d'opposition du prévenu, de la partie civile et du procureur, le juge d'instruction signe une ordonnance de restitution à leurs propriétaires ¹. Il n'a pas à communiquer aux conseils, la veille des interrogatoires, les pièces saisies qu'il estime sans utilité pour la manifestation de la vérité, qu'il n'a pas jointes au dossier et qu'il a replacées sous scellés, pour être tenues à la disposition de leurs propriétaires ².

En présence d'une opposition, l'attitude du juge d'instruction varie suivant les hypothèses. Si — contrairement à l'avis de ce magistrat — l'opposant prétend que la représentation de certains objets saisis peut offrir un véritable intérêt devant la juridiction de jugement, le juge conservera les objets en question, pour laisser aux parties la possibilité de se justifier. Si l'opposition est basée sur le fait que la propriété des effets saisis n'appar-

1. FAUSTIN-HÉLIE, t. IV, n° 1823 ; MANGIN, t. II, p. 156 ; LE POITTEVIN, *C. I. Cr.*, art. 89, sect. I, § 4.

2. Affaire Déroulède. Hte Cour de Justice, 3^e arrêt : D., 1903, p. 364.

tient pas à la personne chez laquelle ils ont été trouvés, le juge d'instruction en avertit cette dernière qui prend telle attitude qu'elle juge utile. En cas de vol, par exemple, en présence de l'aveu de l'inculpé et en l'absence de toute opposition, le magistrat peut, sans inconvénient, restituer les objets à leur propriétaire, de même lorsque leur production devant la juridiction de jugement ne présente aucun intérêt particulier. Il va de soi que, s'il rend une ordonnance de non-lieu, le juge décidera la restitution des objets saisis¹.

Lorsque les effets ont été saisis dans un Mont-de-Piété, où ils avaient été mis en gage, ils sont restitués à l'établissement².

Sous l'empire du C. I. Cr., quand le juge d'instruction refusait de rendre les objets, le propriétaire ne pouvait que s'adresser au Procureur Général, contre la décision duquel aucun recours n'était prévu. Aussi, le projet voté en 1909 par le Sénat précisait-il qu'en cas de refus du juge, la Chambre du Conseil interviendrait. Reprenant cette idée, la loi de 1933 avait ainsi rédigé l'article 89, alinéa 7 : « Toute personne prétendant droit sur l'objet placé sous la main de justice peut en réclamer la restitution au juge d'instruction, et, sur son refus, à la Chambre du Conseil. Elle sera entendue si elle le demande, en

1. V. note LE POITTEVIN, *J. des Parquets*, 1898, I, 238.

2. LE POITTEVIN, *C. I. Cr. ann.*, art. 89, sect. III ; *Circ. min. Justice*, 30 mai 1861 : *Rec. off.*, t. II, p. 508.

ses explications. » Quelle Chambre du Conseil ? Sans doute celle du tribunal civil siégeant en matière gracieuse, puisqu'elle est naturellement compétente en matière de propriété ¹. C'est elle seule que visait le projet de loi de 1909 car la loi du 17 juillet 1856 avait supprimé la Chambre du Conseil comme juridiction d'instruction. D'ailleurs, le 25 mars 1889, le tribunal des conflits avait déjà admis que la restitution de pièces saisies par les préfets compétait au tribunal civil ². Le législateur de 1935 s'est donc mépris lorsqu'il a, sur ce point, cru devoir modifier l'article 89 alinéa 6 et décider qu'au cas de refus du juge d'instruction : « la Chambre des Mises en accusation statuera sur simple requête. » Il a pensé que la loi de 1933 entendait par la Chambre du Conseil, le magistrat que l'article 117 du C. I. Cr. faisait, alors, intervenir en matière de liberté provisoire.

Quoi qu'il en soit, les termes actuels du nouvel article 89 ne souffrent aucune discussion. Il résulte de ce texte que la requête adressée au juge d'instruction n'est assujettie à aucune forme particulière : une simple lettre suffit. Si le juge oppose un refus, la Chambre des Mises en accusation saisie, elle aussi, par requête, statue comme juge d'appel. Dans l'un et l'autre cas, il n'y a place ni à publicité,

1. M. GOYET, *Lois Nouv.*, 1933, p. 209 ; VIDAL et M. MAGNOL, *op. cit.*, p. 927, note I.

1. D., 1890, 3, 66.

ni à contradiction. Aussi, la décision rendue se présente-t-elle comme une sorte d'acte gracieux, n'emportant pas autorité de chose jugée. C'est pourquoi, après refus de restitution, l'intéressé peut, à tout moment, former une nouvelle requête. Si l'objet saisi se trouvait attribué à quelqu'un soit par le juge d'instruction, soit par la Chambre des Mises en accusation, celui qui se prétendrait propriétaire pourrait faire valoir ses droits, sauf à saisir la juridiction civile, seule compétente.

CONCLUSION

Les lois de 1933 et 1935 ont réalisé un notable progrès. Elles ont, en effet, exigé la présence de l'inculpé, du tiers ou de leurs représentants ; posé des conditions à la saisie des pièces à conviction ; réglé le sort des objets saisis et imposé la rédaction d'un procès-verbal. Sans doute, le détail de ces prescriptions peut-il prêter, parfois, à la critique : ainsi en ce qui concerne la différence faite au cas de flagrant délit et d'information, relativement à la présence de certaines personnes. Reconnaissons que, dans leur ensemble, ces réformes instaurent de sérieuses garanties pour la liberté individuelle et préviennent toute suspicion contre le magistrat instructeur. C'est dire la foi qu'une juridiction de jugement peut accorder à des perquisitions et saisies,

traitées en véritables mesures d'instruction, destinées à la recherche et à la découverte de la vérité, tout en respectant les droits légitimes des citoyens.

Seulement, une formalité — comme une condition de fond, d'ailleurs — ne devient efficace qu'autant qu'à son inobservation la loi attache une sanction. En l'absence de telle formalité, une saisie sera-t-elle nulle ? Cette question fait partie du problème, beaucoup plus large, des sanctions pour violation des règles légales.

QUATRIÈME PARTIE

Sanctions pour inobservation des règles légales

Le C. I. Cr. avait restreint, à l'excès, les conditions d'exercice du droit de perquisition. Cette réglementation laconique s'avérait d'autant plus regrettable qu'aucune sanction particulière n'en réprimait l'inobservation. D'où le pouvoir exorbitant du magistrat instructeur et la précarité des droits de l'inculpé. En faisant des perquisitions et saisies des mesures d'instruction, les lois de 1933 et de 1935 se sont proposées, non seulement d'en accroître et d'en préciser les conditions, mais aussi, d'assurer le maximum de garanties pour les citoyens en édictant des sanctions appropriées. Finalement, par la combinaison des textes du C. P. et du C. I. Cr., on peut distinguer trois catégories de sanctions : civiles, disciplinaires et pénales.

TITRE PREMIER

Sanctions civiles

Nous envisagerons : l'amende, l'action civile et la prise à partie.

CHAPITRE PREMIER

L'AMENDE

Le juge ou l'officier de police judiciaire qui, par négligence, maladresse ou imprudence, n'a pas observé certaines règles légales, peut être condamné à une amende de 50 francs. C'est ce que décide l'article 112 du C. I. Cr. dont la rédaction actuelle date de 1933, en cas de « violation des mesures protectrices de la liberté individuelle prescrites par les articles ... 37, 38, 87 et 88 du Code d'Instruction Criminelle ».

L'ancien article 112 ne visait que « l'inobservation des formalités prescrites pour les mandats de comparution, de dépôt, d'amener et d'arrêt » et décidait qu'elle serait « toujours punie d'une amende de 50 francs au moins contre le greffier et, s'il y a lieu,

d'injonctions au juge d'instruction et au procureur de la République, même de prise à parties'il y échet.» La réforme de 1933 a eu pour effet d'étendre cette sanction à notre matière.

Il s'ensuit que l'amende ainsi édictée contre l'officier de police judiciaire ou le magistrat, auquel on ne reproche aucun délit particulier, conserve la même nature qu'avant 1933. C'est une peine civile. D'ailleurs, M. Monis dans son rapport n'a-t-il pas déclaré qu' « en l'absence d'intention frauduleuse, la sanction doit demeurer civile ou disciplinaire » ?

Son caractère de peine, d'une part, et sa nature civile, d'autre part, ne sont pas sans réagir sur son taux, sur ses cas d'application et sur la juridiction compétente.

SECTION I

Taux de l'amende

L'amende prévue par l'article 112 aura pour minimum 50 francs : « amende de 50 francs au moins ». En l'absence de toute autre précision, ce minimum constitue également le maximum ; en d'autres termes, cette peine sera fixe car les peines civiles, tout comme les sanctions pénales, obéissent au principe de la légalité et échappent à l'arbitraire¹. En raison de la nature civile de cette amende, ni le sursis à l'exécution des peines, ni les circonstances atténuantes ne peuvent être accordés.

1. Cass., 14 fév. 1856 : D., 56, 1, 346 ; S., 56, 1, 551.

SECTION II

Cas d'application

Il importe de souligner que l'article 112, alinéa 2 prend soin de réserver l'hypothèse où des peines plus graves sont applicables. L'amende ne sera prononcée que « sauf application de peines plus graves ». Ainsi, elle cédera le pas aux sanctions plus sévères de la violation de domicile, délit prévu par l'article 184, alinéa 1^{er} du C. P. et du « délit d'indiscrétion » (article 38, alinéa 2 et 88 C. I. Cr.) qui, à la différence de l'article 112, exigent chez leur auteur l'intention dolosive.

Sous le bénéfice de cette réserve, dans quels cas l'amende sera-t-elle encourue ? L'article 112 y répond : en cas de violation des articles 37, 38, 87 et 88 C. I. Cr. Les articles 37 et 38 sont relatifs à la prise de connaissance des papiers saisis, au procès-verbal de perquisition, aux formalités destinées à assurer l'identité des pièces à conviction. Les articles 87 et 88 envisagent la nécessité d'une information, la présence de la personne chez qui la perquisition a lieu, l'avis de transport au procureur de la République, l'assistance du greffier, l'inventaire des objets saisis, les formalités de saisie, la communication des papiers ou effets saisis.

Ce délit civil ne peut être que l'œuvre d'une personne à laquelle la loi confie le droit de perqui-

sition, fût-ce seulement dans des cas déterminés et sous d'expresses réserves : officier de police judiciaire et juge d'instruction. Un simple particulier, n'ayant pas ce droit, échappera toujours à l'amende.

SECTION III

Juridiction compétente

La nature civile de l'amende permet de conclure à l'incompétence du tribunal correctionnel¹. La juridiction civile est seule compétente pour la prononcer. M. Goyet² note justement que l'amende sera encourue « lorsque le magistrat ou l'officier de police judiciaire est pris à partie » et que, « dans cette hypothèse, elle doit même l'être d'office » car l'alinéa 1^{er} de l'article 112 dispose : « L'inobservation sera toujours punie d'une amende. » Il ne faut pas en conclure que l'amende ne peut être prononcée à titre principal par les tribunaux civils, indépendamment d'une prise à partie. L'alinéa 2 étend, en effet, à l'hypothèse envisagée ici, les dispositions de l'alinéa 1^{er}. Ces dispositions doivent être prises dans tous leurs termes. Or, cet alinéa 1^{er} ne soude pas par un lien nécessaire la prise à partie et l'amende puisque, en plus de celle-ci, il envisage l'éventualité de celle-là : « L'inobservation sera punie même de

1. LE POITTEVIN, *C. I. Cr. ann.*, art. 78, n^{os} 2 à 7, art. 112, n^o 31.

2. M. GOYET, *Lois Nouv.*, 1933, p. 219.

prise à partie, s'il y échet. » Ce qui revient à dire que cette dernière n'est pas la condition de la condamnation à l'amende. Cette question ne se pose pas pour les fonctionnaires : gendarmes, gardes champêtres, par exemple, qui peuvent être poursuivis devant la juridiction civile, sans prise à partie ; elle n'intéresse que les officiers de police judiciaire et les juges.

CHAPITRE SECOND

L'ACTION CIVILE

Avant 1933, la victime d'une violation de domicile ou de l'inobservation « des mesures protectrices de la liberté individuelle », commise par un officier de police judiciaire ou un magistrat de l'ordre judiciaire, pouvait toujours demander aux tribunaux civils réparation du dommage subi. Si l'auteur du préjudice était un fonctionnaire de l'ordre administratif, la juridiction civile n'était compétente qu'en face d'une faute personnelle ; si l'agent avait commis une faute de service, la juridiction administrative avait seule qualité pour l'apprécier¹. Pour parer aux conflits d'attribution et aux exceptions d'incompétence inhérents à cette dualité de solutions, la loi de 1933 a, ainsi, uniformisé le régime (article 112, alinéas 3 et 4) : « Le conflit d'attribution ne peut jamais être soulevé et les tribunaux de l'ordre judiciaire sont toujours exclusivement compétents.

« Il en sera de même dans toute instance civile

1. Trib. conflits, 25 mars 1889 : D., 90, 3, 66. Saisi d'une demande d'indemnité par le propriétaire d'un immeuble, à la suite de perquisitions y opérées par l'autorité judiciaire, en raison de crimes commis par le locataire, le Conseil d'État s'est déclaré incompétent, 20 fév. 1924 : D. H., 1924, p. 317.

fondée sur des faits qui seraient constitutifs des infractions prévues par les articles 114 à 122 et 184 du Code Pénal. »

Cette réforme aura l'avantage de rendre efficace une responsabilité qu'avant 1933 on hésitait à soulever. Aussi, la loi de 1935 a-t-elle maintenu cette innovation heureuse. Il s'était pourtant trouvé, tant à la Chambre des Députés qu'au Sénat, un certain nombre de parlementaires pour restreindre la responsabilité des magistrats ¹.

Quelle juridiction statuera sur l'action en responsabilité que peut se voir intenter un préfet usant de l'article 10 rétabli ? La difficulté tient à ce que, sans avoir la qualité d'officier de police judiciaire, il en jouit des prérogatives. On admet que l'autorité judiciaire est compétente. Réagissant contre un arrêt de la Chambre des Requêtes du 8 février 1876 ² qui avait refusé d'admettre une prise à partie contre un préfet, le tribunal des Conflits, saisi d'une demande en dommages-intérêts pour réparation du préjudice résultant de la saisie et de l'ouverture de lettres contenant une circulaire adressée aux maires de France par Philippe, comte de Paris, a décidé ³ que « le préfet du département, lorsqu'il agit en vertu de l'article 10 C. I. Cr., exerce des attributions de police judiciaire ; que les actes de

1. M. BOIVIN-CHAMPEAUX, J. O., 22 déc. 1934, Débats, Sénat, p. 1481 ; M. DELMONT, J. O., 8 mars 1935, p. 876.

2. D., 1876, 1, 297.

3. Trib. Conflits, 25 mars 1889 : D., 90, 3, 66.

saisie par lui pratiqués, de son propre mouvement, ou sur l'ordre du Ministre de l'Intérieur, relèvent de l'autorité judiciaire ; que celle-ci est compétente pour statuer sur l'action en responsabilité à l'occasion de ces actes ».

Dans ces diverses hypothèses, suivant quelle procédure la victime obtiendra-t-elle des dommages-intérêts ? Distinguons selon que l'action en indemnité est intentée à titre principal — prise à partie — ou sur constitution de partie civile.

SECTION I

Prise à partie

La prise à partie est l'action en dommages-intérêts dirigée contre un magistrat qui a, dans l'exercice de ses fonctions, causé un préjudice par dol, fraude, concussion ou faute lourde professionnelle. La responsabilité civile des magistrats, pour faits de leur fonction, ne saurait être mise en œuvre par aucune autre voie de recours. Aux magistrats proprement dits on assimile, d'ailleurs, les officiers de police judiciaire (pour tous actes de leurs fonctions)¹. La loi de 1933 a étendu les cas de prise à partie, simplifié la procédure et admis la responsabilité de l'Etat.

1. Cass., 6 mai 1912 (S., 1913, 1, 75) ; 9 mars 1914 (G. P., 15 mai, 1914) ; C. Poitiers, 4 déc. 1911 (G. P., 24 mars 1912) ; C. Paris, 6 fév. 1931 (S., 1931, 2, 155).

§ 1^{er}. — *Cas de prise à partie*

Au dol, à la fraude et à la concussion visés dans l'ancien article 505 du C. Pr. Civ., le législateur moderne a ajouté la « faute lourde professionnelle » qui peut consister en une négligence grave sans être pour autant intentionnelle. L'inobservation des formalités prévues par l'article 112, alinéa 2 constitue une faute lourde professionnelle (article 112, alinéa 2).

La prise à partie est également possible dans les cas où elle « est expressément prononcée par la loi ». C'est ainsi que l'article 87, alinéa 2 la prévoit lorsque — l'hypothèse du flagrant délit mise à part — le juge d'instruction a procédé à une perquisition, sans avoir été préalablement saisi de l'information ou sans que le citoyen chez lequel il s'est introduit soit prévenu ou tout au moins présumé détenir des objets relatifs au fait incriminé.

Dans ces divers cas, l'action en dommages-intérêts reste soumise à deux conditions : la faute a dû être commise dans l'exercice des fonctions du magistrat et le demandeur doit en avoir éprouvé un préjudice.

§ 2^e. — *Procédure*

Sans entrer dans le détail de cette procédure, il convient de mentionner que la loi de 1933 a supprimé les amendes qu'on prononçait au cas de rejet de l'action ; elle permet seulement aux parties

d'obtenir des dommages-intérêts (articles 513 et 516 du C. Pr. Civ.). D'un autre côté, l'autorisation de poursuivre n'est plus accordée par la juridiction compétente pour statuer, mais par le Premier Président de la Cour, avec appel possible devant la Cour de Cassation, Chambre des Requêtes.

Comme par le passé, la Cour d'Appel et la Cour de Cassation sont compétentes suivant la distinction de l'article 509.

§ 3^e. — *Responsabilité de l'État*

L'État est civilement responsable des dommages-intérêts prononcés contre le magistrat et destinés à réparer le préjudice moral et matériel imputable à ce dernier. L'État a, d'ailleurs, un recours contre le magistrat, prévu par l'article 505 C. Pr. Civ., alinéa final ; il est même subrogé aux droits du demandeur qu'il désintéresse, en vertu de l'article 1251 (3^o) du C. C.

Cette responsabilité prévue seulement à propos de la prise à partie (article 505, C. Pr. Civ.) joue-t-elle aussi au cas où le demandeur s'est constitué partie civile ?

SECTION II

Constitution de partie civile

Il arrive que l'inobservation de certaines formalités destinées à protéger la liberté individuelle présente les éléments d'une infraction pénale :

délit d'indiscrétion, violation de domicile. Sans doute possible, la victime d'une telle infraction peut se constituer partie civile et réclamer des dommages-intérêts à la juridiction répressive. La raison de décider étant la même dans cette hypothèse qu'au cas de prise à partie, il semble que, malgré l'absence de texte, l'Etat soit civilement responsable de la condamnation intervenue.

La victime pourra donc citer l'Etat, soit devant les tribunaux répressifs ; soit, postérieurement à leur décision, devant la juridiction civile compétente. Il va sans dire que l'Etat aura, en toute hypothèse, le droit d'intervenir devant les tribunaux répressifs ¹.

1. M. GOYET, *Lois Nouv.*, 1933, p. 226.

TITRE SECOND

Sanctions disciplinaires

CHAPITRE PREMIER

INJONCTIONS DU GARDE DES SCEAUX

Aux sanctions civiles prévues par l'article 112, ce même texte envisage une sanction disciplinaire : au cas de violation des articles 37, 38, 87 et 88 du C. I. Cr., le juge d'instruction, le procureur de la République et l'officier de police judiciaire peuvent recevoir des injonctions de la part du garde des Sceaux. En l'absence de toute réglementation précise, cette sanction est appelée à rester plus théorique que la surveillance du Procureur Général.

CHAPITRE SECOND

SURVEILLANCE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

En vertu de l'article 57 du C. I. Cr. : « Les juges d'instruction seront, quant aux fonctions de police judiciaire, sous la surveillance du Procureur Général près la cour royale. » L'article 279 reprend la même idée en disposant que : « Tous les officiers de police judiciaire, même les juges d'instruction, sont soumis à la surveillance du Procureur Général. » Que faut-il en conclure en matière de perquisitions opérées par le juge d'instruction ?

Il semble naturel, à première vue, de distinguer suivant que les perquisitions sont effectuées une fois l'information ouverte ou en matière de flagrant délit. Dans le premier cas, l'indépendance du magistrat devrait rester entière; dans le second, le Procureur Général pourrait lui donner des directives. Cette opinion, soutenue jadis par Legraverend¹, est aujourd'hui justement abandonnée. N'est-il pas certain, en effet, que les perquisitions sont toujours de véritables mesures d'instruction et non de simples actes de police judiciaire ?

1. LEGRAVEREND, t. I, p. 285.

Beaucoup plus dangereuse serait l'application du système préconisé par Mangin¹ qui autorise le Procureur Général dans toute information à adresser des ordres au juge d'instruction. En cas de refus de ce dernier, le Procureur Général pourrait lui envoyer un avertissement.

On incline, en général, vers la solution modérée de Faustin-Hélie² qui permet au Procureur Général, dans toute affaire, d'exiger un compte rendu de la marche de la procédure et, le cas échéant, de lui ordonner d'accélérer une procédure qu'il laisse sommeiller. Il en résulte que le Procureur Général ne serait jamais admis à diriger une information et, notamment, à exiger du juge d'instruction qu'il procédât à une perquisition ou s'en abstînt.

Cette dernière solution paraît exacte. Il ressort, en effet, de l'article 280 C. I. Cr., que la surveillance du Procureur Général s'exerce, d'une part, sur tous les officiers de police judiciaire, y compris le juge d'instruction avec cette qualité et, d'autre part, sur le juge d'instruction, magistrat instructeur. Encore cette surveillance n'intervient-elle, aux termes de l'article 280, qu'« en cas de négligence des officiers de police judiciaire et des juges d'instruction ». Dans cette hypothèse, le Procureur Général leur adresse un avertissement qu'il consigne sur un registre spécial.

1. MANGIN, t. I, p. 38 et sq.

2. FAUSTIN-HÉLIE, t. IV, n° 1602.

Si, dans l'année qui suit l'avertissement, le magistrat commet une nouvelle négligence, il y a récidive. Le Procureur Général le dénonce à la Cour, avec l'autorisation de laquelle il le fait citer « à la Chambre du Conseil », c'est-à-dire devant la Chambre des Mises en accusation. Alors, la Cour lui « enjoindra d'être plus exact à l'avenir, et le condamnera aux frais tant de la citation que de l'expédition et de la signification de l'arrêt ».

Article 281 du C. I. Cr.

TITRE TROISIÈME

Sanctions pénales

Nous étudierons le « délit d'indiscrétion », la violation de domicile et la nullité de la procédure. Cette dernière sanction retiendra surtout notre attention, car elle rétablit efficacement les droits de l'individu, en faisant disparaître de la procédure une preuve recueillie en fraude de la loi.

CHAPITRE PREMIER

LE DÉLIT D'INDISCRÉTION

L'absence, dans le C. I. Cr., de toute réglementation relative à la saisie des documents avait donné lieu à des pratiques regrettables. Les juges d'instruction — et surtout les officiers de police judiciaire délégués — saisissaient tous les documents qu'ils trouvaient, sans rechercher, d'abord, s'ils pouvaient être de quelque utilité pour la marche de l'instruction. De la sorte, des papiers purement confidentiels passèrent « sous les yeux des magistrats et, par les fuites des cabinets d'instruction,

ont fait le tour de la presse¹ ». C'est pour parer à ce sérieux inconvénient, de divulgation au public de secrets, que le législateur de 1933 s'est inspiré du projet de loi sur les garanties de la liberté individuelle voté par le Sénat en 1909.

Les textes actuels ont créé « le délit d'indiscrétion² ». Il est, désormais, interdit aux officiers de police judiciaire et au juge d'instruction de communiquer un document à une personne non qualifiée par la loi pour en prendre connaissance « sans l'autorisation de l'inculpé ou de ses ayants droit ou du signataire ou du destinataire » de l'écrit : article 38, alinéa 2 auquel renvoie l'article 88, alinéa final du C. I. Cr. La loi vise, également, l'usage de cette communication.

Il résulte des termes de la loi que le délit comporte trois éléments. Il doit s'agir, d'abord, de papiers ou documents saisis au cours d'une perquisition. La communication (ou l'usage de cette communication) a dû être réalisée sans autorisation des intéressés. Il est nécessaire, enfin, que le magistrat ait agi avec une intention frauduleuse, c'est-à-dire avoir connu l'origine du document. Peu importe, du reste, le mobile de l'agent.

En l'absence de dispositions particulières, la simple tentative échappe à toute répression. Mais,

1. GARRAUD, *op. cit.*, t. III, n° 922.

2. L'expression est de M. HUGUENY, *Bull. Soc. Ét. législatives*, p. 37 et sq.

par application des principes du droit pénal la complicité reste punissable (C. P., articles 59 et sq.).

Toute contravention à l'article 38 est passible d'une amende de 5.000 francs et de deux mois à deux ans d'emprisonnement. La peine est d'autant plus sévère que, dans le silence du C. I. Cr., l'article 463 du C. P. n'est pas applicable.

CHAPITRE SECOND

LA VIOLATION DE DOMICILE

L'article 184, alinéa 1^{er} du C. P., dans sa rédaction actuelle qui date de 1832, punit d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 16 francs à 500 francs, la violation de domicile commise par « tout fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire, tout officier de justice ou de police, tout commandant ou agent de la force publique ».

L'article 184, alinéa 1^{er} n'est applicable qu'aux fonctionnaires d'autorité : juge, préfet, procureur, maire, commissaire de police ou gendarme, agissant en cette qualité. Si le fonctionnaire se comportait comme un simple particulier, il ne tomberait sous le coup de la loi pénale que si les conditions posées par le 2^e alinéa de ce texte se trouvaient réalisées.

En second lieu, le fonctionnaire a dû s'introduire « dans le domicile d'un citoyen contre le gré de celui-ci ». Le prévenu agira prudemment en faisant constater sa protestation ¹. Si l'habitant ne s'est pas opposé à l'entrée du fonctionnaire, celui-ci

1. GARRAUD, *op. cit.*, t. III, n° 900.

ne commettra pas le délit même si, par la suite, le citoyen lui ordonne de sortir. Le mot « citoyen » est synonyme d'individu et s'applique aussi bien à une femme qu'à un étranger.

En troisième lieu, le fonctionnaire doit avoir pénétré dans le domicile « hors les cas prévus par la loi ». C'est le cas d'un officier de police judiciaire effectuant, de sa propre initiative, une perquisition au cas où le fait est punissable de peines correctionnelles. Si le fonctionnaire agit conformément à la loi — le procureur au cas de crime flagrant, par exemple — il est justifié.

Observons, pour terminer, que l'article 184 dispose : « sans préjudice de l'application du second paragraphe de l'article 114 ». Il en résulte que si l'auteur de l'infraction « justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs pour des objets du ressort de ceux-ci, sur lesquels il leur était dû l'obéissance hiérarchique, il sera exempt de la peine, laquelle sera, dans ce cas, appliquée seulement aux supérieurs qui auront donné l'ordre ». Ce sera le cas d'un gendarme effectuant une perquisition, hors des cas prévus par la loi, mais sur l'ordre de son chef hiérarchique (commandant de gendarmerie, par exemple).

CHAPITRE TROISIÈME

NULLITÉ DES PERQUISITIONS ET SAISIES

En vertu de l'article 408 du C. I. Cr., aucun acte de procédure ne peut être annulé si la loi ne prononce pas cette sanction. A ce principe qui rappelle celui posé par l'article 1030 du C. Pr. Civ., doctrine et jurisprudence ont apporté une exception en reconnaissant l'existence de « nullités substantielles » ou « virtuelles ». Il s'agit de nullités qui, dans le silence des textes, infectent un acte de procédure accompli au mépris des prescriptions essentielles de la loi. Ce régime des nullités a été complété depuis le C. I. Cr. par la loi de 1897 sur l'instruction préparatoire. Il l'a été depuis, en notre matière, par la loi de 1933 sur les garanties de la liberté individuelle. Celle-ci s'est préoccupée spécialement de l'inobservation des formalités relatives aux perquisitions et saisies. Le régime actuel de ces mesures d'instruction oblige à étudier successivement les nullités pour inobservation des conditions de fond et les nullités pour violation des formalités légales.

SECTION I

Inobservation des conditions de fond

C'est dans ce domaine, surtout, que joue l'application de la théorie des « nullités substantielles ». En l'absence de tout texte, il y a nullité lorsque la condition de fond peut être considérée comme une garantie essentielle de la libre défense des inculpés. En d'autres termes, cette sanction sauvegarde les règles fondamentales de la procédure pénale.

§ 1^{er}. — *Cas de nullité*

Sont nulles toutes perquisitions opérées par un magistrat incompétent *ratione materiæ* ou *loci* : juge d'instruction non saisi (sauf le cas de crime flagrant), en dehors de son arrondissement, de nuit, non assisté de son greffier ou d'une personne ayant qualité pour en tenir lieu, sans autorisation à la questure des Chambres ou dans les établissements militaires et universitaires ; par un préfet en dehors des cas visés par l'article 10 ; par un juge chargé d'un supplément d'information. Les saisies de correspondances échangées entre le prévenu et son avocat encourent la même sanction.

Il n'y a pas lieu d'insister sur l'incompétence du procureur de la République de procéder — ou de faire procéder — à une perquisition, lorsque la Cour d'Assises est saisie par un arrêt de renvoi.

L'instruction appartient alors, exclusivement, au président de cette Cour. Il est vrai que la violation de cette règle de compétence n'a pour sanction l'annulation de la condamnation et du débat qui l'a précédé qu'autant que les documents irrégulièrement saisis ont pu influencer la déclaration du jury¹.

C'est surtout à propos de perquisitions et saisies opérées par le procureur de la République et le plus souvent par ses auxiliaires que la Jurisprudence a dû statuer fréquemment. Il y a nullité des perquisitions et saisies effectuées par eux en dehors du crime flagrant car leur activité revient à violer les règles de la compétence et à intervertir l'ordre des juridictions². Dans une espèce soumise à la Cour de Nîmes (arrêt du 11 octobre 1923), trois commissaires de police s'étaient, sans délégation du juge d'instruction, introduits — grâce à un subterfuge — dans un salon de coiffure pour y rechercher des individus signalés comme se livrant au trafic des paris sur les courses de chevaux et avaient saisi des fiches de paris, des affiches de l'Agence Havas et des fonds. Même en cas de crime flagrant, les officiers de police judiciaire, en perquisitionnant

1. Cass., 12 fév. 1880, déjà cité ; 22 déc. 1881 : D., 82, 1, 192.

2. C. Rouen, 1^{er} fév. 1845 (D., 45, 2, 35) ; C. Nîmes, 24 janv. 1908, précité ; Cass., 29 mars 1917, déjà cité ; C. Nîmes, 11 oct. 1923 (D., 23, 2, 205 ; G. P., 23, 2, 662).

chez un tiers, commettraient un excès de pouvoir qui invaliderait leurs opérations¹.

Est également entachée de nullité substantielle la perquisition ou la saisie opérée à l'intérieur de l'un des lieux visés par les articles 9 et 10 du décret des 19-22 juillet 1791, sans mandat de perquisition du juge d'instruction, par un officier de police, relativement à un délit non puni de peines afflictives et infamantes². A plus forte raison, y a-t-il nullité si l'introduction des officiers ne s'est pas faite selon les règles posées par le décret de 1791 : par exemple, sans désignation préalable par deux citoyens domiciliés, comme le veut l'article 10 de ce texte³.

De même, la nullité peut frapper la perquisition opérée par un officier de police judiciaire, sur délégation du juge d'instruction. Cela peut, notamment, résulter de la nullité de la commission rogatoire elle-même : est irrégulière la saisie effectuée par un officier de police, sur délégation viciée par la nullité du réquisitoire introductif du procureur de la République⁴. La nullité peut aussi provenir d'un excès de pouvoir des officiers de police délégués. Ceux-ci ont, par exemple, excédé les termes de la commission rogatoire en saisissant des objets relatifs

1. LEPOITTEVIN, *C. I. Cr. ann.*, art. 36, § 2, n° 7.

2. GARRAUD, *op. cit.*, t. III, n° 907 ; LE POITTEVIN, *C. I. Cr.*, art. 87, sect. I, § 3, n° 11 ; Cass., 18 fév. 1910 (B., n° 73, G. P., 10, 1, 532) ; 31 janv. 1914, précité.

3. Trib. corr. Narbonne, 1^{er} avr. 1926 (D. H., 1926, p. 278 ; G. P., 1926, 2, 142).

4. C. Nîmes, 4 juin 1925 : G. P., 25, 2, 315.

à un délit autre que celui visé par le juge d'instruction — toujours sous réserve du crime flagrant et au domicile de l'inculpé. La question s'est posée dans une affaire célèbre. Le juge d'instruction de Neufchâtel-en-Bray avait donné commission rogatoire à un commissaire de police, à l'effet de rechercher les preuves du délit de « trafic illicite de monnaie nationale », au domicile d'un sieur Dujardin. Au cours de sa perquisition, le commissaire découvrit des paires de bas de soie qu'il présuma importées en fraude et qu'il saisit. Inculqué d'avoir introduit en France des bas de soie d'origine étrangère, Dujardin fut acquitté par jugement du tribunal de Lille (le 17 octobre 1923) qui¹ taxa de nullité cette saisie, car « en matière de commission rogatoire, le juge délégué ne doit pas excéder les termes de sa délégation ». Par arrêt du 1^{er} février 1924, la Cour de Douai réforma cette décision. Sur pourvoi², le 14 février 1925, la Chambre Criminelle cassa cet arrêt et annula la saisie pour incompétence du commissaire de police. Sur renvoi, la Cour d'Amiens se rangea à l'avis de la Cour Suprême, dans son arrêt du 18 juin 1925³. Il y a également excès de pouvoir — et donc nullité de la perquisition — lorsque

1. Lille, 17 oct. 1923 : G. P., 23, 2, 663.

2. Cass., 14 fév. 1925 : B., n° 57 ; D., 25, 1, 148 ; D. H., 1925, p. 179 ; G. P., 25, 2, 197 ; S., 25, 1, 335.

3. C. Amiens, 18 juin 1925 : G. P., 1925, 2, 615 ; dans le même sens, trib. Narbonne, 1^{er} avr. 1926, cité.

l'officier délégué visite un lieu autre que celui désigné par le juge d'instruction ¹.

§ 2^e. — *Nature et caractères de la nullité*

Il s'agit d'une nullité substantielle destinée à réparer l'atteinte portée à des règles essentielles de compétence. Elle doit donc être prononcée d'office par les juges, bien qu'aucun texte ne la prévoie. Irrecevable pour la première fois devant la Cour de Cassation ², elle peut être soulevée seulement en appel ³.

Cette nullité substantielle sera-t-elle couverte par le consentement du maître de maison qui a toléré qu'un agent incompetent opérât une perquisition à son domicile ? Le principe ne paraît guère contestable. M. Morizot-Thibault a dit justement, à cet égard : « Il est évident que je puis abandonner la garantie qui me protège et si je fais acte de liberté en l'éludant, ma liberté doit être respectée jusque dans la manifestation qui m'en a dépouillé ⁴. »

Il s'est pourtant trouvé, jadis, des auteurs pour refuser à la volonté du maître de maison le droit de régulariser une perquisition illégale, en y acquiesçant ⁵.

1. Trib. Narbonne, 1^{er} avr. 1926, précité.

2. Cass., 19 janv. 1901 (D., 1901, 1, 342), 11 mars 1904 (B., n° 143).
Adde note dans G. P., 1926, 2, 143, sous jugement de Narbonne du 1^{er} avr. 1926.

3. Cass., 20 mars 1902 (B., n° 113 ; G. P., 02, 1, 656 ; S., 1903, 1, 236).

4. M. MORIZOT-THIBAUT, *op. cit.*, p. 450.

5. LEGRAVEREND, *op. cit.*, t. II, p. 231 ; MANGIN, *Traité des procès-verbaux*, n° 18.

A l'inverse, la Cour de Cassation a, dans deux arrêts anciens, admis la validité de procès-verbaux dressés par des gardes forestiers, non assistés par l'une des personnes désignées dans l'article 16 du C. I. Cr., sous prétexte que cet article ne dispose pas à peine de nullité ¹. Ces deux décisions présentent peu d'intérêt, moins parce qu'elles ont trait à une matière spéciale, que parce qu'elles sont antérieures à la théorie des nullités substantielles ². Insistons plutôt sur la Jurisprudence postérieure.

La Cour de Cassation reconnaît, depuis 1829, que le consentement couvre la perquisition illégale. Elle a d'abord induit ce consentement du défaut d'opposition de l'intéressé. Elle a commencé par admettre cette solution — théorie dite de l'assentiment tacite — à propos d'une saisie opérée par un garde, en vertu de l'article 16 du C. I. Cr.. Par arrêt du 12 juin 1829³, elle a décidé que : « Lorsque le possesseur du domicile ne s'oppose pas à l'introduction du garde qui n'est pas assisté d'un officier public, il est présumé y avoir consenti. » Depuis, la Jurisprudence a consacré cette théorie à maintes reprises et l'a étendue aux perquisitions opérées par le procureur de la République ou ses auxiliaires en dehors du crime flagrant ou du domicile de

1. Cass., 1^{er} fév. 1822 (B., n° 19), 22 janv. 1829 (B., n° 15).

2. LE POITTEVIN, *C. I. Cr. ann.*, art. 87, s. I, § 3, n° 14 et 15.

3. Cass., 12 juin 1829 : B., n° 127.

l'inculpé. Elle l'a appliquée « à tous les cas où les prescriptions restrictives de la loi protègent l'inviolabilité du domicile ¹ ».

La Cour de Cassation avait admis une restriction et une exception. La restriction concernait l'absence de consentement libre. Elle avait reconnu que le défaut d'opposition n'était pas suffisant dans une espèce où des agents de la régie avaient « développé toutes les apparences de la contrainte et de la force ² ». L'exception visait le cas où l'officier commençait sa visite en l'absence du maître de la maison : l'arrivée de ce dernier au cours des opérations et son défaut d'opposition ne purgeaient point la nullité ³.

Malgré cette restriction et cette exception, le principe posé par la Cour Suprême se révélait aussi dangereux que contestable. Système dangereux car le maître de maison qui ne s'était pas opposé à la visite ne pouvait revenir sur son autorisation tacite ; ainsi qu'il résulte des termes de l'arrêt du 10 avril 1823, précité : « Il est naturel et juste qu'après coup, il ne soit point admis à se plaindre d'une opération qui n'a été que la suite de son défaut de réclamation, dans le seul moment où une réclamation de sa part l'aurait empêchée. »

1. GARRAUD, *op. cit.*, t. III, n° 907. Citons : C. Limoges, 30 avr. 1857 (D., 59, 2, 205) ; Cass., 30 juin 1860 (B., n° 146) ; C. Poitiers, 18 fév. 1869 (D., 69, 2, 199 ; S., 70, 2, 21) ; Cass., 25 nov. 1882 (B., n° 255 ; S., 83, 1, 141 ; D., 83, 1, 227).

2. Cass., 4 déc. 1818 : B., n° 145.

3. Cass., 10 avr. 1823 : B., n° 55.

N'est-il pas non plus inadmissible d'interpréter le silence du propriétaire comme le signe d'une autorisation expresse ? Le particulier contre lequel l'opération illégale a été conduite n'avait pas à en présumer le vice. Aucun texte de loi ne l'oblige à en vérifier la légalité. Pourquoi retourner contre lui une violation de la loi à laquelle il reste étranger et dont il n'a pas pu soupçonner la portée ? Aussi la doctrine critiquait-elle la Jurisprudence et exigeait-elle un consentement exprès¹.

La Jurisprudence s'est laissée convaincre. Elle requiert, en effet, aujourd'hui, que la renonciation du propriétaire soit formelle et expresse².

Les tribunaux ont été amenés à préciser que pour être valable le consentement du prévenu doit intervenir en connaissance de cause, c'est-à-dire « avec la connaissance qu'il était procédé irrégulièrement³ ».

Si les juges du fond apprécient souverainement les faits dont ils induisent que le consentement satisfait aux conditions requises pour son efficacité ; les décisions doivent, du moins, relever les circons-

1. FAUSTIN-HÉLIE, t. III, n^{os} 1.305 à 1.310 ; M. MORIZOT-THIBAUT, p. 449 ; GARRAUD, t. III, p. 215.

2. Cass., 25 juin 1898 (S., 1900, 1, 57) ; 20 mars 1902 (G. P., 1902, 1, 296) ; 3 avr. 1903 (B., n^o 147) ; 24 déc. 1904 (G. P., 1905, 1, 124 ; D., 05, 1, 206 ; S., 07, 1, 98) ; 18 oct. 1907 (B., n^o 423) ; Trib. Lille, 22 mai 1909 (G. P., 1909, 2, 240) ; Cass., 27 juil. 1911 (B., n^o 386) ; Trib. Hazebrouck, 26 avr. 1913 (G. P., 13, 1, 644) ; Contra : C. Paris, 25 juin 1909 (G. P., 09, 2, 522, relatif à l'application de l'art. 10 C. I. Cr.).

3. FAUSTIN-HÉLIE et M. DEPEIGES, n^o 113, § 3.

tances qui motivent leur appréciation, sinon, elles sont cassées par la Cour Suprême « qui n'est pas mise à même d'exercer le contrôle qui lui appartient ¹ ».

La loi de 1933 n'a, en rien, modifié ces principes ². Et, comme par le passé, la Cour de Cassation décide que le consentement ne sera efficace que donné « librement et en connaissance de cause », c'est-à-dire d'après un arrêt du 7 décembre 1935 ³ : « avec l'entière connaissance qu'il allait être opéré irrégulièrement par des agents dépourvus de mandats réguliers. » Elle a, également, admis que la juridiction qui refuse effet au consentement doit en donner raison ; c'est ainsi qu'elle a cassé un arrêt de la Cour d'Aix, en date du 21 mars 1933 parce que les juges du fait n'énonçaient « aucune des circonstances permettant d'incriminer la valeur de ce consentement à la perquisition signé par le prévenu, formulé sans réserve et dans les termes les plus précis ⁴ ». On ne saurait trop recommander à l'agent qui perquisitionne de relater le consentement exprès donné par le propriétaire dans le procès-verbal que ce dernier signera en connaissance de cause.

1. Cass., 9 déc. 1910 (B., n° 619 ; G. P., 11, 1, 28, avec la note II ; D., 12, 1, 30) ; 17 oct. 1912 (B., n° 496) ; 12 mai 1923 (G. T., 24 oct. 1923 ; S. som., 1923, 1, 48 ; D., 24, 1, 174) ; 15 déc. 1928 (B., n° 308 G. P., 29, 1, 91 ; S., 30, 1, 236).

2. M. SAINT-LAURENS, *op. cit.*, p. 386 ; Cass., 2 janv. 1936 (affaire Azoulay) : D. H., 1936, p. 100 ; D., 36, 1, 46, note M. LEROIR.

3. Cass., 7 déc. 1935 : G. P., 24 janv. 1936.

4. Cass., 2 janv. 1936 (aff. Ocana) : B., n° 1.

§ 3^e. — *Effets de la nullité*

A défaut de consentement valable, par application de la théorie générale des nullités, l'acte irrégulier, seul, est entaché de nullité ; mais le reste de la procédure reste valable, notamment les actes postérieurs à la perquisition¹. Celle-ci et tous les actes qui en ont été la suite — la saisie par exemple — sont seuls frappés de nullité et ne pourront pas servir de base à une condamnation².

Par arrêt du 24 octobre 1912, la Cour de Cassation³ a prononcé la nullité de perquisitions postérieures à une visite nulle parce que : « les perquisitions étaient liées par une relation de cause à effet ; que la première a déterminé la seconde et que celle-ci a déterminé la troisième, qu'elles étaient dès lors indivisibles. » Dans son arrêt du 18 juin 1925, à propos de la saisie de bas de soie introduits frauduleusement en France, la Cour d'Amiens a ainsi délimité les conséquences de la nullité : « Cette saisie est d'une nullité absolue, d'où il suit que tous les interrogatoires, dépositions de témoins, confrontations et tous actes d'instruction quelconques qui en ont été la conséquence sont frappés de la

1. VIDAL et M. MAGNOL, *op. cit.*, n° 935-3, III.

2. C. Rouen, 1^{er} fév. 1845, Trib. Lille, 22 mai 1909, précités ; Trib. Arras : 10 oct. 1911 (G. P., 1911, 2, 484) ; Trib. Seine, 14 juin 1907 (G. P., 07, 2, 275 ; D., 07, 5, 44) ; Cass., 18 fév. 1910 et C. Nîmes, 4 juin 1925, précités.

3. Cass., 14 oct. 1912 (B., n° 507).

même nullité et ne peuvent servir de base au juge pour fonder sa conviction. »

Nous comprenons que la Cour Suprême ait cassé, dans l'intérêt de la loi, un arrêt de la Cour d'Appel d'Aix du 7 janvier 1935 qui avait décidé, en invoquant l'article 87 du C. I. Cr., que la nullité d'une perquisition devait entraîner celle de la procédure postérieure et avait rejeté des débats tous les actes d'instruction et toutes les déclarations des prévenus ultérieurs au procès-verbal. Il ne pouvait s'agir, en l'espèce, que d'une nullité substantielle, l'article 87 ne prévoyant aucune nullité pour inobservation de ses prescriptions¹.

S'il n'existe pas dans la procédure d'autre élément de preuve que la visite illégale, aucune condamnation ne peut frapper l'inculpé, même si ce dernier ne conteste pas le résultat de la perquisition².

Il résulte que la nullité de l'opération infecte également le procès-verbal de perquisition et de saisie. Les tribunaux doivent se garder d'employer des expressions vicieuses, comme « la poursuite est nulle » ou « manque de base légale ». M. Mimin note avec raison³ : « Sauf exception — notamment en matière fiscale — nulle poursuite n'exige à sa base un procès-verbal et la nullité du procès-verbal, s'il y en a un, n'entraîne donc pas la nullité de la

1. Cass., 2 janv. 1936 (B., n° 3, aff. Ruggieri).

2. Cass., 15 déc. 1928, précité.

3. M. MIMIN, *op. cit.*, p. 268, note 1.

poursuite. L'annulation du procès-verbal *peut* simplement faire disparaître la preuve et, pour cette raison, faire échouer la poursuite. Celle-ci est alors mal fondée mais non pas nulle. »

Regrettons que la Cour de Cassation n'exige pas le retrait matériel du dossier, de l'acte nul¹. Sans doute n'en peut-il pas être fait état ; mais, le tribunal saisi y trouvera des éléments d'appréciation qui lui permettront d'obtenir, plus facilement, l'aveu de l'inculpé à l'audience.

Or, la Jurisprudence admet que le prévenu peut être condamné sur son seul aveu postérieur à des perquisitions nulles (en cours d'instruction ou à l'audience)², pourvu qu'il intervienne sans contrainte, car, dit la Cour de Cassation dans un arrêt du 27 décembre 1935, il constitue « un élément de preuve indépendant des actes irréguliers³ ». Dans une note parue au Dalloz, sous cet arrêt, M. Mimin pense que la même solution devrait être admise au cas d'aveux contemporains de la perquisition.

On aboutit, alors, au résultat suivant : « Condamné sur le vu de ses aveux », le prévenu « n'aura plus aucun intérêt à contester la régularité de la visite domiciliaire⁴ ».

1. Cass., 22 juin 1905 : S., 1908, 1, 205.

2. C. Poitiers, 18 fév. 1869, déjà cité ; Trib. Seine, 14 juin 1907 et Trib. Hazebrouck, 26 avr. 1907, précités.

3. Cass., 27 déc. 1935 : B., n° 148 ; D., 1936, 1, 20, note de M. MIMIN.

4. M. CARRIVE, *Revue de Science criminelle et de droit pénal comparé*, 1936, n° 2, p. 260.

A supposer que le prévenu ne commette pas l'imprudence d'avouer le délit qui lui est reproché, il ne saurait se voir condamner sur le témoignage de l'officier de police qui n'a eu connaissance du délit qu'au cours et par l'effet d'une perquisition irrégulière. Son témoignage est entaché du même vice que le procès-verbal qu'il a dressé ¹.

SECTION II

Inobservation des conditions de forme

Le C. I. Cr. — articles 37 à 39 — prévoyait certaines formalités relatives à la saisie des pièces à conviction : procès-verbal, scellés, présence du prévenu ou fondé de pouvoir, reconnaissance des objets et paraphe. Ces formalités concernaient les perquisitions opérées, non seulement par le procureur, mais aussi par ses auxiliaires (article 49 C. I. Cr.) et par le juge d'instruction, en vertu de l'article 89 qui renvoyait aux articles 37 à 39.

Comme ces textes étaient dépourvus de sanctions, la question se posait de savoir si les formalités qu'ils décrivaient devaient être considérées comme substantielles. La Jurisprudence ne l'admit point. Fidèle à sa tradition, elle s'est déterminée par des considérations pratiques, en vue de libérer l'infor-

1. Cass., 21 avr. 1864 (B., n° 108 ; D., 66, 1, 239) ; Cour de Nîmes, 24 janv. 1908 et 11 oct. 1923, précités.

mation d'entraves gênantes. Elle y a vu de simples précautions, non prescrites à peine de nullité, dont l'inobservation — à défaut de textes — n'entraînait pas cette sanction ; mais pouvait, seulement, diminuer la force probante des saisies. Selon la formule de certains arrêts, il appartenait au juge « d'avoir à cette nature de preuve tel égard que de raison et d'apprécier le degré de confiance qu'elle devait inspirer ». La Jurisprudence¹ l'a maintes fois consacré, surtout à propos de l'absence du prévenu et de la violation des formalités destinées à assurer l'identité ou la conservation des objets saisis.

La doctrine considérait pourtant ces formalités comme substantielles et concluait que leur violation devait entraîner une nullité virtuelle². A aucun moment, la Jurisprudence n'a partagé cette opinion. Mais le législateur de 1933 s'y est partiellement rangé dans l'alinéa final du nouvel article 39 du C. I. Cr., ainsi rédigé :

« Les formalités ci-dessus mentionnées aux articles 37, 38 et 39 sont prescrites à peine de nullité. »

1. Cass., 8 fév. 1838 (B., n° 38), 17 sept. 1840 (B., n° 273 ; S., 41, 1, 608), 29 juin 1865 (D., 65, 5, 101 ; B., n° 139 ; S., 66, 1, 38) ; Paris, 26 juil. 1867 (D., 67, 5, 242) ; Cass., 24 fév. 1883 (B., n° 57 ; D., 84, 1, 92 ; S., 85, 1, 95) ; Paris, 20 déc. 1886 (G. T., 25 déc. 1886) ; Trib. Seine, 21 oct. 1886 (G. P., 86, 2, 316) ; Cass., 30 juil. 1897 (B., n° 271), 6 mai 1898 (B., n° 180 ; S., 99, 1, 256), 30 juin 1899 (B., n° 183), 23 nov. 1901 (B., n° 292 ; S., 1905, 1, 474), 17 sept. 1903 (B., n° 334 ; S., 1906, 1, 150) ; Hte Cour de Justice, 28 oct. 1899 (D., 1903, 2, 364 ; G. T., 99, 2, 451) ; Cass., 8 janv. 1910 (B., n° 9) ; C., Paris, 22 juin 1926 (G. P., 1926, 2, 313).

2. GARRAUD, *op. cit.*, t. III, n° 904.

§ 1^{er}. — *Cas de nullité*

Désormais, sont nulles les perquisitions opérées par les procureurs de la République et les officiers de police judiciaire, au cas de flagrant délit en l'absence de procès-verbal, de scellés, de l'inculpé ou de fondé de pouvoir, de représentation des objets à l'effet de les reconnaître et de les parapher. Ce sont les seules formalités dont la violation doit — aux termes de l'article 39 du C. I. Cr. — entraîner la nullité.

Aussitôt naît la question, inaperçue par M. Tur-
lan¹, de savoir si cette nullité ne doit pas s'étendre
aux perquisitions pratiquées par le juge d'instruc-
tion, bien que cette sanction ne figure pas dans les
articles 87 à 89. La doctrine l'admet volontiers².
Les auteurs déclarent que les formalités décrites par
ces textes sont substantielles et que leur omission
ou leur violation doit, comme au cas de flagrant
délict, entraîner une nullité virtuelle. Ces formalités,
dit-on, sont identiques dans les deux hypothèses,
pourquoi ne pas les soumettre à un régime commun ?
On invoque aussi l'esprit de la loi et le texte de
l'article 87 qui prévoit la prise à partie³.

1. *Commentaire pratique de la loi du 7 février 1933*, Nantes, 1933.

2. M. GOYET, *Lois Nouv.*, 1933, ch. III, sect. II, 4^o ; M. SAINT-LAURENS, *op. cit.*, p. 379 et 380 ; VIDAL et M. MAGNOL, *op. cit.*, n^o 822 bis, note 2.

3. MM. GARRAUD et LABORDE-LACOSTE, *Précis élémentaire*, 1933, p. 402 à 409.

A notre avis, ni le vœu du législateur, ni la logique, ni l'admission de la prise à partie, ni la lettre de la loi ne conduisent à semblable conclusion.

Le vœu de la loi est d'assurer aux perquisitions leur caractère de mesures d'instruction ; ni plus, ni moins. On n'en peut rien tirer (pas plus d'ailleurs que des travaux préparatoires de la loi de 1933) en faveur de la nullité pour violation des formalités des articles 87 à 89.

Logiquement, il est inexact d'assimiler les deux situations. Au cas de flagrant délit, en raison des circonstances, compétence est reconnue à des officiers de police judiciaire dont l'indépendance et le savoir risquent d'être purement nominaux. Au cas d'information, la compétence revient exclusivement au juge d'instruction, seul titulaire naturel du droit de perquisition. Dans l'hypothèse du flagrant délit, les règles de la compétence sont donc exceptionnellement élargies ; il est juste qu'en contrepartie la loi attache plus de prix à l'accomplissement des conditions de forme et en sanctionne l'inobservation par la nullité. Il apparaît normal qu'au cas d'information, le système de la loi se fasse plus souple et n'entraîne pas automatiquement la nullité de la perquisition illégale opérée par le juge d'instruction, magistrat éclairé et indépendant.

On ne voit pas, non plus, comment une sanction : la prise à partie, doit nécessairement conduire à annuler les actes intervenus.

Enfin, et surtout, la loi n'admet, nulle part, la nullité de telles opérations. Qu'on ne réponde pas qu'il s'agit d'une nullité substantielle. Si semblable nullité devait jouer, c'était précisément au cas de flagrant délit, là où les garanties de fond sont nécessairement restreintes. Notons que si, à l'inverse, la nullité avait été prévue par les articles 87 à 89 et non par l'article 39, il aurait fallu, de toute évidence, étendre la même sanction aux articles 37 à 39. Les textes sont différents et la réciproque n'est pas vraie.

On ne saurait arguer d'un oubli du législateur de 1933. Cette omission paraît d'autant moins vraisemblable que ce dernier a retranché de l'article 89 le renvoi qu'il faisait aux articles 37 à 39. A supposer qu'il y ait eu vraiment oubli, le législateur avait une occasion toute trouvée de le réparer, lors de la réforme introduite en 1935. N'oublions pas que la loi nouvelle a eu pour but de réagir, en partie, contre la Jurisprudence antérieure. Or, celle-ci décidait, avant 1933, que l'inobservation d'une formalité n'entraînait pas la nullité. Le législateur devait se rendre compte que, hors des hypothèses où il édictait la nullité, la Jurisprudence resterait fidèle à son passé et rejetterait cette sanction.

A notre avis, au cas d'omission des formalités prévues par les articles 87 à 89, les tribunaux doivent continuer à décider, comme la Cour de

Cassation, dans son arrêt du 6 mai 1898 précité, « qu'il n'en saurait résulter, dans tous les cas, le droit pour l'accusé ou le prévenu d'exiger et pour la Cour l'obligation d'ordonner » que les objets saisis « seront écartés du débat ; qu'ils peuvent donc y être maintenus sans contravention à la loi, sauf aux juges du fait à avoir à cette nature de preuve tel égard que de raison et à apprécier le degré de confiance qu'elle doit inspirer ».

D'ailleurs, la Cour de Cassation a, par arrêt du 2 janvier 1936, décidé récemment : « que les nullités ne se présument point ; que l'article 87 du C. I. Cr., modifié par la loi du 7 février 1933, ne prévoit pas la nullité de la procédure engagée ou continuée après une perquisition irrégulièrement accomplie ¹. »

§ 2^e. — *Nature et caractères de la nullité*

Il s'agit d'une nullité textuelle. Elle sera couverte par l'aveu du prévenu à l'audience. L'agent qui aura procédé irrégulièrement ne pourra pas témoigner.

§ 3^e. — *Effets de la nullité*

Pour ceux qui admettent la nullité au cas de violation des articles 87 à 89 du C. I. Cr., seront viciés les actes de procédure irréguliers, mais non les actes subséquents qui n'en sont pas la suite.

1. Cass., 2 janv. 1936 : B., n° 3.

Lorsque la nullité est encourue pour inobservation des formalités prévues par les articles 37, 38 et 39, quel en sera l'effet ? Les auteurs récents limitent cet effet à l'acte vicié, sans en donner de raisons¹. C'est méconnaître l'existence de l'art. 408 du C. I. Cr., ainsi conçu : « Lorsque l'accusé aura subi une condamnation, et que, soit dans l'arrêt de la cour royale qui aura ordonné son renvoi devant une Cour d'Assises, soit dans l'instruction et la procédure qui auront été faites devant cette dernière Cour, soit dans l'arrêt même de condamnation, il y aura eu violation ou omission de quelques-unes des formalités que le présent Code prescrit sous peine de nullité, cette omission ou violation donnera lieu, à l'annulation de l'arrêt de condamnation et de ce qui l'a précédé, à partir du plus ancien acte nul », alinéa 1^{er}. Il en résulte que la nullité affectera, non seulement la perquisition irrégulière, mais aussi toute la procédure subséquente.

SECTION III

Nullité du procès-verbal

La nullité des perquisitions et saisies entraîne, nous l'avons vu, celle du procès-verbal qui les relate. A côté de cette nullité d'emprunt, il existe,

1. M. GOYET, *Lois Nouv.*, 1933, ch. III, sect. II, 4^e ; M. SAINT-LAURENS, *op. cit.*, p. 185.

aussi, des causes de nullité propres au procès-verbal. Ainsi, celui dressé par le procureur ou ses auxiliaires sera nul s'il ne satisfait pas aux exigences des articles 32 et 42 du C. I. Cr.; celui établi par le juge si la signature de ce dernier ou du greffier n'y figure pas. Empressons-nous de noter que si une condition de validité du procès-verbal fait défaut, non seulement, ce dernier sera nul; mais encore, les perquisitions et saisies qu'il contient seront tenues pour non-avenues. La nullité du procès-verbal réagit sur la validité des opérations qu'il consigne.

Conclusion

Les perquisitions intéressent la justice et la liberté. Or, celle-ci réclame des garanties que celle-là considère, volontiers, comme des entraves.

Aussi, pendant le xix^e siècle et le début du xx^e, la doctrine s'est-elle d'autant plus vivement apitoyée sur le sort fait à la liberté individuelle par notre C. I. Cr. — qui l'avait traitée en parent pauvre — ; que la Jurisprudence en déduisait, au profit du magistrat instructeur, un large pouvoir, à peine restreint par un petit nombre de formalités dont l'inobservation n'entraînait aucune nullité.

Rationnellement, le législateur doit chercher à satisfaire les nécessités de l'information et la liberté individuelle. L'instruction exige, avant tout, que le titulaire du droit de perquisition soit doté de prérogatives étendues. De leur côté, les individus réclament que ces pouvoirs ne soient confiés qu'à des magistrats intelligents et indépendants dont l'activité, soumise à des règles précises, respecte des formalités dont la nullité

venge l'inobservation. Il n'est pas inutile de mentionner, ici, qu'il n'y a pas nécessairement opposition entre liberté et justice. Nous avons vu, notamment à propos des formalités relatives au droit de perquisition, que celles-ci produisent un double et heureux effet, puisqu'elles garantissent les droits des citoyens et consolident, en même temps, les résultats de l'information. A cet égard, l'opposition réside plutôt dans l'information elle-même qui tend, d'une part, à s'affranchir de toute formalité, mais aspire, d'autre part, à la découverte de preuves qu'on ne puisse pas discuter.

D'une façon générale, à tous les points de vue, la loi de 1933 paraît avoir réalisé des réformes appréciables. Elle a, en effet, considéré les perquisitions comme des mesures d'instruction, auxquelles elle n'a permis au juge de recourir que si une information est ouverte et si l'individu, chez lequel la visite a lieu, détient des objets présumés utiles à la manifestation de la vérité. Elle a maintenu les droits reconnus au procureur de la République et à ses auxiliaires, en cas de crime flagrant. Elle a précisé et augmenté les formalités qui entourent la perquisition et la saisie des pièces à conviction, dont elle a réglé le sort. Elle n'a pas craint de renforcer ses réformes en édictant des sanctions appropriées

dont l'une — la plus efficace — : la nullité, obéit à un régime habilement nuancé.

Le régime actuel des perquisitions et saisies appelle, toutefois, deux critiques qui ne s'adressent d'ailleurs pas au législateur de 1933. Il est anormal, en premier lieu, que l'instruction puisse être confiée, du jour au lendemain, à des magistrats inexpérimentés et sans indépendance : juges suppléants ou anciens officiers ministériels (à qui la faveur politique permet de brûler la suppléance). Les uns et les autres seront à la merci du Parquet et de leur greffier !

Il est regrettable, en outre, qu'en 1935, le législateur ait été (ou se soit cru) obligé par les nécessités de la pratique, d'une part, de rétablir sans limite les délégations aux officiers de police judiciaire et, d'autre part — et surtout — d'accorder le droit de visite aux préfets, dépourvus de toute indépendance, esclaves du Gouvernement.

Sous ces réserves, le régime actuel des perquisitions, tel qu'il est établi depuis la loi de 1933, marque, indubitablement, un progrès considérable sur le laconisme du C. I. Cr. et une réaction bienfaisante contre l'ancienne Jurisprudence répressive à l'excès.

Vu :

Le Professeur, Président de la Thèse,

B. PERREAU.

Vu : *le Doyen,*

H. NÉZARD.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie,

Président du Conseil de l'Université,

R. DELTHEIL.

Bibliographie

I. — Ouvrages généraux

- BOITARD. — Leçons de Droit Criminel, 13^e édit. 1 vol. in-8°.
- BOURGUIGNON. — Manuel d'Instruction Criminelle.
- CARNOT. — Code d'Instruction Criminelle, 2^e édit., 4 vol., 1829-30.
- DUVERGER. — Manuel des Juges d'Instruction, 3^e édit., 3 vol. 1862, in-8°.
- ESMEIN. — Histoire de la Procédure Criminelle en France, 1 vol. in-8°, 1822.
- GARÇON. — Code pénal annoté (1901).
- GARRAUD (René et Pierre). — Traité théorique et pratique d'Instruction Criminelle et de Procédure Pénale, 5 vol. 1929.
Précis de Droit Criminel, 15^e édit., 1 vol., 1934.
- GARRAUD (Pierre) et LABORDE-LACOSTE. — Précis élémentaire de Droit Pénal, Sirey, 1933 et supplément.
- FAUSTIN-HÉLIE. — Traité de l'Instruction Criminelle, 2^e édit., 8 vol. in-8°, 1866-1867.
- FAUSTIN-HÉLIE et DEPEIGES. — Pratique criminelle des Cours et Tribunaux, 4^e édit., 2 vol. in-8°, 1928 et supplément 1936.
- ISAMBERT. — Recueil des anciennes lois.
- JOUSSE. — Traité de la Justice Criminelle, Paris, 1771.
- LEGRAVEREND. — Traité de Législation Criminelle en France, 3^e édit., 2 vol. in-4°, 1830.
- LEPOITTEVIN. — Code d'Instruction Criminelle annoté, art. 1 à 305, 1915, in-4°.
Dictionnaire-formulaire des parquets, 5 vol. in-8° 1928.

- LOCRE. — Législation Civile, Commerciale et Criminelle.
Paris, 1827-1829.
- MANGIN. — Traité de l'Instruction écrite et du règlement
de la compétence en matière criminelle, 3 vol.,
1847, in-8°.
- Traité de l'action publique et de l'action civile,
3^e édit., 2 vol. in-8°, 1876.
- MARCY. — Manuel dictionnaire des Juges d'Instruction,
2 vol. in-8°, 1901.
- MASSABIAU. — Manuel du Ministère public, 5^e édit., 3 vol.
in-8°, 1857.
- MIMIN. — Le Constat criminel, 1930.
- MORIZOT-THIBAUT. — De l'Instruction préparatoire, 1906.
- ORTOLAN. — Éléments de Droit Pénal, 1875.
- PERREAU. — De la qualification criminelle, Paris, Pichon,
1926.
- ROUX. — Cours de Droit Criminel français et de Procédure
Pénale, 2^e édit., 1927.
- SAINT-LAURENS. — Supplément au Dictionnaire des Par-
quets de LEPOITTEVIN, juillet 1933.
- SIGNOREL. — Manuel formulaire des Juges d'Instruction,
2^e édit., in-16, 1931.
- TRÉBUTIEN. — Cours élémentaire de Droit Criminel, 1884,
2 vol.
- TURLAN. — Commentaire pratique de la loi du 7 février 1933,
sur les garanties de la liberté individuelle, Nantes.
- VIDAL et MAGNOL. — Cours de Droit Criminel et de Science
Pénitentiaire, 8^e édition, 1935.
Supplément à ce cours, 1935.

II. — Thèses

- BESNARD. — Des perquisitions et saisies en matière crimi-
nelle, Paris, 1904.
- BLOUET. — La saisine du Juge d'Instruction, Caen, 1937.
- BRACK. — Perquisitions en matière répressive, Paris, 1910.

BRAY. — La fouille corporelle, Dijon, 1930.

DESWARTE. — Les perquisitions et saisies opérées par le Juge d'Instruction, Lille, 1935.

III. — Articles de Revues

Bulletin de la Société d'Études législatives :

1926, p. 37 et sq. HUGUENEY.

Lois Nouvelles :

1933, p. 145 et sq. GOYET.

1935, p. 69 et sq. GOYET.

Revue pénitentiaire et de Droit pénal :

1905, p. 70 et sq. HENRI-PRUDHOMME.

1933, p. 96 et sq. ANCELY.

Revue Critique de Législation et de Jurisprudence :

1935, p. 333 et sq. CUCHE.

Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé :

1936, p. 259 et 260, CARRIVE.

Table des Matières

INTRODUCTION

	Pages
I. — Notion.	9
II. — Historique.	15
III. — Plan	22

I^{re} PARTIE

Objet des perquisitions et saisies

TITRE PREMIER

Notion de domicile	24
------------------------------	----

TITRE SECOND

Objet des saisies.	25
CHAPITRE I ^{er} . — Saisie des actes notariés.	28
CHAPITRE II. — Saisie des documents des avocats et avoués	31
CHAPITRE III. — Saisie des lettres	33

II^e PARTIE

Conditions de fond des perquisitions et saisies

TITRE PREMIER

Titulaires du droit de perquisition.	44
CHAPITRE I ^{er} . — Droit du Juge d'Instruction	45
Section I. — Le juge est saisi.	45
Paragraphe 1 ^{er} . — Indépendance du Juge d'Ins- truction.	45
Paragraphe 2 ^e . — Conditions d'exercice des per- quisitions par le Juge d'Instruction	51
Paragraphe 3 ^e . — Ordonnance de transport.	53
Section II. — Hypothèse du flagrant délit.	55

	Pages
CHAPITRE II. — Droit du Procureur et des officiers de police judiciaire, ses auxiliaires	57
<i>Section I. — Dans quels cas sont-ils compétents ?</i>	57
<i>Section II. — Conditions d'exercice.</i>	65
<i>Section III. — Pouvoirs du Procureur de la République et de ses auxiliaires.</i>	67
<i>Section IV. — Comparaison avec le Juge d'Instruction</i>	69
<i>Section V. — L'enquête officieuse</i>	70
<i>Section VI. — Délégations.</i>	71
Paragraphe 1 ^{er} . — Régime du Code d'Instruction Criminelle	71
Paragraphe 2 ^e . — Régime postérieur au Code d'Instruction Criminelle	76
N ^o 1. — Loi du 7 février 1933.	76
N ^o 2. — Loi du 25 mars 1935.	79
1 ^o Cas où les délégations sont possibles . . .	79
2 ^o Pouvoirs du magistrat ou de l'officier de police délégué	81
CHAPITRE III. — Pouvoirs des préfets.	87
<i>Section I. — Conditions d'exercice.</i>	91
<i>Section II. — Caractéristiques de leur pouvoir. . .</i>	93
CHAPITRE IV. — Autres hypothèses.	95
<i>Section I. — Supplément d'information.</i>	95
<i>Section II. — Infractions spéciales.</i>	97

TITRE SECOND

Heures des perquisitions et saisies.	100
CHAPITRE I^{er}. — Textes relatifs à l'inviolabilité du domicile	100
CHAPITRE II. — Détermination de la nuit.	103
CHAPITRE III. — Exceptions.. . . .	105

TITRE TROISIÈME

Lieux des perquisitions et saisies	110
---	-----

TROISIÈME PARTIE

Formalités des perquisitions et saisies

TITRE PREMIER

Présence de certaines personnes	114
CHAPITRE I ^{er} . — Présence du Procureur de la République	114
CHAPITRE II. — Présence du maître de maison. . .	116
<i>Section I.</i> — Perquisition au domicile d'un prévenu	116
Paragraphe 1 ^{er} . — L'inculpé est détenu.	117
Paragraphe 2 ^e . — L'inculpé est libre	120
<i>Section II.</i> — Perquisition au domicile d'un tiers.	122
CHAPITRE III. — Présence de l'avocat.	124
CHAPITRE IV. — Présence d'un greffier.	127
CHAPITRE V. — Présence du commissaire de police ou d'autres personnes	128
CHAPITRE VI. — Présence de l'expert.	129

TITRE SECOND

Garanties destinées à assurer l'identité des pièces à conviction.	130
CHAPITRE I ^{er} . — Règles spéciales au cas d'information	131
<i>Section I.</i> — Saisies dans les bureaux des P. T. T.	131
<i>Section II.</i> — Inventaire.	134
CHAPITRE II. — Règles communes.	135
<i>Section I.</i> — Interpellation du prévenu.	135
<i>Section II.</i> — Saisie d'objets autres que des papiers	136
<i>Section III.</i> — Saisie des papiers.	136
<i>Section IV.</i> — Procès-verbal de perquisition. . .	137
Paragraphe 1 ^{er} . — Conditions de forme.	138
Paragraphe 2 ^e . — Contenu du procès-verbal. .	140

TITRE TROISIÈME

Sort des objets saisis.	142
CHAPITRE I ^{er} . — Ouverture des scellés au cours de l'information	143
CHAPITRE II. — Restitution des objets saisis. . . .	147

QUATRIÈME PARTIE

Sanctions pour inobservation des prescriptions légales

TITRE PREMIER

Sanctions civiles.	154
CHAPITRE I^{er}. — L'amende.	154
<i>Section I. — Taux.</i>	155
<i>Section II. — Cas d'application.</i>	156
<i>Section III. — Juridiction compétente.</i>	157
CHAPITRE II. — L'action civile.	159
<i>Section I. — Prise à partie.</i>	161
Paragraphe 1 ^{er} . — Cas de prise à partie.	162
Paragraphe 2 ^e . — Procédure.	162
Paragraphe 3 ^e . — Responsabilité de l'État.	163
<i>Section II. — Constitution de partie civile.</i>	163

TITRE SECOND

Sanctions disciplinaires.	165
CHAPITRE I^{er}. — Injonction du Garde des Sceaux.	165
CHAPITRE II. — Surveillance du Procureur Général	166

TITRE TROISIÈME

Sanctions pénales	169
CHAPITRE I^{er}. — Le délit d'indiscrétion.	169
CHAPITRE II. — La violation de domicile.	172
CHAPITRE III. — Nullité des perquisitions et saisies	174
<i>Section I. — Inobservation des conditions de fond</i>	175
Paragraphe 1 ^{er} . — Cas de nullité.	175
Paragraphe 2 ^e . — Nature et caractères de la nullité	179
Paragraphe 3 ^e . — Effets de la nullité.	184
<i>Section II. — Inobservation des conditions de forme</i>	187
Paragraphe 1 ^{er} . — Cas de nullité.	189
Paragraphe 2 ^e . — Nature et caractères de la nullité	192
Paragraphe 3 ^e . — Effets de la nullité.	192
<i>Section III. — Nullité du procès-verbal.</i>	193

CONCLUSION

CONCLUSION.	195
------------------------------	-----

Imp. Alençonnaise, 9-13, rue des Marcheries — Alençon
